



**HAL**  
open science

# Cadrages journalistiques des “ révolutions arabes ” dans le monde

Tourya Guaaybess

► **To cite this version:**

Tourya Guaaybess (Dir.). Cadrages journalistiques des “ révolutions arabes ” dans le monde. L'Harmattan, 104 p., 2015, 978-2-343-07273-9. hal-04555999

**HAL Id: hal-04555999**

**<https://hal.science/hal-04555999>**

Submitted on 23 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cadrages journalistiques des « révolutions arabes »  
dans le monde

Réservé Harmattan

Sous la direction de Tourya GUAAYBESS

**Cadrages journalistiques des « révolutions arabes »  
dans le monde**

Autres titres de la collection Communication et Civilisation

## **Remerciements**

*Ce livre doit à beaucoup de personnes : en premier lieu à Saâd Borghol, professeur à l'Institut supérieur des Langues appliquées de Moknine. Nous avons, Saâd et moi-même, organisé le colloque « Regards croisés des journalistes des deux rives de la Méditerranée. Retour critique sur la couverture médiatique du "printemps arabe" » en novembre 2013 à l'université de Monastir. Certains participants au colloque, parmi les auteurs, ont accepté d'apporter leur contribution au présent ouvrage qui traite de cette thématique, en l'élargissant à d'autres espaces géographiques tels que l'Ukraine ou des pays d'Amérique latine. Que l'ensemble des contributeurs soit remercié.*

*Nicolas Pélissier a bien accueilli ce travail collectif et a accepté de faire expertiser notre manuscrit dans la collection qu'il dirige ; un grand merci à lui pour sa confiance immédiate. Puis, le processus éditorial a suivi son cours grâce à l'efficacité de Christine Poupon qui a préparé ce livre collectif.*

*Je tiens à témoigner ma reconnaissance à la communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier, et plus particulièrement à Jean Sébastien Laloy, vice-président en charge de l'enseignement supérieur ainsi qu'à Isabelle Terrasse, directrice du pôle universitaire de Vichy. Cécile Charasse, directrice de l'IUT d'Allier de l'université de Clermont-Ferrand, a été un soutien tout aussi précieux. La publication de ce livre doit à la confiance de ces institutions de l'Allier, et au-delà, à ces personnes ouvertes sur le monde.*

*Last but not least, merci au talentueux dessinateur Damien Roudeau qui nous a fait l'amitié d'illustrer la couverture du livre. Quoi de plus approprié que son précieux cadrage pour illustrer cet ouvrage !*

## Sommaire

Introduction.....	9
L'illusion médiatique <i>Guy Sitbon, journaliste.....</i>	13
Une révolution en partage ou les leçons du système médiatique <i>Tourya Guaaybess, université de Lorraine.....</i>	15
Alain Badiou : le sens d'une lecture de l'Histoire <i>Aymen Hacem, université de Monastir .....</i>	37
Comprendre le traitement médiatique du « printemps arabe » à l'aune de la <i>newsworthiness</i> <i>Arnaud Mercier, université Paris 2.....</i>	47
Media Coverage of the Arab Spring : Framing the Flow or Overflowing the Frame ? <i>Amira Hedhili, université de la Manouba, Tunis.....</i>	69
De la harissa et du jasmin pour le dernier pharaon : les révolutions tunisienne et égyptienne au prisme de la presse écrite ukrainienne <i>Valentyna Dymytrava, université Lyon 2 .....</i>	77
Traitement du coup d'État du 5 juillet 2013 en Égypte. Regards croisés des quotidiens El Watan (Alger) et La Presse (Tunis) <i>Fadia Hadj-Allal, université de Lorraine et Belkacem Mostefaoui, École supérieure de journalisme d'Alger.....</i>	93
« La primavera arabe » en Amérique latine. Contributions politiques et numériques des jeunes Latino-américains <i>Nayra Vacaflor, université Bordeaux 3.....</i>	111
Printemps arabes ou printemps des peuples : le cas du Sénégal <i>Hadj Cissé, Association AMEDDIAS .....</i>	125
Cadrage journalistique et visibilité des cyberactivistes des « révolutions arabes » <i>Tourya Guaaybess, université de Lorraine.....</i>	145
Faire l'actualité en Italie sur le printemps arabe ou comment Internet laisse croire	

qu'on peut faire de l'information sans journalistes  
*Ermete Mariani, journaliste* ..... 169

Notices biographiques des auteurs ..... 195



## Introduction

Depuis bientôt trois ans, les nombreux travaux et rencontres scientifiques sur le « printemps arabe » et sur le rôle des médias dans cet évènement sans précédent ont renouvelé la réflexion sur les sociétés arabes. Les révolutions arabes, dites « révolutions Facebook » ou « web 2.0 », représentent sans nul doute un moment charnière dans l'histoire contemporaine de l'ensemble des pays arabes et par conséquent dans celle des relations euro-méditerranéennes. Elles constituent pour nous un terrain d'observation idéal pour confronter les couvertures de l'évènement par les médias de part et d'autre de la Méditerranée, et même au-delà.

Il ne s'agit pas là d'un ouvrage supplémentaire sur les révoltes arabes. Notre objet est plutôt de rendre compte de l'écho qu'a pu avoir cet évènement dans les pays arabes, en Europe et dans d'autres pays du monde. En effet, à l'abri du feu de l'actualité, il nous a semblé utile de tirer profit du relatif recul dont nous disposons pour faire l'examen analytique et critique des différents traitements médiatiques du printemps arabe.

Ce livre a été conçu en même temps qu'un colloque international qui a eu lieu dans le pays même où tout a débuté, en Tunisie, en novembre 2013 et à l'initiative notamment de Saad Borghol, infatigable professeur de l'université de Monastir. Il rassemble des participants à ce colloque, ainsi que d'autres auteurs qui ont accepté d'enrichir cet ouvrage. Guy Sitbon était des nôtres. Journaliste, né à Monastir où il revient régulièrement, il est français et européen. Qui pouvait mieux ouvrir cet ouvrage sur les couvertures du printemps arabe de part et d'autre de la Méditerranée ?

Il nous a aussi semblé important de revenir sur la place des médias dans le contexte arabe. Depuis plus de quinze ans, les usagers des médias arabes ont été, dans une certaine mesure, affranchis de la *doxa* étatique grâce aux chaînes satellitaires qui ont contribué à façonner un système télévisuel où une émulation fut à la base de changements des productions télévisuelles à un niveau national. Les *talkshows* politiques et les téléprêcheurs des émissions religieuses remettaient à plat une vision verticale de la parole du prince ou du représentant de l'islam officiel (devenu représentant officiel de l'islam). Puis, l'éclosion de journaux

alternatifs et de blogs depuis le milieu des années 2000 a dessiné les contours de sociétés très soucieuses de s'affranchir des élites dirigeantes en place. C'est dire si les lectures éclairées des « révolutions arabes », issues de la pensée critique française, étaient attendues des élites arabes. Le regard croisé est donc aussi celui du normalien tunisien Aymen Hacen qui revient ici sur les écrits de son homologue et maître Alain Badiou à propos de cet évènement... avec un regard critique.

Non moins critique, c'est à travers une analyse de la presse française qu'Arnaud Mercier montre comment les faits relatifs aux « révolutions » arabes ont été filtrés, interprétés, sélectionnés en fonction d'un certain nombre de critères, et en fin de compte de leur valeur d'information ou *newsworthiness*. Ce cadrage journalistique, également traité par Amira Hedhili, montre qu'il n'est pas de point de vue neutre. L'ensemble des chapitres révèle au contraire que la perception d'un même évènement varie selon les contextes politiques. À chaque fois, les médias proposent un cadrage des événements intelligible à leurs publics. Valentyna Dymytra l'illustre très bien à travers une analyse comparée de deux titres ukrainiens ; les cadres interprétatifs des révolutions arabes y sont façonnés à la fois par l'histoire de l'Ukraine et par le positionnement et, pour ainsi dire, l'identité politique de chacun des deux titres. Fadia Hadj-Hallal et Belkacem Mostefoui, en comparant dans un article commun les traitements du printemps arabe par les quotidiens *El-Watan* et *La Presse*, respectivement algérien et tunisien, aboutissent à des conclusions analogues.

Nayra Vacaflor nous livre la vision que portent des jeunes Boliviens, Chiliens et Brésiliens sur la « primavera arabe ». Les témoignages qu'elle rapporte montrent que l'histoire des révolutions en Amérique latine explique en grande partie leur empathie à l'égard des jeunes révolutionnaires des pays arabes. Hadj Cissé nous permet de faire un détour par les médias en Afrique subsaharienne. Son article s'arrête sur les mouvements populaires au Sénégal, à l'instar des « Y'en a marristes » de 2011, pour d'interroger sur leur rôle dans les pays aux régimes démocratiques encore fragiles.

Ainsi, quand la « décennie noire » imprègne la perception des Algériens sur les soulèvements en 2010-2011, la « Révolution

orange » marque celle des Ukrainiens, et les anciennes dictatures celle des jeunes d'Amérique latine. Les cadrages journalistiques, également traités par Tourya Gaaaybess, nous instruisent autant sur le journaliste que sur l'actualité qu'il couvre.

Enfin, au-delà de filtres socioculturels, l'article d'Ermete Mariani rend compte des contraintes qui pèsent sur le champ journalistique italien. Son enquête auprès de journalistes ayant couvert les révolutions arabes apporte un éclairage précieux sur les effets de la précarité du métier de grand reporter sur la couverture de cet événement. En effet, dans un contexte de crise économique, la tentation est forte pour les groupes de presse de faire usage des données disponibles sur internet et de recourir à des agrégateurs pour faire de l'information.

## L'illusion médiatique

*Guy Sitbon, journaliste*

Les journalistes, tout l'indique, appartiennent à la race humaine. Le 14 janvier 2011, comme quasiment tous les individus de leur race, ils ont crié au miracle. Pour avoir dédié leur existence entière à lire ou à écrire des dépêches d'actualité, ils sont bien conscients qu'il ne faut jamais s'attendre qu'à l'inattendu. Mais il est des événements catalogués dans la rubrique « impossible ». Par exemple, si on nous apprenait qu'hier matin, Paris et New York avaient permuté, que les Champs-Élysées s'étendaient désormais entre l'East River et l'Hudson, nous réagirions naturellement : « c'est impossible, ce n'est pas vrai ». De même, *cette* chute de Ben Ali appartenait à l'ordre de l'extravagance. Une rue arabe se soulève contre son tyran, ne plie pas devant les massacres et finit par renverser la bête ? Vous rêvez. Tant que le monde sera monde, tant que la terre tournera, jamais nous ne vivrons un événement aussi inconcevable. Eh bien, l'incroyable s'est produit, la pierre s'est changée en or, Moubarak, Ben Ali ont bien été chassés à la loyale. Une révolution du peuple, par le peuple, pour le peuple, comme dans un conte de fées. Et les journalistes tunisiens, français, chinois, papous et même martiens, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont, comme la terre entière, bondi de joie. Ils ont chanté, dansé, embrassé, pleuré de bonheur. Le Père Noël existait, quelle meilleure nouvelle pouvait-on recevoir ? Un seul cœur rassemblait toutes les opinions, vive la Révolution.

La fête passée, les journalistes étrangers sont rentrés chez eux. En Tunisie, il ne se passait plus grand-chose de nouveau. L'exaltation, l'exaltation toujours recommencée. Sympathique,

mais bon, le lecteur britannique avait compris. On n'allait pas lui resservir perpétuellement le même refrain. Vite, il s'est lassé. Il demandait du neuf. On en trouvait en Syrie, en Égypte, en Bolivie, en Centrafrique et on le lui offrait. Deux assassinats politiques émurent un instant les opinions étrangères, mais ils furent vite oubliés. La Tunisie redevenait l'un des 193 États de la planisphère, un point à la toute extrémité de l'Afrique, ni plus ni moins aimable que les autres.

## **Une révolution en partage ou les leçons du système médiatique**

*Tourya Guaaybess, université de Lorraine*

Les soulèvements dans les pays arabes constituent un événement majeur qui marque à jamais les relations de ces pays avec ceux de la rive Nord de la Méditerranée et même au-delà<sup>1</sup>. Au moment fort de cet événement, durant l'hiver 2010-2011, les sociétés civiles ont fait plus que braver la peur et briser des régimes autoritaires. Naguère convaincues de leur impuissance face à leurs institutions étatiques, elles ont brisé leurs propres représentations d'elles-mêmes et dans un même mouvement les clichés qu'elles pouvaient susciter. Finalement, ces révoltes ont permis de dissiper un doute étrange : celui la normalité des sociétés au Sud de la Méditerranée : oui, ces pays étaient normaux puisque les manifestants avaient des aspirations sociales et politiques normales et que les jeunes de la « génération Y », ou *digital natives* pouvaient être actifs sur la toile et les réseaux sociaux ; normal.

Aujourd'hui, avec le recul, on tente de mettre à plat les origines et la portée symbolique des mobilisations qui avaient démarré en Tunisie pour gagner l'ensemble des pays arabes. L'euphorie et la cadence effrénée de l'actualité des premiers jours ont fait place au principe de réalité : le renouvellement des élites politiques est un projet à plus long terme, difficile à définir, et dont le calendrier est incertain. Que les aspirations, au demeurant plurielles, des

---

<sup>1</sup> Mathien M., « Images populistes des révolutions arabes et des "Indignados". Les médias comme relais positifs », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 13, 2012.

manifestants aient été parfois trahies, est dans l'ordre des choses. Le temps des réalités sociales et de l'histoire n'est pas celui des médias<sup>2</sup> où quelques mois suffisent pour qu'apparaisse en boucle l'expression d'« hiver arabe<sup>3</sup> », comme s'il était urgent pour eux de brûler aujourd'hui ce qu'ils avaient porté aux nues hier. Pour autant, on ne peut balayer d'un revers de main les images des révoltes populaires, ni les mots d'ordre scandés par les populations qui ont gagné plusieurs villes des pays arabes et qui ont trouvé des échos dans d'autres capitales du monde.

Les « révolutions arabes » ne constituent pas un épisode, isolé, sans racine et sans fruit. Autrement dit, elles ne sont pas apparues *ex nihilo* à partir d'un 11 décembre 2010 en Tunisie, tout comme les contrecoups des premiers mouvements ne sont pas encore achevés. La banale et pourtant formidable nouveauté est que, subitement, personne ne peut désormais nier et encore moins justifier la nature dictatoriale de régimes ouvertement décriés par leurs propres populations – inutile de faire l'inventaire des chantages, ni des critiques à l'égard du régime de Ben Ali<sup>4</sup>.

Notre point d'appui est donc bien ce moment révolutionnaire, qui est un évènement en soi, en même temps qu'il s'agit d'un « évènement médiatique » pour reprendre les termes de Jocelyne Arquembourg qui coordonna avec Arnaud Mercier et Guy Lochard, un numéro de la revue *Hermès* (n°46) en 2006 portant sur un sujet proche du présent ouvrage, *Évènements mondiaux. Regards nationaux*. L'évènement, dit-elle, marque une rupture, il « *surgit ainsi de manière imprévue, et par sa capacité de désordre distribue un avant et un après [...]. Les causes d'un*

---

<sup>2</sup> Charaudeau P., « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen*, n°22, 2006.

<sup>3</sup> Voir par exemple, *L'Express*, Christophe Barbier, « Après le printemps arabe, l'hiver islamiste ? » le 25/10/2011 ; *Le Point*, Daniel Salvatore Schiffer, « Le Printemps arabe, prélude à l'hiver islamiste », *Le Point.fr* - publié le 20/9/2012 ou *Le Monde*, à travers un article mesuré de Peter Harling, « Le monde arabe est-il vraiment en "hiver" ? » *Le Monde*, 1<sup>er</sup> février 2012.

<sup>4</sup> Geisser V. et Gobe E., « La question de l'"authenticité tunisienne" : valeur refuge d'un régime à bout de souffle », *L'Année du Maghreb*, édition 2007, Paris, CNRS Éditions, 2007, p. 371-408. Chouikha L. et Geisser V., « La fin d'un tabou : enjeux autour de la succession du président et dégradation du climat social », *L'Année du Maghreb* [En ligne], VI, 2010, mis en ligne le 10 juillet 2010, consulté le 12 mai 2014. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/922> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.922

*événement ne se découvrent qu'a posteriori, aussi n'est-il pas déductible de son passé, mais il le fait émerger. En même temps, il ouvre un futur au vu duquel le passé est réévalué*<sup>5</sup>. » Et, la médiatisation de l'évènement lui apporte toujours plus de visibilité, l'effet multiplicateur des médias étant lui-même alimenté par une « boucle autoréflexive<sup>6</sup> » de médias mimétiques.

L'évènement joue un rôle de jalon et de catalyseur de dynamiques sociales, accessibles à la compréhension de spécialistes des pays arabes et de chercheurs en sciences sociales<sup>7</sup>. Celui qui nous intéresse n'est pas neutre mais hautement politique ; il a poussé chacun à se positionner. À la lumière des médias *mainstream*, nous étions nécessairement pour un camp ou pour une autre, dans un récit réfractaire aux nuances, à la manière d'un scénario à la structure ternaire et dont chacun ignorait pourtant l'issue<sup>8</sup>. C'est d'ailleurs l'une des raisons de l'implication et de l'engouement des opinions publiques aussi bien arabes que du Nord de la Méditerranée précisément. Pour ceux qui n'avaient pas pris le train en marche, ou le parti pris des opposants en Tunisie, il était encore temps en 2011<sup>9</sup>.

Sur le plan cognitif, un scénario, un récit<sup>10</sup> sur les pays arabes contemporains était tout à coup simple d'accès et s'imposait

---

<sup>5</sup> Hermès, n°46, *Événements mondiaux. Regards nationaux*, 2006, p. 15.

<sup>6</sup> Mercier A., *Hermès*, n°46, *Événements mondiaux. Regards nationaux*, 2006, p. 25.

<sup>7</sup> Geisser V., « Les protestations populaires à l'assaut des régimes autoritaires : une "révolution" pour les sciences sociales ? », *L'Année du Maghreb* [En ligne], VIII | 2012, mis en ligne le 9 octobre 2012, consulté le 12 mai 2014. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/1373> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.1373

<sup>8</sup> Selon un scénario qui s'ouvre sur une situation initiale avant l'introduction d'un élément perturbateur et dont le développement s'achemine jusqu'à la résolution du conflit.

<sup>9</sup> Ben Hammouda H., « L'orientalisme et les révolutions tunisienne et égyptienne : pourquoi ne l'ont-ils pas aimé la révolution ? », in Blanc P. (dir.), *Révoltes arabes : premiers regards*, Paris, L'Harmattan, 2011.

<sup>10</sup> « *L'instance médiatique est donc placée devant un évènement extérieur à elle-même, qu'elle doit considérer selon ses potentiels d'actualité, de diégèse, de causalité et de dramatisation et qu'elle doit construire en récit médiatique, en choisissant parmi un ensemble de scénarios possibles* ». Charaudeau P., *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck - Ina coll. « Médias Recherches », Bruxelles, 2005, p. 127.



même aux observateurs les plus chagrins : les populations souhaitaient s'affranchir de leurs dictateurs avec en toile de fond le spectre d'autres révolutions et tout spécialement la Révolution française. Non sans ironie, l'historien Guillaume Mazeau écrira :

*« Jadis présentée comme un des principaux mythes d'origine de la modernité, la Révolution française se banalisait inexorablement : l'événement fondateur se muait en monument d'une histoire nationale un peu datée. Pourtant, au cours de l'hiver 2011-2012, ce qui se passait de l'autre côté de la Méditerranée réactiva des schémas que l'on croyait révolus. D'anciennes machines interprétatives se remirent en état de marche, saluant la reprise d'une histoire qui s'était assoupie quelques décennies auparavant et que les Tunisiens auraient entrepris de réveiller<sup>11</sup>. »*

D'autres facteurs que ces « machines interprétatives » ont contribué à l'intelligibilité de ce discours : des jeunes, des moins jeunes, scandaient des discours clairs, en arabe mais aussi en anglais et en français à l'adresse des télévisions et des journalistes du monde entier. Les médias numériques, les réseaux sociaux et *smartphones* ont participé à cette diffusion du discours<sup>12</sup> ; et ce, à double titre : en tant qu'outils de diffusion ou de médias proprement dits, mais aussi et peut-être surtout en tant qu'appendices attestant de l'intégration des jeunes « révolutionnaires » au monde idyllique de la société de l'information. Ainsi, l'« imaginaire d'internet<sup>13</sup> » et la mythologie libertaire qu'il charrie, ne s'arrêtaient finalement pas aux portes des pays arabes.

En dépit d'un réflexe professionnel qui pousse systématiquement le chercheur en sciences sociales à relativiser ce type de schéma, nous pouvons admettre qu'il correspond à une réalité dans le sens où l'évènement marque bien une rupture, un rejet massif et manifeste des régimes politiques honnis. Adhérer à ce cadrage

---

<sup>11</sup> Mazeau G., « La ronde des révolutions », *La Vie des idées*, 16 avril 2013. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-ronde-des-revolutions.html>

<sup>12</sup> Quijano-Gonzalez Y., *Arabités numériques*, Éditions Actes Sud, octobre 2012.

<sup>13</sup> Flichy P., *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte « Sciences et société », 2001.

peut s'apparenter dans le meilleur des cas à un optimisme béat, sinon à une forme de cécité, au moment où – si on prend un cliché au printemps 2014 – l'Algérie réélit un Bouteflika de 77 ans affaibli par la maladie, où l'Égypte condamne à mort des centaines de Frères musulmans avant la réélection sans surprise d'un maréchal de l'armée, faisant craindre un retour des cadres de l'ancien régime (les « *foulouls* »), sans parler de la Libye qui, parmi d'autres pays, est dans une situation d'instabilité, ou du chaos syrien qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts depuis 2011.

### **Ce que le système médiatique arabe donne à voir**

L'optimisme assumé découle de l'observation des médias arabes qui est riche d'enseignements : elle nous révèle que la dissidence – plus que l'apathie supposée des sociétés arabes – est dans l'ordre des choses depuis plusieurs années, que les soulèvements constituent un moment fort de processus plus lents et menant à des sociétés pluralistes et plus que jamais ouvertes aux échanges avec les pays du Nord de la Méditerranée. Nous considérons l'évolution du système médiatique arabe comme un cadre d'observation heuristique révélateur d'un processus préparant à ce que d'aucuns ont qualifié de « révolutions arabes ». Notons que d'autres cadres d'observation que les médias sont possibles pour faire l'examen de ce que Sarah Ben Néfissa appelle très justement « les angles morts de l'analyse politique », à savoir les mouvements sociaux qui, comme le montre cet auteur, travaillent les sociétés arabes depuis plus d'une décennie<sup>14</sup>.

Tout commence par l'avènement du système télévisuel arabe rendu possible par la technologie satellitaire. La notion de « système télévisuel » traduit l'interdépendance des télévisions visant une même audience arabophone par-delà les frontières. Il s'agit d'un élément essentiel d'un système de médias plus large que nous avons défini comme la « confluence médiatique ». Cette idée rend compte de la spécificité de chaque média (presse écrite, média audiovisuel, média en ligne, réseaux sociaux) tant au

---

<sup>14</sup> Ben Nefissa S., « Révolutions arabes : Les angles morts de l'analyse politique des sociétés de la région », *Confluence Méditerranée*, n°77, printemps 2011, p. 75-90. Voir Ben Nefissa S., « Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de "l'hybridation" du politique : Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », *Revue Tiers Monde*, hors série, 2011, p. 5-24.

niveau des pratiques professionnelles que des usages et de l'intégration de l'ensemble des médias. Leur interaction permet aux informations de circuler, de s'enrichir et finalement d'atteindre une audience toujours plus large<sup>15</sup>.

Tout comme internet, l'espace télévisuel n'est pas le moteur de la démocratie mais un prisme qui permet de rendre compte de la perte progressive de légitimité des systèmes politiques arabes. Il peut sembler *a priori* hasardeux d'établir des conjectures sur le niveau d'ouverture politique des pays arabes, c'est pourtant ce que permettent l'observation et l'analyse des médias. En effet, l'étude de ce champ dans un contexte national donné, en permettant d'apprécier les mutations profondes qui ont affecté ce secteur, les rapports de force en son sein et son rapport avec les pouvoirs politiques et économiques, nous éclaire sur son environnement sociopolitique. Dans les pays arabes, ces mutations sont les véritables révolutions même si, silencieuses, elles n'ont pas été perçues comme telles. À l'inverse de l'évènement spectaculaire que constituent les mobilisations du printemps arabe, le champ médiatique nous donne quelques leçons dans la mesure où il donne à voir ce qui ne fait pas toujours de bruit, mais n'en est pas moins révélateur de « métamorphoses » – pour reprendre Edgard Morin<sup>16</sup> – qui affectent les États arabes.

### **Première leçon : les industries médiatiques sont partout soumises aux mêmes données technologiques et économiques**

Il n'y a pas de spécificité d'un « monde arabe » : les mass-médias, inscrits de plain-pied dans la mondialisation, sont confrontés aux mêmes réalités quelle que soit leur implantation<sup>17</sup>. L'usage de la technologie satellitaire dès la fin des années 80, la multiplication de chaînes commerciales, l'émergence de bouquets satellitaires, l'alliance de secteurs autrefois distincts à savoir les

---

<sup>15</sup> Guaaybess T., *Les médias arabes, confluence médiatique et dynamiques sociales*, CNRS Éditions, 2012.

<sup>16</sup> Voir par exemple Morin E., « Éloge de la métamorphose », *Le Monde*, 11 janvier 2010, p. 18.

<sup>17</sup> Mcphail T., *Global Communication: Theories, Stakeholders, and Trends*, (4<sup>e</sup> édition), Londres, Wiley-Blackwell, 2014.

télécommunications et l'audiovisuel<sup>18</sup>, la fusion des gros groupes, l'alliance d'opérateurs privés nationaux avec des multinationales, la segmentation du marché de l'audience et l'émergence consécutive de chaînes thématiques (économiques, religieuses, sportives, etc.), l'arrivée puis la pénétration exponentielle d'internet dont les premiers usagers sont surtout de jeunes urbains, etc. : les pays arabes n'ont pas été épargnés par ces phénomènes qui ont touché l'ensemble du « village global », *a fortiori* les espaces géolinguistiques tels que cette région où une continuité linguistique permet à un même message d'être compris dans un territoire transnationale de réception.

Parallèlement à ces logiques libérales, fortement liées à la nature des secteurs d'activité, les médias sont également déterminés par les dynamiques sociales dans chaque pays arabe et par l'interventionnisme d'États autoritaires (qu'on pourrait qualifier de « capitalisme d'État<sup>19</sup> ») qui limitent la liberté d'expression, grâce à un arsenal juridique et policier – plus ou moins répressif – présent dans tous les pays arabes à l'exception du Liban. Ce rappel sur la « normalité » des médias et sur la triste banalité des régimes autoritaires, fussent-ils arabes, a son importance dans la perspective d'une approche sereine qui plaide davantage pour la solubilité des pays arabes dans le monde que pour leur caractère irréductiblement exceptionnel. Les soulèvements, les mobilisations sociales de ces dernières années – les articles de cet ouvrage le montrent – n'ont pas eu lieu seulement dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ; de la même façon, les mobilisations arabes sont, pour reprendre les termes de l'historien Henry Laurens, « *une révolution de la normalité* », la motivation des manifestants étant « *d'accéder à la normalité démocratique et d'en finir avec l'état d'exception [...]. Ce n'est donc pas une révolution qui s'articule vers un projet utopique, mais, au contraire, c'est la normalité qui est l'objectif proclamé<sup>20</sup>.* »

---

<sup>18</sup> Gabszewicz J. et Sonnac N., *L'industrie des médias à l'ère numérique*, Paris, La Découverte « Repères », 2010.

<sup>19</sup> Abou-Haidar E., *Libéralisme et capitalisme d'État en Égypte*, L'Harmattan, 2000.

<sup>20</sup> Voir *Jeune Afrique* n°2731, du 12 au 18 mai 2013, « Interview avec l'historien Henry Laurens » par Laurent de Saint Périer, p. 43.

Les mobilisations qui ont débuté en Tunisie en décembre 2010 pour s'étendre à l'ensemble des pays arabes ont été motivées par plusieurs raisons. Savoir si elles étaient provoquées par la seule crise économique ou essentiellement par une volonté de libération politique n'est pas la question la plus cruciale. Peut-on imaginer ces soulèvements sans les conditions économiques si difficiles pour beaucoup ? Et sans autre horizon que la perspective d'une reconduite de chefs d'États usés et corrompus en Tunisie et en Égypte, aurait-on assisté aux révoltes ? Sur un plan socioculturel, les jeunes ne sont-ils pas inscrits dans une mondialisation qui rend d'autant plus insupportable l'image de leurs pays à la fois dépendants et à la traîne des démocraties occidentales ?

Les travaux mettent aujourd'hui davantage l'accent sur la dimension politique du printemps arabe et sur l'avenir des régimes politiques, renouant avec une tradition politologique qui avait pour un temps laissé le primat aux travaux portant sur l'islamisme – dans toutes ses déclinaisons –, et à la faveur d'un intérêt grandissant pour les monarchies wahhabites du Golfe. Faire le choix du politique présente l'intérêt de démentir un axiome qui a servi de prétexte aux régimes autoritaires : sans base économique solide, soutenaient-ils, toute ouverture politique brutale était risquée<sup>21</sup>. L'observation du secteur médiatique montre au contraire que l'économie d'une activité ne peut s'épanouir que protégée de gouvernants arbitraires, parfois prédateurs<sup>22</sup>, et qu'elle peine à se développer sans liberté, innovation et compétition.

### **Deuxième leçon : avant le 11 septembre, les « opinions publiques » arabes n'existaient pas**

On pourra donc situer une première rupture dans l'histoire des médias contemporains au début des années 90 et on en trouvera

---

<sup>21</sup> Heydemann S., « La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe », *Critique internationale* 4/2002 (n°17), p. 54-62.

<sup>22</sup> Le cas du secteur télévisuel sous Ben Ali est symptomatique de ce point de vue.

les prémices à la fin des années 80 en Algérie déjà<sup>23</sup>. Cette révolution est celle de chaînes satellitaires étrangères qui commencent à être diffusées dans la région, et surtout de chaînes satellitaires arabes qui se multiplient pour viser différents bassins d'audience imbriqués dans le système télévisuel mentionné plus haut. Ces bassins d'audience s'articulent autour de trois niveaux d'analyse distincts qui correspondent à trois échelles : nationale, régionale internationale en fonction des chaînes et de leur audience cible privilégiée. La plupart des chaînes du Maghreb se contentent d'un public national, parfois infranational (c'est le cas par exemple des chaînes régionales marocaines ou égyptiennes) ; les chaînes de divertissement des groupes MBC, LBC ou les chaînes d'information en continu visent une audience panarabe, tandis que Al-Jazeera-English a des visées planétaires<sup>24</sup>.

Eu égard au bouleversement que cela a constitué, ce phénomène n'a pas été d'emblée appréhendé à sa juste mesure dans la recherche en France, devancée par les analystes américains et anglais qui ont compris plus tôt les intérêts scientifiques et stratégiques d'une meilleure connaissance des médias arabes<sup>25</sup>. Ces derniers avaient l'avantage d'être les principaux théoriciens en communication internationale (*global communication*), bien que le chercheur français Armand Mattelart compte parmi les figures majeures de ce champ et l'un des principaux passeurs de ces théories dans la francophonie. Ainsi, il faudra attendre qu'Al-Jazeera ait la visibilité que lui a octroyée sa couverture exclusive de l'offensive en Afghanistan après l'attentat de New York du 11 septembre 2001<sup>26</sup> pour que la chaîne arabe d'information en continu soit prise en considération et qu'elle donne lieu à un

---

<sup>23</sup> Madani L., « Les télévisions étrangères par satellite en Algérie : formation des audiences et des usages », in Khouri N. et Mignot-Lefebvre Y. (dir.), *Les télévisions arabes à l'heure des satellites (Algérie-Égypte)*, Tiers-Monde, 1996, tome 37, n° 146, p. 315-330.

<sup>24</sup> Guaaybess T., « Les "nouveaux" médias arabes : une mise en perspective géo-historique » in Gonzalez-Quijano Y. et Guaaybess T. (dir.), *Les Arabes parlent aux Arabes ; les nouveaux médias dans le monde arabe*, Paris, Actes Sud, 2010, p. 81-95.

<sup>25</sup> Il est important de mentionner la revue en ligne *Transnational Broadcasting Studies*, lancée en 1998 à l'Université américaine du Caire. Il s'agit de la première revue internationale spécialisée sur les médias transnationaux arabes.

<sup>26</sup> Miles H., *Al Jazeera: How Arab TV News Challenges America*. New York, Grove Press, 2005.

nombre cette fois-ci exponentiel de publications. Après le choc du 11 septembre, les audiences arabes et « l'opinion publique » arabe devenaient stratégiques pour les opérateurs étrangers et intéressèrent la recherche, notamment américaine<sup>27</sup>.

Les travaux portant plus globalement sur l'espace satellitaire arabe se sont surtout multipliés au cours des années 2000 ; des revues spécialisées et des centres d'études ont émergé, faisant dire à l'universitaire Kai Hafez :

*« For research on Arab mass media the terrorist attacks of September 11, 2001, were a real turning point. Starting with the events in New York and Washington D.C., the world-wide interest in Arab media started to boom. "Al-Jazeera" became one of the most frequently searched for terms on the Internet, Western media became interested in Arab journalism and young academics all over the world, in particular, discovered Arab media as a field of research and academic teaching. Especially the hype about Al-Jazeera [...]. The fast development in research has brought about a number of informative and enlightening books and articles [...]. At the same time, however, the young discipline has also suffered from a number of teething problems. Since the desire for fast information on Arab media was strong, an essayistic culture developed that often provided the academic market with analyses weakened by grave theoretical and empirical deficits<sup>28</sup>. »*

### **Troisième leçon : libéralisme débridé et liberté politique muselée sont compatibles**

Pourtant, le secteur télévisuel arabe – sans être le seul prisme analytique à le permettre – donnait à plusieurs égards les clés aidant à mieux saisir la relation entre la sphère politique et les

---

<sup>27</sup> Gaaaybess T, « Les trois âges du regard occidental sur l'opinion publique arabe » in Mercier A. (dir.) *Médias et Opinion publique*, Les Essentiels d'Hermès, CNRS Éditions, 2012, p. 81-100.

<sup>28</sup> Hafez K. (dir.), *Arab Mass Media : a Research Handbook*, New York, New York Continuum Publishers, 2008.

sociétés civiles<sup>29</sup> : 1) d'un point de vue structurel, le secteur audiovisuel était révélateur de sociétés entrées de plain-pied dans l'économie de marché qui a permis d'établir la discontinuité entre libéralisation économique et démocratie<sup>30</sup> ; 2) l'offre à des citoyens arabes de programmes audiovisuels subitement très variés donnait à voir des sociétés aux antipodes d'un monde arabe uniforme ou de sociétés passives qui serait unifiées dans une « civilisation<sup>31</sup> » ontologiquement antagoniste d'autres « civilisations », conformément aux thèses de Bernard Lewis ou Samuel Huntington ; 3) il donnait à voir des citoyens-téléspectateurs insatisfaits de leurs dirigeants, et critiques.

Que s'est-il passé à l'orée des années 90 ? L'application dans la plupart des pays arabes des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, lesquels prônaient une gouvernance de l'économie moins soumise aux diktats des autorités publiques et une libéralisation de pans entiers de l'économie<sup>32</sup>. Cette approche idéologique des entreprises allait toucher le secteur audiovisuel et le marquer à jamais. Réduction des coûts, rationalisation du travail, précarisation de l'emploi mais aussi prise en considération accrue d'un public avide de programmes plus proches, sur le plan technique, des « standards internationaux ». De fait, avant l'arrivée d'Al-Jazeera en 1996, des chaînes commerciales, dont les plus populaires sont les chaînes transnationales à capitaux saoudiens ou libanais, viendront envahir un marché audiovisuel jusque-là dominé par les télévisions d'État. Du point de vue de leur contenu, on ne peut pas dire qu'elles contrevenaient à la règle du jeu jusqu'alors tacite qui prévalait, et officiellement scellée par l'organisation de la Ligue arabe en 2008<sup>33</sup> : interdiction de critiquer les chefs

---

<sup>29</sup> Pour une discussion sur la société civile, voir Ben Nefissa S., Arafat A., *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris Khartala/IRD, 2005, et Bennani-Chraïbi M., Filieule O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2003.

<sup>30</sup> Guaaybess T., « Les partis de l'opposition et la télévision en Égypte : une ouverture démocratique ? », Robert Schuman Centre, Working Paper n°2003/4, Florence (<http://cadmus.iue.it/dspace/handle/...>).

<sup>31</sup> Voir Crepon M., *La Guerre des civilisations*, Paris, Galilée, 2010.

<sup>32</sup> Blin L., « Une économie en transition » in *Égypte/Monde Arabe*, n°12-13, 1993.

<sup>33</sup> En février 2008, les pays de la Ligue arabe (à l'exception du Liban qui vote contre et du Qatar qui s'abstient) adoptent une charte sur les « Principes pour



d'État, leur famille et la religion. Et, la sauvegarde de l'identité et de la cohésion nationale reste l'un des chefs d'accusation clés brandie aux médias et journalistes, puis plus tard à certains internautes, qui commettent l'outrage de l'oublier.

Les programmes sont aseptisés pour se conformer à des normes politiques et culturelles conservatrices, bien qu'à des degrés divers selon les pays et selon les périodes. L'un des objectifs majeurs de ces chaînes restent d'attirer des annonceurs dans un marché publicitaire en plein essor. Il convient toutefois d'émettre quelques nuances à la dimension *a priori* apolitique de ces messages. En effet, des chercheurs ont mis au jour des (courtes) périodes d'ouvertures dans les institutions audiovisuelles dans des pays aussi inattendus, de ce point de vue, que la Syrie ou la Libye<sup>34</sup>. Nous avons nous-même été témoin de programmes relativement ouverts en Égypte, avant même la venue des chaînes privées quelques années plus tard<sup>35</sup>. La multiplication des productions, des *talkshows* – plus en raison d'un rapport coût/audience avantageux que d'une quelconque raison politique d'ailleurs –, le traitement de sujets sociaux parfois en interaction avec le public en plateau ou par téléphone, ont ouvert la voie aux débats sur des questions sensibles (l'inégalité du système éducatif, la corruption des élites, la place de la femme, la mixité, la sexualité hors mariage) et traduit une réelle vivacité politique. L'audience est avide de ce genre de programmes et les opérateurs répondent à une logique de la demande.

Même si beaucoup de ces programmes sont des émissions de divertissement, ils mettent en scène une multitude de normes et d'individus qui débordent du cadre normatif des télévisions monochromes et assommantes d'antan. Les émissions de

---

l'organisation de la diffusion de la radio et de la télévision par satellite dans le monde arabe ».

<sup>34</sup> Salamandra C., « Syrian Television Drama : a national industry in a pan-Arab landscape », p. 83-96 et Richter C., « Libyan Broadcasting under al-Qadhafi: the politics of pseudo-liberalization », p. 150-165, in Guaaybess T., *National Broadcasting and State policy in Arab Countries*, Palgrave Macmillan, Londres, 2013.

<sup>35</sup> Guaaybess T., « Les partis de l'opposition et la télévision en Égypte : une ouverture démocratique ? », in Mermier F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris/Lyon, Maisonneuve et Larose et Maison de l'Orient Méditerranéen, 2003.

téléralité et de jeux dont les concepts du groupe de production néerlandais Endemol (*Loft Story*, *Star Academy*) ou de son avatar 2wayTraffic (*Who wants to be a millionaire*) n'ont pas été reprises par des chaînes transnationales arabes sans susciter débats et polémiques qui n'ont fait que conforter leur succès. Yves Jeanneret et Valérie Patrin-Leclère ont décrit la stratégie commerciale à l'œuvre par les producteurs des émissions de téléralité les plus décriées, où même les critiques étaient utiles pour alimenter la machine<sup>36</sup>. Dans le contexte arabe où ces émissions ont été diffusées, ces recettes commerciales fonctionnent aussi très bien. Tout comme la multitude de séries que tout téléspectateur connaît – qu'il s'agisse des séries syriennes ou égyptiennes, des séries mexicaines ou, de plus en plus, turques, doublées dans un dialecte levantin ou maghrébin – ou comme les clips musicaux émoustillants ou au contraire *hallal*, sans parler des nombreux types de programmes religieux, parfois portant explicitement sur la sexualité et animés par des femmes voilées<sup>37</sup>. Une hybridation<sup>38</sup> qui témoigne de la résilience des cultures médiatiques nationales au demeurant poreuses aux valeurs néolibérales essentiellement fondées sur la compétition et la sélection. De façon clandestine, la dimension délibérative de certains programmes a ouvert des brèches de discussions passionnées et de « montée en généralité » pour reprendre l'expression de Dominique Mehl<sup>39</sup>. Avec une approche anthropologique, Marwan Kaidy montre que cela pose la question centrale du rapport à la modernité<sup>40</sup>.

#### **Quatrième leçon : un marché de l'emploi plus flexible, une demande plus exigeante des usagers**

L'arrivée d'une nouvelle génération de professionnels, aux statuts de plus en plus précaires il est vrai, est l'un des effets

---

<sup>36</sup> Jeanneret Y., Patrin-Leclère V., « Loft story 1 ou la critique prise au piège de l'audience », *Hermès* n°37, 2003.

<sup>37</sup> L'émission « Kalam Kabir » (parole importante) diffusée sur la chaîne égyptienne privée Al-Mihwar est animée par la sexologue Heba Qotb.

<sup>38</sup> Kraidy M., *Reality Television and Arab Politics*, Cambridge UP, 2010.

<sup>39</sup> Mehl D., *La télévision de l'intimité*, Paris, Éd. du Seuil, 1996.

<sup>40</sup> Kraidy M., « Téléralités arabes : la modernité mise en scène », in *Les Arabes parlent aux Arabes ; les nouveaux médias dans le monde arabe*, Actes Sud, Paris, 2009, p. 168-178.

collatéraux de la libéralisation tous azimuts du secteur audiovisuel. La multiplication de chaînes thématiques et généralistes a en effet entraîné, surtout dans les pays du Golfe, une professionnalisation des métiers de l'audiovisuel à laquelle ne pouvaient échapper les nouvelles chaînes transnationales et même nationales<sup>41</sup>. Cette demande croissante et qualitativement exigeante a donné lieu à un rajeunissement et une féminisation des professionnels ainsi que l'affirme Fatema Mernissi : « *Promoting strong female stars has proven to be a fantastic asset for the Saudis' most threatening TV rival. Al Jazeera is winning crowds every night through the eloquence of its news anchors, Jumana Nammour and Kaduja Bin Guna, and economics expert Farah al-Baraqawi*<sup>42</sup>. » Les glorieuses figures journalistiques, les grandes plumes à l'image de l'intellectuel mythologique de la Renaissance arabe, font place aux journalistes et animateurs polyvalents de l'audiovisuel.

Les médias, les professionnels des médias, les institutions dont ils dépendent sont à l'image de la société ; ils ne sont pas tant les vecteurs du changement que les miroirs qui donnent à voir ces évolutions : des journalistes toujours plus qualifiés, où la présence de femmes est croissante, et s'adressant à des audiences plus éduquées traduisent simplement les évolutions sociodémographiques de la plupart des pays arabes contemporains. De ce point de vue, les journalistes d'Al-Jazeera sont emblématiques<sup>43</sup>.

Al-Jazeera qui occupe le segment le plus franchement politique, a été la chaîne qui marqua, fascina, inquiéta le plus les téléspectateurs arabes avant de susciter les mêmes sentiments contradictoires, mais avec quelques années de décalage, au niveau international. Il ne serait pas excessif de considérer la naissance d'Al-Jazeera en 1996 comme une révolution dans la révolution ou une rupture dans la rupture que constitue

---

<sup>41</sup> Mellor N., *Modern Arab Journalism, Problems and Prospects*, Edinburg University Press, 2007.

<sup>42</sup> Mernissi F., « The Satellite, the Prince, and Scheherazade : The Rise of Women as Communicators » in *Digital Islam, Transnational Broadcasting Studies*, 12, Spring-Summer 2004, Le Caire. <http://tbsjournal.arabmedia.society.com/Archives/Spring04/mernissi.htm>

<sup>43</sup> On se souvient du débat suite à la démission de journalistes faisant état de remarques sur leur tenue.

l'émergence d'un système télévisuel arabe. Qu'exprimait cette chaîne qui ne respectait pas un certain équilibre interarabe de l'information ? Elle disait à ses téléspectateurs : il est possible et même salubre de critiquer nos régimes. Nous sommes capables de le faire nous-mêmes *via* nos propres sources et nos propres journalistes... même si à cela il conviendrait d'ajouter : sauf pour le Qatar !

Avec le recul, ce qui peut surprendre est l'engouement dont bénéficia la chaîne dès son arrivée en 1996 dans les pays arabes. C'était déjà la chaîne d'information la plus regardée. Décideurs politiques ou simples citoyens, beaucoup de téléspectateurs plaçaient invariablement Al-Jazeera parmi les chaînes qu'ils regardaient le plus volontiers, quitte à lui prêter des agendas et des commanditaires à chaque fois différents. Dans les travaux antérieurs à 2001, peu de choses sont écrites sur ce trublion du paysage télévisuel arabe, si ce n'est dans la presse écrite, et notamment *Le Monde* en France<sup>44</sup>. À l'inverse – en partie parce que ses programmes étaient en arabe – elle se fit d'emblée remarquer au Maghreb et au Moyen-Orient à l'occasion d'actualités marquantes comme l'opération Renard du désert en 1998 ou la seconde *intifada* d'Al-Aqsa en 2000.

C'est à l'occasion d'une actualité spectaculaire, à savoir l'offensive américaine en Afghanistan en 2001, et en raison de la présence exclusive d'un de ses journalistes à Kaboul, qu'elle atteignit une visibilité internationale sans précédent, que l'on peut comparer à celle de CNN au moment de la première guerre en Irak en 1991. Portée à la connaissance du grand public, elle fut au cœur de toutes les attentions. Non sans raison : la chaîne renvoie à toute la mythologie d'un « Sud » jusqu'alors sans voix et, pour ses audiences arabes, c'est une chaîne d'information unique par sa liberté de ton. L'intérêt des médias du monde pour Al-Jazeera fut aussi hypertrophié parce qu'elle avait été absente de nos radars jusqu'alors. Étrangement, dans un même mouvement, la presse dans sa diversité érigea en événement le dixième anniversaire de la chaîne en 2006.

---

<sup>44</sup> Alterman J.B., *New Media, New Politics ?* Washington DC, The Washington Institute for Near East Policy, 1998. On notera quelques articles dans le journal *Le Monde* dont « Al-Jazeera, la télévision qui réveille le monde arabe », Gilles Paris, *Le Monde*, édition du 7 mars 2000.

Son déclin subi auprès de l'audience arabe quelques années plus tard, fut-il relayé ? Sait-on que son alignement à l'agenda du Qatar et sa couverture asymétrique des manifestations selon qu'il s'agit de la place Tahrir ou de la place de la Perle au Bahreïn, lui coûtèrent sa crédibilité et une partie importante de son audience ?

### **Cinquième leçon : les réformes structurelles étaient déjà inévitables avant les soulèvements**

La chaîne qatarie se déploie sur les scènes régionale et internationale (*via* Al-Jazeera English lancée en 2006). Moins spectaculaires, dans son ombre portée, des réformes dans les secteurs de l'audiovisuel sont mises en place dans la plupart des pays arabes, notamment à partir du début des années 2000<sup>45</sup>. Dans leur sillage, une multitude de radios et de chaînes privées nationales verront le jour, mettant fin à des décennies de monopoles publics, dans un système audiovisuel arabe où dominaient les chaînes commerciales libanaises ou à capitaux saoudiens. Ces réformes étaient motivées par une série d'impératifs : afficher une politique d'ouverture, attirer et rassurer des investisseurs dans un secteur de plus en plus dispendieux et, bien sûr, satisfaire une audience intérieure exigeante et volatile. Les cas observés par plusieurs chercheurs sont sans appel : ces réformes n'ont pas abouti. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le système médiatique, et en l'espèce audiovisuel, est un champ qui permet de rendre compte de réalités politiques, sociales et économiques. Croire que les médias ont le pouvoir de transformer le politique n'a aucun fondement. Ils ne font pas la démocratie, ils donnent à voir le niveau d'ouverture du pays donné. Par induction, dans le cadre de régimes autoritaires, il est facile d'établir, avant même de le constater *de facto*, que les réformes sont – systématiquement – neutralisées par des dispositifs rendant les institutions médiatiques tributaires du bon vouloir des États. Pour autant, il serait inexact de penser que les réformes engagées au Maroc, en Égypte ou en Jordanie par exemple, sont insignifiantes ou cosmétiques. Au-delà de l'effet d'annonce, ces réformes traduisent malgré tout le souci des dirigeants de transformer en profondeur les organismes audiovisuels publics et leur mode de gouvernance. Ces derniers

---

<sup>45</sup> Gaaaybess T. (ed.), *National Broadcasting and State Policy in Arab Countries*, Palgrave Mac Millan, 2013.

tranchent avec les nouvelles chaînes privées qui ont émergé dans différents pays arabes, et notamment dans les pays du Golfe. Dans les grosses et vieilles institutions audiovisuelles du monopole public, bien souvent les circuits de décision sont longs et les activités coûteuses pour un rendement moindre en termes d'audience, d'où l'impérieuse nécessité de changement mais la difficulté aussi d'y introduire de nouvelles règles. Mettre en place un média performant et attractif est plus facile *ex nihilo* pour reprendre les termes du fondateur du journal égyptien *Cairo Times*, puis du quotidien en ligne *Al-Masry Al-Youm* ; en effet, il est plus facile d'impulser une nouvelle approche de l'information à partir de rien en créant de nouveaux médias que de partir des institutions médiatiques existantes pour les moderniser. Les vieux organismes d'État sont tributaires d'une histoire, d'habitudes, de ressources humaines et matérielles, de sous-traitants qui rendent tout changement laborieux, ce qu'explique fort bien la théorie de sentier de la dépendance ou *path dependency*.

### **Sixième leçon : hommes d'affaires et entrepreneurs prennent de l'ascendant**

Dès le début de cette décennie 2000, des acteurs privés font leur entrée dans le domaine des médias dans leur pays : il s'agit d'hommes d'affaires dont les liens avec les dirigeants politiques sont assez ambigus pour leur permettre de jouir d'une relative marge de manœuvre. Avant cette période, les acteurs privés *nationaux*, à l'exception des opérateurs privés au Liban, ne participaient que très marginalement aux entreprises médiatiques de leur pays (presse écrite, audiovisuel, productions audiovisuelles), pas même les Saoudiens qui opéraient depuis l'extérieur de l'Arabie Saoudite *via* des médias *offshore*. Nous avons distingué deux types d'acteurs économiques : d'une part, des hommes d'affaires qui investissent dans le domaine des médias (presse écrite, télévision, production audiovisuelle, etc.). Bien souvent, ces hommes ont fait fortune dans un tout autre secteur d'activité avant de se mêler de médias – à l'image d'un *Tycoon* comme le milliardaire Naguib Sawirès en Égypte. D'autre part, des entrepreneurs des médias qui sont des professionnels qui mettent sur pied une entreprise du secteur médiatique – presse écrite, audiovisuel, maison de production –

quitte à s'associer à des bailleurs de fonds. Ces deux types d'acteurs collaborent souvent dans un échange de bons procédés<sup>46</sup>. On pourrait citer l'exemple de chaînes privées en Égypte, en Tunisie, en Jordanie, ... ou de journaux indépendants (en ligne et en version papier) avec des lignes éditoriales audacieuses tel que le journal *Tel Quel* (avec la version arabe *Nichan* jusqu'en 2010) au Maroc ou le journal égyptien *Al-Masry Al-Youm*.

Ces médias relativement indépendants – par conséquent régulièrement remis au pas par l'État – ont leur importance dans la mesure où il s'agit de médias nationaux, ouverts sur le monde comme le montre l'usage d'une seconde langue. Sans être un gage de tranquillité, cette situation peut leur conférer une forme d'assurance. Leur existence représente en elle-même une rupture : les promoteurs de ces journaux et leur succès immédiat auprès d'un large lectorat sont révélateurs d'une volonté au sein de la société de faire bouger les lignes.

Cela n'a pas mis fin au contrôle de l'État sur les organismes audiovisuels, sur la presse écrite ou même aux harcèlements de professionnels, à commencer par les journalistes les plus audacieux, ni participé à l'émergence d'un « espace public panarabe ». Au contraire, au moment même où internet devenait accessible dans la plupart des pays arabes<sup>47</sup>, on assiste à un retour au local rendu possible par des audiences échaudées par des programmes audiovisuels étrangers éloignés de leurs réalités quotidiennes.

### **Septième leçon : les médias numériques comme révélateurs d'individus jusqu'alors désincarnés**

Si l'on s'en tient aux espaces numériques dans les pays arabes, il faut remonter à la fin des années 90 pour en voir les premiers spécimens à travers quelques blogs. Rares et accessibles surtout

---

<sup>46</sup> Gaaaybess T., « Broadcasting and businessmen in Egypt, Revolution is business », in Sakr N., J. Skovgaard-Petersen, D. Della Ratta (dir.) *Arab Media Moguls*, IB Tauris, Londres, 2014.

<sup>47</sup> Le taux de pénétration du média dépend à la fois de la richesse du pays (l'accès à internet dans les monarchies du Golfe ne varie pas par rapport aux pays de l'OCDE) et des politiques publiques dans ce domaine (particulièrement active en Égypte, en Tunisie).

à une élite d'internautes, dont la figure idéal-typique serait un jeune, bilingue, plutôt urbain, doté de compétences pointues en informatique. Les premiers blogs et plateformes d'échange n'étaient en effet pas aisément accessibles aux néophytes et avec un clavier arabe. Parmi les premiers blogueurs, on trouvera des activistes politiques<sup>48</sup> à la filiation évidente avec les premiers hackers de l'histoire d'internet : libertaires, chantres du partage des savoirs et de la transparence, universalistes<sup>49</sup>. Cette avant-garde de cyberacteurs de Beyrouth, de Tunis, de Rabat ou du Caire sera souvent de jeunes quarantenaires au moment des soulèvements arabes. Certains observateurs remettent en cause la légitimité de ces jeunes ascendants de la cyberdissidente arabe, arguant de leur petit nombre et de leur situation privilégiée. Il n'en demeure pas moins que ces activistes de la première heure – moins visibles il est vrai qu'un Wael Ghonim dont la surexposition subite en 2011 tranche avec son absence sur le terrain égyptien durant cette décennie – ont eu des disciples et sont légitimes auprès d'un cercle plus large d'activistes dans les années qui suivront.

En effet, en même temps que l'usage d'internet s'est généralisé et que la création de blogs est devenue accessible, les blogueurs se sont multipliés au milieu des années 2000, en Égypte, au Maroc, en Irak, en Tunisie, au Liban, dans les monarchies du Golfe, etc. Les jeunes, comme partout, sont plus présents sur ce nouveau média, y participent avec leurs rêves, leur volonté de changement (et d'en être des acteurs), leur besoin de se raconter. Ils font leur entrée comme catégorie politique à part entière, dans le journalisme citoyen ou le *news event blogs* dès le milieu des années 2000 par le truchement d'ONG dont Reporters sans frontières.

L'arrivée d'internet surtout dans les pays où les médias libres n'existaient pas, à l'instar du cas extrême de la Tunisie, constitue bien une rupture, un événement majeur dans l'histoire des

---

<sup>48</sup> Radsh C.C., « Blogosphere and Social Media ». In *Seismic Shift: Understanding Change in the Middle East*. Stimson Center, 2011. Du même auteur, voir aussi : « Core to Commonplace: The evolution of Egypt's blogosphere ». *Arab Media & Society*. Fall (6) 2008, Université américaine du Caire.

<sup>49</sup> Flichy P., *L'imaginaire d'Internet*, La Découverte, Paris, 2001.



médias<sup>50</sup>. Ces dernières années, des travaux de terrain importants l'ont montré. On citera en France les ouvrages collectifs menés à l'IRMC et dirigés par Najar Sihem, dans la continuité d'un travail collectif ~~mené en 2008 sur~~ « la révolution de l'information dans le monde arabe<sup>51</sup> » ou publié aussi en 2013, *Les médias font-ils les révolutions ?*. Ces travaux rendent bien compte de l'inventivité d'une jeunesse, de son humour, de son insoumission<sup>52</sup>.

Comme les autres médias, Internet, les réseaux sociaux restent surtout les miroirs, les déclinaisons en quelque sorte virtuelles, des sociétés desquelles ils sont issus. Les nouveaux médias n'ont pas fait la révolution, ils sont la seconde révolution médiatique ou le second volet d'une révolution qui a commencé il y a plus d'une décennie avec l'arrivée de chaînes de télévisions à visée transnationale.

### **Conclusion : la révolution sera dans l'échange croisé ou ne sera pas**

Hors le champ médiatique, la révolution, la rupture, est à notre sens ailleurs. Il s'agit du bousculement des représentations au moment des soulèvements dans les pays arabes. C'est précisément le sujet de cet ouvrage. Et, ce qui peut surprendre en réalité, c'est cette surprise provoquée par l'évènement tellement inattendu<sup>53</sup>. Des millions d'individus de pays arabes se sont soulevés pour réclamer plus de justice. « Étonnamment », ils étaient aussi représentés par des cyberactivistes, figures de proue sympathiques et pacifiques de manifestations dans des pays aux

---

<sup>50</sup> Touati Z., « La révolution tunisienne : interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux », *L'Année du Maghreb*, VIII, 2012, p. 121-141.

<sup>51</sup> Najar S., *Les Réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Karthala, 2013 ; *Les nouvelles sociabilités du net en Méditerranée*, Karthala, 2012. Daghmi F., Toumi F., Amsidder A. *Les médias font-ils les révolutions ? - Regards critiques sur les soulèvements arabes*, L'Harmattan, 2013.

<sup>52</sup> Bonnefoy L., Catusse M. (dir.), *Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2013.

<sup>53</sup> Martinez L., « Le printemps arabe, une surprise pour l'Europe », *Projet*, 322, 2011, p. 5-12.

régimes autoritaires. Il est évident que les images véhiculées masquent, par définition, des dynamiques sociales plus complexes ; il est évident que la focale fut bien souvent portée sur ces nouveaux hérauts de la démocratie que sont les blogueurs. Le cadrage des premières heures des révoltes a laissé hors-champ une multitude d'acteurs, représentatifs de sociétés civiles vivaces<sup>54</sup>. Mais il n'empêche, l'étonnement des démocraties occidentales a de quoi étonner. Il donne le sentiment que tout à coup un monde s'est ouvert aux opinions publiques occidentales.

La suite des évènements dans chaque pays ne sera pas à la hauteur de l'euphorie (naïve ?) des premiers jours, et le formidable récit que nous avons évoqué au début de ce chapitre, que les médias ont véhiculé en décembre 2010 et janvier 2011, a cédé la place à des situations plus compliquées. Mais il s'est passé quelque chose dans la représentation de cet autre dans le Sud de la Méditerranée. Et si l'on pouvait tirer de cet épisode un inestimable « butin de guerre » pour reprendre les termes de Kateb Yacine – évoquant la langue française –, ce pourrait être la prise de conscience que ces populations sont des populations... comme les autres. C'est le travail des journalistes de part et d'autre de la Méditerranée que de rendre intelligibles ces identités parallèles, ces « correspondances » pour reprendre Baudelaire.

---

<sup>54</sup> Ben Nefissa S., « Révolutions arabes : les angles morts de l'analyse politique des sociétés de la région », *Confluence Méditerranée*, n°77, printemps 2011, p. 75-90.

## Alain Badiou : le sens d'une lecture de l'Histoire

Aymen Hacen, *Ecole Normale Supérieure de Tunisie*

Alain Badiou a été l'un des premiers philosophes français et européens à étudier ce qu'on a convenu d'appeler « le printemps arabe ». Déjà le 19 janvier 2011, soit cinq jours après le départ de Zinelabidine Ben Ali, l'auteur de *L'Être et l'Événement*<sup>55</sup> consacrait son séminaire à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à ce sujet brûlant, avec une interrogation latente sur l'identité de ce qui venait d'avoir lieu et qui, comme tout l'indiquait, relevait du miracle : « À propos des émeutes en Tunisie ». Le 18 février 2011, une semaine après la démission de Hosni Moubarak, le philosophe publie dans le journal *Le Monde* un article intitulé : « Tunisie, Égypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident », dans lequel il « *tente de prendre la mesure de ce que contenaient d'universel les soulèvements en Tunisie et en Égypte*<sup>56</sup> ».

Ces deux textes, si différents soient-ils, témoignent d'un grand intérêt pour quelques-uns des derniers bouleversements affectant le monde en général et la Méditerranée en particulier, aux côtés des « révoltes européennes » en Espagne et en Grande-Bretagne, ainsi que de la crise financière généralisée. Cela dit, la lecture de ces deux textes, « À propos des émeutes en Tunisie » d'un côté et « Tunisie, Égypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident » de l'autre, où le philosophique et le journalistique dialoguent, se télescopent et pour ainsi dire se disputent la

---

<sup>55</sup> Seuil, 1992.

<sup>56</sup> Badiou A., *Le Réveil de l'Histoire, Circonstances 6*, Nouvelles éditions Lignes, 2011, p. 149.

vedette, n'est pas sans nous contraindre à une série d'interrogations. De fait, Alain Badiou semble à travers ces deux textes préparer une réflexion à la fois conceptuelle et systématique qui sera mieux formulée dans un ouvrage paru en octobre 2011, sous le titre de *Le Réveil de l'Histoire, Circonstances 6*. Réflexion donc qui n'est pas sans nous rappeler celles de Marx et Engels pensant La Commune de Paris, Antonio Gramsci réfléchissant sur la révolution d'Octobre, Léon Trotski analysant l'aventure du Front populaire, etc. Il s'agit certes d'une filiation à laquelle appartient Alain Badiou, mais nous sommes en droit de vouloir nous attarder sur les outils mis en œuvre par le philosophe dans sa démarche d'analyse.

C'est de cela dont il s'agira dans cette communication : d'abord, les différences qui existent entre les textes de Badiou sur les « révolutions arabes » ; ensuite, les concepts et outils utilisés pour la compréhension de ces événements relevant encore de l'actualité et pas encore de l'Histoire ; enfin, la résurgence du communisme vingt ans après la chute de l'Union soviétique et de l'échec prétendument déclaré de celui-ci.

### **Alain Badiou et les « révolutions arabes »**

Dans son séminaire à l'ENS, Alain Badiou emploie sciemment le mot « émeutes » pour parler des événements survenus en Tunisie entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011. Rappelons cependant que le sujet arrêté dudit séminaire est le suivant : « Que signifie "changer le monde" ? » Question marxienne par excellence, dans la mesure où, dans les *Thèses sur Feuerbach*, Marx écrit : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transformer* » (Thèse XI). Marxienne, disions-nous, certes, mais poétique parce que rimbaldienne : « *Jamais homme n'eût pareil vœu. Je reconnaissais, – sans craindre pour lui, – qu'il pouvait être un sérieux danger dans la société. – Il a peut-être des secrets pour changer la vie ? Non, il ne fait qu'en chercher, me répliquais-je.*<sup>57</sup> »

---

<sup>57</sup> Rimbaud A., in « Délires I. Vierge folle », *Une Saison en enfer, Œuvres*, édition établie par André Guyaux avec la collaboration d'Aurélia Cervoni, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 2009, p. 261.

Cette précision nous semble fondamentale, notamment dans le cas du philosophe Badiou qui est un grand lecteur de poètes (de Rimbaud à Philippe Beck en passant par Mallarmé et Beckett). C'est que les deux formules, celle de Marx et de Rimbaud, ainsi conjuguées dans le titre du séminaire en question en disent long sur « les spectres de Marx », pour reprendre la belle formule de Jacques Derrida, spectres qui, d'une façon ou d'une autre, sous la plume du jeune communard, Rimbaud, interrogent l'Histoire telle qu'elle est lue, déchiffrée et écrite par Alain Badiou.

Or, du mot « émeute », pensé et conceptualisé de la sorte dans les locaux de l'ENS de la rue d'Ulm, en ce mercredi 19 janvier 2011 : « *Si on entend par "émeutes" l'action dans la rue de gens qui veulent obtenir le renversement du gouvernement au moyen d'une violence de degré variable, il faut insister d'emblée sur ce qui fait la rareté de ces émeutes tunisiennes : elles ont été victorieuses. Il y avait là un régime qui, depuis 23 ans, paraissait bien en place et le voici renversé par une action populaire qui, de ce fait même, établit rétroactivement sa nature de maillon le plus faible* », nous passons à celui de « soulèvements », lorsque l'Égypte, quant à elle, décide de s'y mettre à son tour : « *Dans la situation de misère politique qui est la nôtre depuis trois décennies, n'est-il pas évident que c'est nous qui avons tout à apprendre des soulèvements populaires du moment ? Ne devons-nous pas de toute urgence étudier de très près tout ce qui, là-bas, a rendu possible le renversement par l'action collective de gouvernements oligarchiques, corrompus, et en outre – et peut-être surtout – en situation de vassalité humiliante par rapport aux États occidentaux ?* » (*Le Monde* du 18 février 2011).

Le mot fatidique de « révolution », lui, ne fera son apparition que dans *Le Réveil de l'Histoire*, soit huit mois après en septembre de la même année, peu, très peu avant les désastreuses élections en Tunisie du 23 octobre 2011, et également avant l'assassinat de Mouammar Kaddafi le 20 octobre 2011, sous les regards ébahis des soldats de la coalition internationale venue soi-disant libérer, au nom des « printemps arabes », la Libye et veiller sur la « glorieuse marche de l'Histoire », celle des peuples. Mais Alain Badiou n'est pas allé très loin, par la suite, dans le commentaire de ce qui est aujourd'hui devenu « l'hiver arabe », cette éclosion islamiste, bourgeonnée en Tunisie, ensuite en Égypte *dans et par* les urnes, dit-on, puis amenée par la force des armes par les

propres ennemis du philosophe – citons Sarkozy à titre d'exemple – en Libye, enfin soufflée de la plus violente des façons en Syrie.

En aucun cas notre propos n'est subjectif. Polémique, il l'est certes, et ce à bien des égards, parce que c'est de notre vie qu'il s'agit, nous autres qui y croyons et qui nous sentons et concernés et menacés, mais la vraie question qui se pose est la suivante, celle dangereusement posée par l'ami d'Alain Badiou, le slovène Slavoj Žižek : « *Quand Chou Enlai, le Premier ministre chinois, se rendit à Genève, en 1953, pour les négociations de paix destinées à mettre un terme à la guerre de Corée, un journaliste français lui demanda ce qu'il pensait de la Révolution française. Chou répondit : "Il est encore trop tôt pour le dire".*<sup>58</sup> »

### **Quelle méthode pour lire, relire et écrire l'Histoire ?**

Venant d'apprendre un concept, nous nous permettons d'en faire usage. Il s'agit de « pifomètre ». Hélas, c'est, semble-t-il, au « pif », même si, pour certains, *PIF*, a été le magazine des jeunes communistes par excellence, que la lecture de l'Histoire et elle-même ont lieu d'être. Ce qui est drôle, c'est que l'ironie d'Alain Badiou est fade, voire fadasse :

*« Il n'est pas facile aujourd'hui de déclarer "J'adore Ben Ali, je suis vraiment navré qu'il ait dû quitter le pouvoir". Quand on le dit, on se trouve placé dans une bien mauvaise position. Raison pour laquelle il faut rendre hommage à la ministre Alliot-Marie qui a regretté publiquement d'avoir tardé à mettre le "savoir-faire" des forces de police françaises au service de Ben Ali, en quoi elle exprimait tout haut ce que ses collègues politiques pensaient tout bas. À côté d'elle, Sarkozy est un hypocrite et un poltron. De même que tous ceux, à droite comme à gauche, qui, il y a quelques semaines seulement, se félicitaient d'avoir en Ben Ali un rempart solide contre l'islamisme et un excellent élève de l'Occident, et qui aujourd'hui sont obligés, à cause d'un consensus d'opinion,*

---

58 Slavoj Žižek, *Robespierre : entre vertu et terreur*, Paris, Stock, coll. « L'autre pensée », 2007, p. 9.

*de feindre de se réjouir de son départ la queue entre les jambes.<sup>59</sup> »*

Qui alors a tort ? Qui a raison ? Alain Badiou, dans son approche, a sûrement raison d'invoquer le poids et la mesure de la « peur », donc de la *doxa*, parce que ne parlaient ainsi d'emblée en janvier 2011 que les propres lâches et, au mieux, les vindicatifs, lorsque « le spectre de la Révolution » avait un sens. Néanmoins, hélas, cela n'avait pas de sens pour les vrais révolutionnaires de l'intérieur qui ne voyions en cela que le vrai visage des périls, menaces et autres calamités passées, en cours et sûrement à venir.

Mais revenons à notre propos. Sans doute expliquerons-nous mieux tout grâce à la prétendue objectivité d'Alain Badiou lui-même, parce que, pour nous qui y croyons, lire et réfléchir depuis longtemps et y travailler avait un sens, parce que cela est autant poétique que philosophique :

*« La philosophie est possible. La philosophie est nécessaire. Et cependant pour qu'elle soit, il faut la désirer. Philippe Lacoue-Labarthe dit que l'histoire – il pense à la barbarie nazie – nous interdit désormais le désir de philosophie. Je ne peux le lui accorder [...] Une autre issue est possible : désirer la philosophie contre l'histoire, rompre avec l'historicisme. Alors la philosophie re-apparaît pour ce qu'elle est : une éclaircie d'éternité, sans Dieu ni âme, du seul fait que son effort nous accorde à ceci, qu'il y a des vérités<sup>60</sup>. »*

Là, alors, la méthode, publiée en 1992 et élaborée dans les années qui précèdent la chute de l'Union soviétique) avait un sens, mais dans l'ère la nôtre, quelle est la méthode à même de donner tous azimuts et à la Philosophie, de l'Histoire et à la Philosophie de l'Histoire, un sens ? Clio, elle, serait-elle au rendez-vous ? Pas la voiture, rien que la muse de l'Histoire !

La question, là encore, nullement polémique emboîte le pas aux assertions dogmatiques de ceux qui, hélas, trois fois hélas, en voulant être au rendez-vous de l'Histoire, manquent l'Histoire :

---

<sup>59</sup> Séminaire d'Alain Badiou à l'ENS, le 19 janvier 2011.

<sup>60</sup> Badiou A., « Le (re)tour de la philosophie elle-même », in *Conditions*, Paris, Seuil, 1992. p. 95.

« Dans le cas qui nous occupe, on dira qu'une Idée est la possibilité, pour un individu, de comprendre que sa participation à un processus politique singulier (son entrée dans un corps-de-vérité) est aussi, en un certain sens, une décision historique. Avec l'Idée, l'individu, en tant qu'élément du nouveau Sujet, réalise son appartenance au mouvement de l'Histoire. Le mot "communisme" a été durant environ deux siècles (depuis la "Communauté des Égaux de Babeuf" jusqu'aux années quatre-vingts du dernier siècle) le nom le plus important d'une Idée située dans le champ des politiques d'émancipation, ou politiques révolutionnaires. Être un communiste, c'était sans doute être un militant d'un Parti communiste, c'était être un des millions d'agents d'une orientation historique de l'Humanité toute entière. La subjectivation liait, dans l'élément de l'idée du communisme, l'appartenance locale à une procédure politique et l'immense domaine symbolique de la marche de l'Humanité vers son émancipation collective. Donner un tract sur un marché était aussi monter sur la scène de l'Histoire<sup>61</sup>. »

Là encore, les paradoxes sont des plus évidents, l'Histoire sonnante un glas qui, nous semble-t-il, est impossible à ouïr, encore moins à suivre, du fait même d'une incompétence à vivre et, par là même, à s'imprégner du vécu qu'est l'Histoire, le son des cloches aurait alors un bruit étrange et pénétrant afin que quelque lumière éclaire nos lanternes.

Peut-être l'Amour est-il possible, rare même, par les temps qui courent : « Fiction de savoir, la philosophie imite le mathème. Fiction d'art, elle imite le poème. Intensité d'un acte, elle est comme un amour sans objet. Adressée à tous pour que tous soient dans le saisissement de l'existence des vérités, elle est comme une stratégie politique sans enjeu de pouvoir<sup>62</sup>. »

Admettons-le, à lire ceci ça jargonne encore à coup de « mathème » et que sais-je encore. Nulle solution alors, entre ceux de là-bas qui rêvent et ceux d'ici qui cherchent à vivre. À vérifier, en ces termes.

---

<sup>61</sup> Badiou A., dir. avec Slavoj Žižek, *L'idée du communisme*, 2009, Nouvelles éditions Lignes, 2009, p. 11.

<sup>62</sup> Badiou A., « La définition de la philosophie » in *Conditions*, op. cit., p. 79.



## Communisme et néo-communisme à l'œuvre

Il est vrai que, ni Alain Badiou ni quiconque en France, ou ailleurs, même le très bon Terry Eagleton, ne viendront nous rendre visite ici. Nous sommes pauvres. L'Égypte intéresse plus que la Tunisie, elle lui a même volé la vedette, comme toujours. Peut-être existe-t-il des raisons objectives à cet « abandon », car aucun intellectuel ou penseur occidental n'a pris le temps de « penser la situation ». En témoignent les généralités soutenues par Tzvetan Todorov lors de son passage à Tunis, en octobre 2012.

Il est toutefois drôle de constater qu'Alain Badiou, en citant Jean-Marie Gleize, se trompe doublement, d'une part en cherchant à donner un *sens* à ce qui, *in fine*, n'a qu'un *cours*, et d'autre part, en se fiant à la parole faussement poétique, parce que littéraliste d'une exaltation bâtarde, les événements ayant eu lieu en Tunisie entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011 étant à écrire, parce que rien n'a été réellement déchiffré pour le moment :

*« Une étincelle peut mettre le feu à la plaine. Tout commence par le suicide par le feu d'un homme réduit au chômage, à qui on veut interdire le misérable commerce qui lui permet de survivre, et qu'une femme-flic gifle pour lui faire comprendre ce qui dans ce bas monde est réel. Ce geste s'élargit en quelques jours, quelques semaines, jusqu'à des millions de gens qui crient leur joie sur une place lointaine et au départ en catastrophe de puissants potentats. D'où vient cette expansion fabuleuse ? La propagation d'une épidémie de liberté ? Non. Comme le dit poétiquement Jean-Marie Gleize, "un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par contamination. Mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constitué là-bas". Cette résonance, nommons-là "événement". L'événement est la brusque création, non d'une nouvelle réalité, mais d'une myriade de nouvelles possibilités<sup>63</sup>. »*

L'événement, si cela ne tient qu'à un mot, nous intime l'ordre de mettre à nu tout le reste. C'est que Badiou attribue à Gleize des

---

<sup>63</sup> *Le Monde* du 18 février 2011.

mots parus dans le volume collectif signé par le Comité invisible sous le titre de *L'insurrection qui vient*, paru en 2007 :

*« Un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par contamination, mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constitué là-bas. Le corps qui résonne le fait selon son mode propre. Une insurrection n'est pas comme l'extension d'une peste ou d'un feu de forêt – un processus linéaire, qui s'étendrait de proche en proche, à partir d'une étincelle initiale. C'est plutôt quelque chose qui prend corps comme une musique, et dont les foyers, même dispersés dans le temps et dans l'espace, parviennent à imposer le rythme de leur vibration propre. À prendre toujours plus d'épaisseur. Au point que tout retour à la normale ne puisse être désirable, ou même envisageable<sup>64</sup>. »*

Si nous nous y attardons, c'est pour montrer que la question de la méthode, notamment dans ce type d'articles journalistiques, nous paraît indigne de la pensée d'Alain Badiou, qui est de loin plus rigoureuse. Mais, comme nous l'avons dit, il ne s'agit alors que d'un texte de circonstance, même si le philosophe en fait trop avec la série « circonstances » qui compte à ce jour sept volumes. Exagération d'autant plus manifeste qu'Alain Badiou reprend *texto*, dans *Le Réveil de l'Histoire*, l'article paru dans *Le Monde*, « Tunisie, Égypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident » sous ce titre : « Tunisie, Égypte : la portée universelle des soulèvements populaires ».

Sans doute le philosophe nous semble-t-il, encore une fois, se tromper à l'instar de Michel Foucault qui, le 13 février 1979, fait l'éloge de la révolution iranienne en laquelle il reconnaît avant tout, comme Badiou pour les « printemps arabes », « l'événement d'une révolte populaire », même si ce dernier avoue que :

*« Nous ne savons naturellement pas à quoi vont conduire les émeutes historiques en Tunisie, en Égypte, en Syrie, et dans d'autres pays arabes : nous sommes dans la première phase post-émeutière, et tout est incertain. Mais il est clair que, à la différence de l'émeute historique polonaise ou de la révolution iranienne, qui fermaient une séquence dans un*

---

<sup>64</sup> *L'insurrection qui vient*, 2007, Éditions La Fabrique, p. 131.

*assombrissement violent et paradoxal de leur contexte idéologique, les révoltes dans les pays arabes ouvrent une séquence, en laissant indécis leur propre contexte. Elles remuent et modifient les possibles historiques, si bien que le sens que prendront après coup leurs quelques victoires initiales fixera pour une large part le sens de notre avenir<sup>65</sup>. »*

Sur cette note sceptique, nous souhaiterions placer la pensée communiste, voire néo-communiste d'Alain Badiou, laquelle nous semble, textes de circonstance mis à part, aussi profonde que novatrice d'un point de vue philosophique et intellectuel. À ce titre, *Les Années rouges* dans lequel Alain Badiou réunit trois ouvrages parus entre 1974 et 1976 : *Théorie de la contradiction*, *De l'idéologie* et *Le Noyau rationnel de la dialectique hégélienne* doit être lu attentivement :

*« J'ai été confronté, par toute la séquence ultérieure, dans la conviction qu'il fallait tenir bon, ne rien céder sur nos principes, en trouver de nouveaux, rectifier ce qui devait l'être, et quoi qu'il arrive ne jamais nous résigner à honorer l'ordre établi capitalo-parlementaire mondialisé – son économie, son État, sa vision du monde, son racisme "occidental", ses expéditions militaires impériales, déguisées en humanitarisme, sa "communauté internationale" de puissants bandits –, de la moindre nuance d'acceptation<sup>66</sup>. »*

Et plus loin, magistralement, à la fin de la préface afin que la pensée marxienne brise les carcans des idées reçues et par là même contribue à la lecture et à l'écriture de l'Histoire :

*« Non seulement je n'ai jamais rien dissimulé de ce que j'ai fait et écrit, contrairement à ce que tentent de faire croire certaines canailles, mais je pense que tout ce qui est public a vocation à le demeurer. Merleau-Ponty, mal inspiré comme souvent, a écrit que "l'Histoire n'avoue jamais". Je suis convaincu du contraire, et qu'il est heureux pour le devenir de l'humanité qu'à la fin tout soit sur la table. Il importe en particulier que soit transmises aux jeunes générations, que des décennies de propagande réactive tentent de vouer à une existence obscure et soumise, toutes les tentatives, même les*

---

<sup>65</sup> Badiou A., *Le Réveil de l'Histoire*, Circonstances 6, *op. cit.*, p. 60-61.

<sup>66</sup> Badiou A., *Les Années rouges*, Éditions Les Prairies ordinaires, 2012, p. 6-7.

*plus discutables ou les plus singulières, dont depuis des siècles l'inextinguible désir collectif de justice égalitaire est le support. »*

## Comprendre le traitement médiatique du « printemps arabe » à l'aune de la *newsworthiness*

*Arnaud Mercier, université Paris 2*

*« Merci à twitter, à ceux qui ont inventé internet, à Al Jazeera : les Égyptiens n'oublieront jamais le rôle que vous avez joué en soutenant la révolution. »  
(Tweet sous pseudonyme, février 2011)*

### **Introduction**

Le potentiel d'information est quasi infini à l'heure de la mondialisation de l'information. Cela ne fait que rendre plus impératif pour les rédactions de devoir trier l'information, de la hiérarchiser, de choisir de parler de certains thèmes et donc d'en laisser d'autres sous silence. Cela signifie qu'il n'existe pas de faits en soi dignes de figurer à la « une » des journaux. Jocelyne Arquembourg identifie dès lors deux postures caractéristiques de la réflexion sur ce qu'est un événement médiatique : « *celle des médias qui naturalisent l'événement comme un objet du réel et celle du constructivisme en sciences sociales qui tend à faire de tout événement médiatique une construction des médias*<sup>67</sup>. » Si on additionne les deux perspectives au lieu de les opposer, on peut dire qu'il existe des faits, réels (une personne dont le cerveau n'émet plus de signaux électriques et dont le cœur ne bat plus peut à bon droit être appelée un mort, sans qu'on soupçonne qu'il

---

<sup>67</sup> Arquembourg J., « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », *Hermès*, n°46, 2006, p. 14.

s'agisse d'une « construction sociale »), qui offrent les caractéristiques requises pour être investis de valeurs journalistiques et donc passer le cap de la sélection drastique du tamis des rédactions. C'est le sens qu'il faut donner à la notion de *newsworthiness* créée par Galtung et Ruge en 1965<sup>68</sup>, à propos des informations de politique étrangère. Dès cette époque, les deux chercheurs se sont demandé ce qui conduisait les médias à se saisir ou non de faits advenus à l'étranger, au lointain, et ont cherché à comprendre la valeur donnée à tel ou tel fait pour le juger digne d'être transformé en information, et à lui accorder une place plus ou moins grande dans l'espace rédactionnel, à le labéliser ou non comme événement.

Pour les journalistes, l'événement c'est un fait social remarquable, inédit, insolite, méritant à ce titre un traitement spécial le mettant en valeur, ce qui en fait un événement médiatique. L'événement se caractérise par la rupture qu'il induit dans les modes de vie, les représentations sociales, les repères interprétatifs. Ce qui est considéré comme un événement dans une société, et donc par les journalistes, tient à la déstabilisation d'états matériels constitués, des horizons d'attente, de croyances, largement partagés et stabilisés. Si cette rupture est socialement reconnue et portée par des acteurs qui la labélisent comme telle, il est très probable que les journalistes ne pourront l'ignorer et en viendront eux-mêmes à la traiter comme un événement au sens journalistique du terme cette fois, c'est-à-dire un fait remarquable justifiant un traitement hors norme, singulier, pouvant aller jusqu'à casser les cadres habituels de présentation de l'information (hors-série, édition spéciale, envoyés spéciaux et présence exceptionnelle sur les lieux, passage de l'antenne en mode *breaking news*, plateau permanent...). Ce faisant, les médias procurent aux faits couverts un fort écho, tout en les tamisant à travers des grilles d'interprétation qui leur donnent un sens à partager. Comme l'écrit Patrick Charaudeau, « *l'événement n'est jamais transmis à l'instance de réception dans son état brut, pour sa signification, il dépend du regard qui est posé sur lui, regard d'un sujet qui*

---

<sup>68</sup> Galtung J. & Ruge M.H., « The Structure of Foreign News. The Presentation of the Congo, Cuba and Cyprus Crises in four Norwegian Newspapers », *Journal of Peace Research*, (2), 1965, p. 64-91.

*l'intègre dans un système de pensée et ce faisant le rend intelligible*<sup>69</sup> ».

La façon de traiter des émeutes urbaines et des insurrections survenues dans les pays musulmans du Proche- et du Moyen-Orient, en 2011, fut exemplaire de la mise en événement médiatique. L'objectif de ce texte est précisément de montrer la manière dont les catégories de la *newsworthiness* ont pu être mobilisées, au sein d'écrits journalistiques francophones sélectionnés, afin de justifier l'ampleur et la nature du traitement accordé à ces événements internationaux. Pour constituer notre corpus presse, nous avons sélectionné des articles publiés dans les journaux de la base de données Europresse.com. 187 articles issus de la presse francophone occidentale (Belgique, Suisse, France, Québec) entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril. Tous ces articles comportent une référence dans le titre et/ou les cinq premières lignes, à des mots-clés et expressions suivantes : Tunisie, Égypte, révolution, Proche-Orient, Moyen-Orient, printemps arabe, monde arabe, peuple arabe, rue arabe. À partir de la lecture de ces 187 articles, nous avons retenu un certain nombre d'extraits particulièrement représentatifs des catégories constitutives de la *newsworthiness*, à des fins d'illustration de notre propos.

Nous verrons donc comment les journalistes couvrent et décodent les événements en général, avant de revenir sur les éléments de définition de la *newsworthiness* les plus adaptés à l'évolution contemporaine des médias, pour présenter la manière dont ce schéma interprétatif s'applique aux grilles de lecture des insurrections arabes proposées par la presse écrite francophone occidentale au moment des événements.

### **Les journalistes couvrent, décodent et/ou font l'événement**

À un premier niveau d'analyse, on peut chercher à repérer les critères professionnels qui prévalent dans la sélection d'un phénomène pour en faire un fait journalistique, c'est-à-dire un phénomène in-formé, mis en forme, une mise en récit (*storytelling*) accompagnée d'un cadre interprétatif (*framing effects* ou effets de cadrage), dont le traitement spécifique traduit

---

<sup>69</sup> Charaudeau P., *Le discours d'information médiatique : la construction du miroir social*, Paris, Nathan, 1997, p. 102.

sa reconnaissance par les journalistes en événement. Les médias contribuent en effet, par l'écho qu'ils donnent et les interprétations qu'ils diffusent, à construire une communauté d'interprétation élargie, voire très grand public. De même, l'effet d'amplification propre aux médias, surtout lorsque les rédactions s'influencent les unes les autres par un effet bien connu d'emballage et de mimétisme, peut aboutir à convaincre des publics de se mobiliser autour d'un événement (marche, manifestation, dons...) et à créer une communauté d'empathie, d'adhésion, de participation.

La sociologie du journalisme s'intéresse depuis ses débuts à une des missions premières du journaliste : trier l'information. Un support d'information à destination du grand public repose sur un principe de sélection parmi les faits innombrables qui mériteraient de figurer au sommaire des journaux. Les journalistes ont coutume de dire qu'avec l'ensemble de ce qui se passe dans le monde et dont les informent les agences, ils auraient de quoi réaliser dix journaux différents. La sélection se fait par élimination (c'est le fameux rôle de *gate keeper* mis très tôt en lumière par Westley et Mc Lean, à la suite de Kurt Lewin), ou bien par hiérarchisation entre les faits. La place ou le temps consacrés sont en effet révélateurs de l'importance que les journalistes donnent à une occurrence. L'objet principal des discussions en conférence de rédaction tient précisément au choix des faits traités et à l'importance relative qu'on leur donnera dans l'agencement des nouvelles. À cet égard, la catégorie événement implique que le sujet soit traité en premier et en « Une ». Plusieurs reportages ou articles lui seront consacrés, des personnalités interrogées, des experts ou spécialistes consultés, car on attend d'eux qu'ils soulignent la rupture engendrée par le phénomène étudié et qu'ils apportent des explications. Pour les médias visuels, un traitement iconographique spécifique sera accordé (reportage plus long, photos plus nombreuses ou plus grandes). Les moyens mis en œuvre relèveront de l'exception : envoyés spéciaux, achat d'images à des agences ou chaînes étrangères, ajout de pages supplémentaires, voire édition de cahiers spéciaux, étirement de la durée des journaux habituels, multiplication de flashes spéciaux, quand ce n'est pas l'ouverture de l'antenne et des ondes à une couverture en direct, dans des créneaux horaires inhabituels. La singularité du fait est jugée si importante que cela



contribue à casser les cadres journalistiques habituels (horaires, mises en page, ton, mobilisation des rédactions...).

Ce que nous appelons la « lecture événementielle » des faits<sup>70</sup> répond à plusieurs logiques, mais qui ont toutes en commun de voir les journalistes se saisir d'un phénomène à cause de son potentiel de mise en forme, sa possibilité d'être bien « in-formé ». Un fait est digne de devenir événement dès lors qu'il permet aux journalistes de lui appliquer des schémas d'appréhension du monde préalables, en le considérant comme exemplaire ou au contraire comme une rupture, un moment qui oblige à revoir nos cadres interprétatifs. L'exposition d'une dizaine de corps fraîchement déterrés à Timișoara, en pleine révolution roumaine, en 1989, est devenue un événement mondial, alors même que cela s'avéra être une supercherie. Mais le fait avait le mérite de pouvoir s'interpréter comme la preuve accablante de la cruauté du régime aux abois de Ceausescu. Et il entraînait en résonance lointaine avec les stéréotypes liés aux Carpates, et au fameux comte Dracula, assoiffé de sang.

Un fait étranger devient aussi un événement international quand il fait écho aux préoccupations nationales. Les médias occidentaux ont considéré le tsunami de décembre 2004 d'autant plus comme un événement – et ce plusieurs semaines durant – que de nombreux Occidentaux étaient présents et comptaient au rang des victimes et disparus. La preuve peut en être apportée par le tremblement de terre survenu au Pakistan le 8 octobre 2005 qui a fait plus de 70 000 morts et 2,8 millions de sans-abri. Le tsunami a été en tête de la couverture des trois grands JT américains pendant trois semaines, avec 155 minutes la première, puis la deuxième semaine. Un mois et demi plus tard, le sujet figurait encore dans les dix premiers thèmes abordés. En regard, le tremblement de terre pakistanais, pourtant dramatique dans ses conséquences, a peu suscité l'intérêt. Il a été considéré comme un événement, arrivant en tête des JT américains la semaine de son apparition, mais avec seulement 58 minutes d'antenne. Dès la deuxième semaine, il arrivait en septième position et avait disparu la troisième<sup>71</sup>.

---

<sup>70</sup> Mercier A., « Logiques journalistiques et lecture événementielle des faits d'actualité », *Hermès*, n°46, 2006, p. 23-35.

<sup>71</sup> Données citées par Esther Duflo, « L'aide au prorata des médias », *Libération*, 21 novembre 2005.

### Retour sur la *newsworthiness*

Les inventeurs de ce concept ont dégagé douze critères donnant une valeur journalistique potentielle à un fait. La probabilité qu'une occurrence (au sens littéral qu'en donne un dictionnaire : « événement, circonstance qui se présente fortuitement ») fasse l'objet d'une appropriation journalistique et d'une couverture large et partagée dépend de l'intensité de ces *news values*, de l'ampleur de leur accumulation et de l'équilibre entre différents critères – parfois contradictoires – qui ressort de leur combinaison. Ces caractéristiques d'origine sont les suivantes : la fréquence ; l'inattendu ; la négativité ; la conflictualité ; la *meaningfulness* (l'aptitude à faire sens) ; la non ambiguïté ; la référence à l'élite des nations ; la référence aux élites ; la personnalisation ; la consonance médiatique ; la continuité médiatique ; la compétition des faits.

En 2001, Harcup et O'Neill<sup>72</sup> ont proposé une relecture de ces critères pour les redéfinir selon une liste de dix items, en proposant des regroupements de critères initiaux excessivement subdivisés, et en intégrant l'évolution du système médiatique et de certaines de ses tendances lourdes liées à la montée en puissance du pouvoir de l'image et des médias audiovisuels. Cette nouvelle définition des principales *news values* aboutit à la liste suivante : le pouvoir des élites ; la célébrité ; le divertissement ; la surprise, la négativité ; les bonnes nouvelles ; l'ampleur perçue (magnitude) ; la pertinence pour l'audience (*relevance*) ; le suivi médiatique ; l'agenda médiatique. On peut les expliquer ainsi.

News values	Explicitation et interprétation
<b>Le pouvoir des élites</b>	Les faits concernant les détenteurs d'un pouvoir, d'une autorité, les puissants, qu'ils soient des individus ou des institutions, sont plus susceptibles d'être visibles et jugés intéressants à couvrir. D'autant que cela peut activer un schéma du type « petits contre les gros », juste « retour de boomerang » dans lequel une majorité du public peut s'identifier.

<sup>72</sup> Harcup T., O'Neill D., « What is News? Galtung and Ruge Revisited », *Journalism Studies*, 2 (2), 2001, p. 261-280.

<b>La célébrité</b>	Les personnalités déjà célèbres attirent davantage l'attention des médias, ne serait-ce que parce que les rédactions présupposent que la notoriété rend les histoires qui arrivent à ces « peuples » plus intéressantes pour une large partie du public. L'histoire de la médiatisation s'apparente à une extension des catégories de population « bénéficiant » d'un traitement en forme de « pipolisation » (des stars d'Hollywood analysées par Roland Barthes dans les années 1960 aux sportifs, professionnels de l'audiovisuel, anonymes de la télé-réalité, personnalités politiques...).
<b>Le divertissement (infotainment)</b>	Pour capter l'attention des publics et les attirer vers soi, les rédactions savent bien (chiffres d'audience et de vente à l'appui) que certains sujets, angles ou tons « marchent mieux » que d'autres : ton humoristique, sujets légers, sexe, l'émotion, l'exploit, les marronniers liés au calendrier cyclique...
<b>La surprise</b>	Les sujets portant sur des faits inattendus, insolites, qui suscitent étonnements, interrogations, qui apparaissent en rupture avec les conventions, les attentes, les usages, sont une source inépuisable d'intérêt journalistique, y compris parfois sur des registres pourtant totalement anecdotiques. Cela se résume dans la célèbre phrase : « un chien qui mord une vieille dame ça n'est pas intéressant alors qu'une vieille dame qui mordrait un chien... »
<b>La négativité</b>	Cela concerne les sujets dont les enjeux font scandale, provoquent des conflits, des tensions entre acteurs de l'événement. Cela se résume dans la fameuse phrase : « les trains qui arrivent à l'heure n'intéressent pas les médias ».
<b>Les bonnes nouvelles</b>	Ce que nous avons appelé à propos du JT, « l'idéologie des bons sentiments » (façon « si tous les gars du monde ») est aussi un puissant vecteur d'intérêt journalistique : un sauvetage, un acte héroïque de secours et d'entraide, une action pacifiste d'envergure, un dénouement heureux suite à des prémices compliquées...
<b>L'ampleur perçue (magnitude)</b>	Que l'ampleur se mesure par le nombre de personnes concernées ou par l'impact potentiel en termes de santé, de vies humaines, de retombées économiques..., une occurrence deviendra médiatisée d'autant plus qu'elle semble avoir de lourdes conséquences pour un maximum de personnes, pour une société dans son ensemble. Cela peut conduire d'ailleurs à surestimer l'impact (volontairement ou pas) pour mieux justifier les efforts déployés pour couvrir un événement.

<p><b>La pertinence pour l'audience (relevance)</b></p>	<p>L'intérêt présumé du public, qui garantit donc <i>a priori</i> une audience forte est une des <i>news values</i> les plus déterminantes, ce qui implique de jouer sur les ressorts de l'identification du public, de la proximité culturelle, des valeurs partagées (démocratie, chauvinisme...), des préoccupations communes... Un fait « spontanément » interprétable dans des catégories de jugement partagées (puisées dans le « sens commun » tel que l'anthropologue Clifford Geertz<sup>73</sup> l'a défini), qui réactive les clichés et stéréotypes répandus qui forment « l'outillage mental » (Lucien Febvre) des publics, un fait qui limite ainsi en apparence sa complexité et ses ambiguïtés, accroît ses chances d'être traité médiatiquement. La notion d'accessibilité devient une notion clé pour comprendre une partie des choix rédactionnels.</p> <p>Par ailleurs, la pertinence s'apprécie du point de vue des conséquences possibles pour soi, pour les publics. Un fait, même éloigné du bassin de population qui forme l'audience, a bien plus de chance d'atterrir sur l'agenda médiatique s'il possède une part d'incertitude sur les conséquences induites, directes ou indirectes pour l'auditoire. La loi de proximité joue alors à plein rendement pour retenir en priorité des faits et gestes qui résonnent dans le quotidien et le vécu des publics. Cela se traduit par exemple, par le fameux ratio implicite : nombre de morts/distance kilométrique. Plus cela se passe loin dans le monde, plus un drame doit faire de victimes pour susciter une compassion et donc pour attirer l'attention des médias dans notre pays. Ou alors il faut que l'action soit spectaculaire, avec des images fortes, ou qu'elle nourrisse un fort sentiment d'injustice ou d'indignation (tuerie dans une école).</p>
<p><b>Le suivi médiatique</b></p>	<p>Jusqu'au moment où le point de saturation (et donc de lassitude) est atteint, des faits qui prolongent une actualité, une question qui est déjà sur l'agenda médiatique, ont de bonnes chances d'être traités par les rédactions. Cela peut correspondre à une forme d'inertie (les équipes sont sur place, une routine s'installe), ou à un effet d'amorçage (les cadres interprétatifs et les horizons d'attente sont en place). Un des travers possibles de cette <i>news value</i> est le traitement de faits séparés mais avec point de ressemblance sous le label « loi des séries » (comme lorsque une première catastrophe aérienne accroît la sensibilité des rédactions à parler d'autres accidents dont elles ne parlent pas habituellement).</p>

<sup>73</sup> Geertz C., *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986.

<b>L'agenda médiatique</b>	<p>Un certain nombre de faits sont traités par des rédactions parce que d'une façon ou d'une autre elles en sont à l'initiative et en possèdent une certaine exclusivité (sponsoring d'un événement sportif, d'un festival ; coproduction d'un film qui sort sur les écrans ; exclusivité négociée pour une interview ou la diffusion de documents ou images inédites). La valorisation de ce dispositif d'exclusivité induit une événementialisation (non souvent sans un peu d'artificialité) dans la présentation des faits pour donner davantage de valeur aux faits, en espérant après coup une reprise par les autres médias, en écho. C'est la logique des « pseudo-événements » mise au jour par Neil Postman.</p> <p>L'autre déclinaison de cette <i>news value</i> relève de ce que Pierre Bourdieu appelle « la circulation circulaire de l'information » où les médias parlent d'un phénomène d'autant plus que les autres en parlent, car dans un univers de bruit médiatique, chacun a peur que son silence s'entende, et refuse de prendre le risque d'être le seul à ne pas couvrir un événement pourtant saturé médiatiquement. C'est le phénomène du « journalisme de meute », où on voit des grappes entières de journalistes se précipiter pour obtenir la même image, la même déclaration publique. Ce sont tous les phénomènes d'emballlement médiatique où la pression compétitive fait que les lois de la concurrence s'exercent à l'envers : plus tout le monde en parle, plus on a intérêt à en parler aussi (alors que la pression concurrentielle sur un marché pousse les acteurs à fuir les marchés saturés pour trouver une niche, un autre produit, etc.).</p>
----------------------------	--

Même si on peut la retrouver en filigrane dans les catégorisations susdécrites, une notion fait défaut, celle de narrativisation, qu'on peut appeler aussi le *storytelling*. Nous avons montré dans notre décryptage de la forme journal télévisé<sup>74</sup> que de nombreux ressorts du genre narratif (« il faut raconter une (belle) histoire ») sont mobilisés pour traiter l'information, ce qui implique que le repérage rapide et commode de potentiels ressorts narratifs sera un critère de sélection des faits pour les mettre à l'agenda médiatique. Parmi ces principaux ressorts, on trouve :

- la personnalisation et son corollaire, les explications psychologisantes ;

<sup>74</sup> Mercier A., *Le Journal télévisé*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996.

- la dramatisation, avec appel aux émotions, mise en suspense, choix du spectaculaire, feuilletonnisation du récit si événement durable, théâtralisation de la mise en scène des jeux d'acteurs, recours aux métaphores, expressions et images et références culturelles populaires, jeu sur les pronoms personnels « nous » et « vous » (ceux de l'intersubjectivité) *versus* « ils » (l'autre, le *out-group* qui peut aller jusqu'à incarner une figure de l'ennemi) afin de faciliter l'identification ;
- la bipolarisation des faits, des situations d'interaction sociale et des explications, afin d'offrir des schémas explicatifs faciles à assimiler. La polémique est un puissant vecteur de médiatisation car il porte une tension inhérente qui soutient l'attention. Le piège associé à ce procédé est de tomber dans des formes de manichéismes exacerbant les positions qui s'opposent, ou de réduire la réalité sociale plurielle à deux seules logiques ou forces sociales, marginalisant d'autres postures pourtant représentatives d'une réelle sensibilité chez une frange de la population.
- la simplification, en effet l'exercice journalistique n'est pas d'abord régi par une recherche d'exhaustivité et de complexification au-delà des apparences (selon la problématique académique) mais tout au contraire il procède d'une volonté de simplifier les enjeux et les mécanismes explicatifs afin de donner des premières clés de lecture.

### **Application de ces schémas interprétatifs aux grilles de lecture journalistiques du « printemps arabe »**

Le soulèvement révolutionnaire en Tunisie, puis en Égypte et l'extension des mouvements de protestation dans le Proche- et le Moyen-Orient (à des degrés divers et avec des succès très contrastés) a provoqué un engouement dans les médias français et occidentaux, grâce à la riche *newsworthiness* de cette suite d'événements politiques et au potentiel narratif qu'ils recelaient et recèlent encore, même si l'aboutissement de certaines révolutions a provoqué rapidement une disparition de l'agenda médiatique, sauf soubresauts intermittents remettant au goût du jour la situation d'un des pays concernés. Quelles sont ces grilles de lecture ayant facilité la prise en charge par les médias étudiés ?

- Logiques de spectacularisation, avec tout ce que cela comporte d'héroïsation, de mise en évidence des « sacrifices » individuels, *success story* des leaders ou du peuple, selon les cas...
- Mouvement de rébellion désirable historiquement du point de vue des valeurs démocratiques affichées en Occident, mais à émergence inattendue, et qui bouleverse les clichés accumulés et les stéréotypes véhiculés sur les « masses arabes », l'inadaptation à la démocratie, etc.
- Terrain très favorable à la célébration d'une « idéologie des bons sentiments » (droits de l'homme, pacifisme, émancipation des femmes et de la jeunesse, mouvement interclassiste). Les médias grand public cherchent à défendre les opinions et les actions louables, celles qui font partie d'un fonds culturel et moral consensuel et difficilement récusable. « *Si le journaliste ne passe pas son temps à défendre la veuve et l'opprimé, à mon sens il faut qu'il fasse autre chose* », nous disait le présentateur du JT d'Antenne2 en 1992. Une telle position éthique s'explique par le choix d'un système de valeurs justificatif démocratique. Viser le plus large public possible conduit à jouer sur les registres les plus largement reçus. Ces médias célèbrent donc les initiatives « sympathiques », « touchantes », « généreuses »... Et quoi de plus louable qu'une aspiration collective à la démocratie ?
- Le niveau d'éducation moyen des peuples concernés et leur capacité d'accès à des médias ou supports d'information variés garantissent aux journalistes la possibilité de se livrer à un regard autoréflexif qui alimente régulièrement leurs productions. Que ce soit pour célébrer le rôle d'Al-Jazira ou des réseaux socionumériques (singulièrement ici Facebook), ces insurrections ont été des moments très favorables à une mise en exergue du poids civique des médias et des technologies de médiation. Riadh Ferjani, maître-assistant à l'université de Tunis, à propos du récit proposé par les médias occidentaux du rôle des réseaux socionumériques, évoque des « *récits lyriques qui ont propagé l'onde de choc tunisienne* »

*aux quatre coins du monde » qu'il enjoint de « ne pas reproduire »<sup>75</sup>.*

- En corollaire de l'idée précédente, ces événements ont été un bon moyen de faire état dans les médias, de la fascination des rédactions pour l'utopie Internet, les nouvelles technologies.
- Les insurrections ont été médiatiquement saisies *via* plusieurs identifications culturelles, de nombreux articles établissant des parallèles historiques avec l'Occident. À commencer par le fameux « printemps des peuples » de 1848, puis de 1989, qui donna son nom à la labellisation des faits en « printemps arabe »...
- Mais les capacités d'identification, dans les façons de mettre en forme les événements, reposent également sur une projection possible sur notre quotidien. Deux voies sont alors suivies. Celle des conséquences, avec un respect de la fameuse règle dite de proximité : c'est en face des côtes de la Méditerranée, des flux migratoires supplémentaires sont-ils possibles ? La hausse du prix du pétrole, donc de l'essence est-elle à craindre ? L'événement recèle donc de quoi choisir des angles « impliquants », à même de capter l'intérêt du grand public. L'autre voie est celle de la lecture des faits avec des lunettes de politique interne : Paris/ l'Europe/le Nord piétinent, leur diplomatie n'a pas su réagir à temps et/ou correctement, cela devient-il un facteur de crise gouvernementale, un ferment de divisions partisans ?

---

<sup>75</sup> Ferjani R., « Révolution et contre-révolution en Tunisie : le virtuel miroir du réel », in Dossier « Monde arabe : les révolutions n'ont pas eu lieu », INAMédiaMorphoses, *Médias* n°30, 2011, p. 79.



Pour conclure, une sélection de citations extraites d'articles représentant la diversité de notre corpus, est donc ici exposée afin de justifier notre analyse.

Thématiques	Extraits	Source, date, rubrique, titre, auteur
Personnalisation	« Internet a mondialisé les événements du monde arabe et a permis de lever les peurs. On a vu un jeune Égyptien, travaillant chez Google, diffuser ce qui se passait dans son pays, le blogueur Mohamed Nabbus raconter la Libye au péril de sa vie... <b>Il y a des hommes identifiés qui donnent un visage à ces révolutions.</b> »	<i>La Nouvelle République du Centre-Ouest</i> , 28/3/2011, p.10, « Les Poitevins ont changé leur regard sur le monde arabe », interview de C. Roudani (expert en géopolitique)
Personnalisation	« Avec des interviews, des reportages, des récits et <b>des portraits en tout genre, de celles et ceux qui font vivre ces éclosions.</b> Avec courage, dignité et, surtout, la ferme volonté d'ouvrir une nouvelle ère dans cette partie du monde. »	<i>Le Temps</i> , 27/2/2011 « Au cœur du printemps arabe »
Personnalisation et empathie	« Et dans tant d'autres villes arabes, <b>des hommes et des femmes</b> pour qui la politique avait perdu toute saveur vivent debout, la tête haute et <b>débattent de la liberté avec une passion qui bouleverse. La rédaction du Temps a décidé de les rencontrer</b> pour entendre, pour comprendre l'origine de cette fièvre révolutionnaire, ce sursaut de dignité que tant de discours disaient impossible. »	<i>Le Temps (Une)</i> , 28/2/2011 « L'audace des peuples oubliés », par Pierre Veya, Le Caire
Héroïsation et personnalisation	« @Gsquare86 est, depuis la révolution du 25 janvier, <b>une star sur Twitter. Même les Égyptiens qui ne tweetent pas la connaissent</b> , après une apparition sur Al-Jazira et une couverture de <i>Time Magazine</i> . Gigi se considère comme <i>"militante depuis un an, online et dans la rue"</i> . »	<i>Le Monde</i> , 22/2/2011, p. 7, « Les révoltes arabes sont-elles des "révolutions 2.0" ? Portraits. Le "journalisme citoyen" de Mona et Gigi sur Twitter », R.O.

<p><b>Héroïsation et personnalisation</b></p>	<p>« Inconnus hier, ce sont aujourd'hui des <b>héros</b>. Mohamed Bouazizi et Wael Ghonim, premiers visages de la révolution arabe, incarnent sa nouveauté. Le jeune Tunisien de Sidi Bouzid, diplômé et sans emploi, vendeur de légumes à la sauvette, en s'immolant par le feu le 17 décembre dernier, a déclenché le processus. Le blogueur égyptien, enlevé par la police et remis en liberté, a joué un rôle important dans la mobilisation électronique. C'est en comparant et en reliant ces deux visages, <b>déjà devenus icônes</b>, qu'on comprend mieux la métamorphose en cours. L'un comme l'autre appartiennent à cette nouvelle génération indifférente aux appareils politiques comme aux intégrismes religieux. Études supérieures, sentiment d'impasse, refus d'un avenir sans horizon – voilà ce qui rapproche ces trentenaires sans dogme ni parti ni programme ».</p>	<p><i>Les Échos</i>, 16/2/2011 (Idées, L'œil du philosophe), p.15, « Bouazizi et Ghonim, ces héros ! », Roger-Pol Droit</p>
<p><b>Héroïsation et lyrisme (femmes)</b></p>	<p>« Le printemps arabe réunit pour la première fois, côte à côte, des manifestants des deux sexes revendiquant plus de liberté. Du Maghreb au Golfe, <b>les femmes ont en effet fait leur révolution ces dernières années</b>, dans la famille, à l'école et au travail. »</p>	<p><i>La Tribune</i>, (Une), 08/3/2011 « Ces femmes qui font bouger le monde »</p>
<p><b>Héroïsation et lyrisme (nations)</b></p>	<p>« Les révolutions arabes tirent leur force et leur légitimité de <b>s'être faites seules</b>. Les peuples tunisien et égyptien <b>se sont libérés sans intervention ni soutien extérieurs</b>, revendiquant leur karama – dignité, l'un des mots de ce printemps arabe – bafouée par des années d'humiliation et de dictature. »</p>	<p><i>Libération</i> (éditorial), 09/3/2011, p. 2, « Karama », François Sergent</p>
<p><b>Héroïsation et lyrisme (jeunes)</b></p>	<p>« C'est que <b>le peuple nouveau est arrivé</b>. Tagueur et rappeur, armé de téléphones portables et de réseaux sociaux qui lui communiquent en un éclair la douleur de ses frères. Les jeunes insurgés ne se "réveillent" pas : ils n'étaient pas endormis. Ils se fichent des indics et des</p>	<p><i>Marianne</i> (Tunisie), 15/1/2011, p. 46 « La "révolution Facebook" », Martine Gozlan</p>

	lacrymogènes, bravent même les balles : ils n'avaient pas peur. »	
<b>Bons sentiments et idéalisation interclassiste</b>	« Des hommes prient, agenouillés sur l'asphalte jonché de papiers gras. Les manifestants les contournent avec respect. D'autres crient "Allah Akbar !" Dieu est grand. Aucun parti politique n'a déployé de bannière. <b>Il n'y a que le peuple. Euphorique, rempli d'espoir, exalté.</b> »	<i>La Presse</i> , 02/2/2011, p.A2 (Soulèvement En Égypte) Un Million D'espoirs, Michèle Ouimet
<b>Bons sentiments et empathie</b>	« Aussi la nécessaire prudence ne saurait exclure, chez l'observateur, <b>l'empathie, entre enthousiasme et inquiétude</b> , bref, cette curiosité généreuse pour des événements qui offrent une chance inespérée de secouer un double carcan. »	<i>Mediapart</i> , 10/2/2011 « Le "89" du monde arabe », Edwy Plenel.
<b>Imprévisibilité</b>	« Nous sommes désormais devant <b>un événement pur dont on ne saurait prévoir les rebondissements</b> . Qu'il soit imprévisible est justement sa vertu première : il ébranle ce qui apparaissait inébranlable, il bouscule ce qui était immobile, il déstabilise ce qui semblait immuable. »	<i>Mediapart</i> , 10/2/2011 « Le "89" du monde arabe », Edwy Plenel
<b>Imprévisibilité et contagion</b>	« Qu'est-ce qui frappe l'homme de la rue qui, comme l'auteur de ces lignes, ignore à peu près tout des méandres compliqués du monde arabe mais qui assiste avec stupeur à son embrasement si dramatique ? <b>Trois choses sans doute : l'imprévisibilité, la contagion, l'ambiguïté</b> ».	<i>Le Figaro</i> , (Débats Opinions), 28/2/2011, p.19, « Quand les lampions s'éteindront... »
<b>Remise en cause des préjugés et surprise</b>	« Un nouveau monde naît à la frontière sud de l'Europe. <b>Un bouleversement de toutes les idées reçues sur le monde arabomusulman</b> qui, de Tripoli à Bahreïn, aspire à la liberté, à la démocratie et à un mieux vivre. »	<i>Libération</i> (éditorial), 25/2/2011, p.2, « Valeurs », François Sergent

<p><b>Remise en cause des préjugés et surprise</b></p>	<p>« On déclarait l'"être arabe" sorti de l'histoire trop longtemps pour y entrer à nouveau. <b>On prétendait le peuple arabe enraciné dans une exception culturelle presque ontologique, incompatible avec les idéaux de liberté et de démocratie.</b> Ces certitudes ont tétanisé nos intellectuels devant la révolution arabe. Le raz-de-marée provoqué par les soulèvements de la jeunesse arabe a entraîné le naufrage de tous ces stéréotypes. [...] Non, le totalitarisme, l'obscurantisme et la misère ne sont pas inscrits dans l'ADN des peuples arabes ! »</p>	<p><i>Le Monde</i>, 09/3/2011 « Les leçons du printemps arabe », N. Hamour (historienne), M. Abdi (ex-conseiller au secrétariat d'État de la politique de la ville)</p>
<p><b>Remise en cause des préjugés, surprise et revanche intellectuelle</b></p>	<p>« <b>La météo générale est au renversement d'astres. La fin du trou noir</b>, comme le répètent, bouleversés, tous ceux qui ont vécu dans leur âme et leur chair la tragédie arabe. Avec leurs despotes dégagent aussi nos idées vieillottes. Celles qui figent depuis des décennies l'image des Arabes dans l'œil de l'Occident. [...] <b>Enfoncées, leurs grilles d'expertises savantes sur les "régimes impopulaires mais forts" ! Piétinées, leurs fleurs de rhétorique sur "les sociétés soumises" ! Pour ces commentateurs, sanglés de pragmatisme et d'indifférence, les Arabes ne pouvaient osciller qu'entre le despotisme et l'islamisme.</b> [...] Dégagez les faux topos des experts ! Ils ne se sentent à l'aise que dans un monde corseté et immobile. Un certain Hamit Bozarslan publie tout juste une <i>Sociologie politique du Moyen-Orient</i> (La Découverte). "La défiance vis-à-vis des régimes ne s'y traduit pas par une contestation massive", nous explique-t-il. »</p>	<p><i>Marianne</i>, 05/2/2011, p. 18, « Dégage ! La révolution arabe qui bouleverse les préjugés », Martine Gozlan</p>

<p><b>Remise en cause des préjugés, surprise et revanche intellectuelle</b></p>	<p>« En quelques heures, la clique réputée invincible a volé en éclats face à la colère d'un peuple indigné, mûr, déterminé et responsable. La première leçon de la révolution tunisienne est la modestie, celle que nous imposent <b>la soudaineté des événements, la faillite des analyses savantes, la déroute des cyniques</b>. Il n'y a pas de mur de Tunis ; mais s'il y en avait un, il faut penser qu'il serait tombé comme celui de Berlin - et nous n'y serions pour rien. »</p>	<p><i>L'Express</i>, (chronique Tunisie), 19/1/2011, p. 48, « Un printemps arabe », Christian Makarian</p>
<p><b>Feuilletonnisation et contagion</b></p>	<p>« Aujourd'hui, le monde entier sait que <b>le feuilleton de ce "printemps arabe" appelle de nouveaux épisodes</b> dont les acteurs attendus prétendent sans crainte : "Ils ont réussi à Tunis et au Caire. Nous en sommes capables aussi, quitte à en payer le prix". Face à cette vague ... »</p>	<p><i>La Charente Libre</i>, (éditorial), 14/2/2011, Dominique Garraud</p>
<p><b>Feuilletonnisation et contagion</b></p>	<p>« <b>Le souffle du "printemps arabe" ne s'arrête pas aux frontières du monde arabe</b>. Il touche le monde musulman dans son ensemble et inquiète même des pays asiatiques et africains non musulmans, ainsi que la Chine et la Russie. »</p>	<p><i>Le Temps</i>, 01/3/2011 « La rue arabe secoue l'Iran, la Russie et la Chine », M.-R. Djilili, (ex-professeur à l'IHEID), T. Kellner (chargé de cours à l'ULB)</p>
<p><b>Feuilletonnisation et incertitudes</b></p>	<p>« <b>Personne ne sait sur quoi vont déboucher ces révoltes</b> et il est prématuré de crier victoire. Elles portent un formidable espoir et véhiculent de nombreuses incertitudes. Il est encore trop tôt pour conclure qu'elles permettront partout l'instauration de systèmes plus démocratiques". »</p>	<p><i>Le Point.fr</i>, 04/3/2011 « Printemps arabe, une victoire de George Bush ? », Pierre Beylau, rédacteur en chef du service Monde</p>
<p><b>Parallèles culturels : histoire</b></p>	<p>« Le "printemps arabe", porté par une immense vague de protestation de Tunis à Sanaa, passant par Le Caire et Tripoli, <b>rappelle des précédents historiques d'ampleur</b></p>	<p><i>AFP</i>, 25/2/2011, « Le "printemps arabe" et ses précédents</p>

	<b>comparable survenus il y a plus de vingt ans en Europe de l'Est et au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle</b> , lors du "printemps des peuples" européens. »	européens de 1848 et 1989 »
<b>Parallèles culturels : histoire</b>	« Le tumulte en cours dans le monde arabe, et en Égypte notamment, a <b>un air de déjà-vu. On pense, bien sûr, à l'effondrement de l'Europe communiste en 1989</b> , à la chute en cascade des démocraties dites populaires "pures et dures" de l'époque, et ce, en quelques semaines. »	<i>Cyberpresse.ca</i> , 30/1/2011 « Un printemps arabe », R. Beaudin
<b>Parallèles culturels : histoire</b>	« La révolution tunisienne à l'aune de mai 68 »,	<i>Mediapart</i> , 25/2/2011 Burleigh Hendrickson
<b>Parallèles culturels : histoire</b>	« Le réveil des peuples situés au sud de la Méditerranée a rencontré <b>en écho le souvenir du "printemps des peuples" qui, en 1848</b> , souleva une partie des Européens contre leurs princes. Avec un décalage d'un siècle et demi, l'aspiration à la liberté a procédé de causes et pris des formes comparables. »	<i>Le Figaro</i> (Débats Opinions), 23/3/2011, p. 17, « Espoirs et illusions du "printemps arabe" », A.-G. Slama
<b>Parallèles culturels : histoire, idéalisation et lyrisme</b>	« Où est passée cette guerre des civilisations qui devait marquer le XXI <sup>e</sup> siècle et où sont passées les antiennes sur l'incompatibilité entre islam et démocratie ? [...] Tout comme les ébranlements successifs du soviétisme avaient montré, dès 1956, que le communisme n'était pas plus immuable qu'invincible, <b>ce réveil de l'islam vient rappeler à quel point les valeurs de la démocratie sont universelles. Rien n'est plus inné, profond, naturel que l'aspiration à la liberté</b> qui n'est bien sûr pas l'apanage de l'Occident, mais y a seulement triomphé plus tôt qu'ailleurs. [...] <b>Regardez ces visages et ces poings tendus, voyez ce courage et cette ivresse de l'espoir, entendez le frémissement</b> qui, d'Alger à Damas, de Khartoum à Sanaa, a saisi le monde arabe, et	<i>Libération</i> (Rebonds, Médiatiques), 02/2/2011, p. 21, « Les quatre leçons du printemps arabe ».

	vous y retrouvez les révolutions européennes de 1848, l'élan international de 1968 ou ce souffle de 1989 qui avait fait tomber le plus haut des murs. »	
<b>Parallèles culturels : universalité des droits humains</b>	« <b>Léo Kaneman voit dans le "printemps arabe" la confirmation que l'aspiration à la démocratie est universelle.</b> [...] Les peuples viennent de le démontrer, ils aspirent aux valeurs universelles, à la liberté et au respect des droits humains. [...] Le bloc des États qui voulaient nous faire croire que la démocratie est une fadaise "impérialiste" s'est fissuré. Par des actes, les peuples leur ont signifié que l'aspiration à la démocratie n'est pas occidentale mais universelle. »	<i>Le Temps</i> (Débats), 11/3/2011 « Les droits humains sont irrésistiblement contagieux », Léo Kaneman, codirecteur du Forum international sur les droits humains (FIFDH)
<b>Médiacentrisme : le rôle politique d'Al- Jazira</b>	« Avec la révolution arabe actuelle, <b>Al-Jazira ajoute une énorme pierre à l'édifice de sa légende</b> : plus que Al-Hourra (américaine) ou la BBC en langue arabe, trop typées occidentales, plus qu'Al-Arabiya, trop marquée "pouvoir saoudien", elle a incarné médiatiquement la révolte populaire. On a vu des Égyptiens en délire brandir des pancartes " <i>Al-Jazira, la vérité totale</i> ". Et des étudiants libyens interrompre leurs slogans anti-Kadhafi pour chanter " <i>Al-Jazira</i> ". »	<i>Télérama</i> , n°3192, 19/3/2011, p. 28-33, « La révolution Al-Jazira », Emmanuelle Anizon
<b>Médiacentrisme : le rôle politique d'Al- Jazira</b>	« Q. : <b>Est-ce qu'Al-Jazira vit son heure de gloire ? R. : Tout à fait.</b> [...] Q. : Quand la révolution a démarré en décembre en Tunisie, certaines rédactions occidentales n'ont pas immédiatement saisi l'importance de ces événements. Sauf Al-Jazira... R. : Je suis entièrement d'accord. »	Cyberpresse.ca, 10/3/2011 « L'heure de gloire d'Al-Jazira », interview de Tony Burman, DG d'Al-Jazeera en anglais
<b>Révolution Facebook, Twitter, Internet...</b>	« Grâce à l'internet et aux médias sociaux, la colère des révolutionnaires arabes devient épidémique en deux clics et trois téléchargements. Appels aux manifestations, échange d'informations, actes de	<i>Cyberpresse.ca</i> , 5/2/2011 « L'internet et la révolution arabe »

	piraterie informatique, la révolution arabe est aussi virtuelle. »	
<b>Révolution Facebook, Twitter, Internet...</b>	« Tout s'est passé en <b>trois phases, celles du progrès technologique auquel n'a pu résister la dictature arabe</b> . D'abord, de 80 à 90 : la télévision satellitaire. Il suffit d'installer une soucoupe sur son toit et, soudain, une génération nouvelle découvre comment on vit ailleurs : libre expression, modernité, femmes égales des hommes. Deuxième phase : un peu avant 2000. Internet conquiert le monde : c'est l'accès à une somme d'informations considérables qui permet à un homme de 25 ans (moyenne d'âge de 60% dans tous ces pays) de mieux prendre conscience des retards culturels, les manques, les non-dits, les non-réformes. C'est le mûrissement avant la troisième phase, l'explosion d'aujourd'hui : Google, Facebook, les réseaux sociaux, les blogs, la mobilité absolue, grâce à l'iPhone et iPad. <b>On est dans ce que j'appelle la "Révolution arabe 3.0".</b> »	<i>Le Figaro</i> (Débats Opinions), 7/3/2011, p. 21, « Révolution arabe 3.0 », Philippe Labro
<b>Révolution Facebook, Twitter, Internet... (mais avec une opportune relativisation)</b>	« La révolution égyptienne, comme celle qui l'a précédée en Tunisie, montre à la fois <b>la puissance des nouveaux médias</b> , la difficulté à leur opposer des forces classiques de contrôle et de répression, <b>et leur articulation, trop souvent minorée, avec les médias traditionnels</b> comme la télévision ou la presse. »	<i>Le Monde diplomatique</i> , 15/2/2011 « La révolution arabe, fille de l'Internet ? », Marie Bénéilde
<b>Polémique interne</b>	Réactions Benoît Hamon (PS) : « La mise à l'écart de Michèle Alliot-Marie signe le <b>fiasco total de la politique étrangère</b> conduite par Nicolas Sarkozy et son gouvernement ».	<i>L'Est Républicain</i> , (Politique). 28/2/2011 p. IG36



<p><b>Polémique interne</b></p>	<p>« Ce <b>sursaut tardif</b> arrive après les cafouillages sur la Tunisie, <b>une frilosité plus générale sur les révoltes du printemps arabe</b>, des gaffes avec Mexico dans le dossier Florence Cassez et des maladroites vis-à-vis d'Ankara humiliée par une visite au rabais "de trois cents minutes". »</p>	<p><i>Libération</i> (événement), 28/2/2011, p. 6-7, « Une diplomatie française en plein malaise », Marc Semo</p>
<p><b>Polémique interne</b></p>	<p>« Dans un pays qui cultive sans vergogne sa qualité de "patrie des droits de l'homme", on attendait un enthousiasme confiant vis-à-vis des événements en cours. Mais la <b>"grande sœur des peuples"</b>, qui <b>avait soufflé sur le printemps européen de 1848</b>, <b>semble pétrifiée</b> face au renversement de ses certitudes »</p>	<p><i>Libération</i> (Rebonds), 17/2/2011, p.22, « Printemps arabe: pourquoi la France s'est aveuglée », Pierre Vermeren</p>
<p><b>Supports projectifs</b></p>	<p>« Les fuites de Wikileaks et le printemps arabe représentent <b>deux transgressions jouissives</b> – et connectées – <b>des idées reçues et des ordres établis</b> [...] »</p>	<p><i>Libération</i> (éditorial), 10/2/2011 « Wikileaks », François Sergent</p>
<p><b>Supports projectifs</b></p>	<p>« <b>Nous ne sommes pas immunisés face à la violence urbaine.</b> Ce sont les couches les plus jeunes et les moins privilégiées qui font éclater ici ou là des situations quasi insurrectionnelles. [...] Le malaise qui couve est dangereux. <b>Nos sociétés n'offrent à leurs jeunes ni espoir ni perspectives ni raison de se mobiliser pour elles.</b> »</p>	<p><i>La Croix</i> (Forum), 21/3/2011, p. 27, « Printemps arabe, hiver de l'Occident ? », G. Bransbourg, (économiste et historien)</p>

Le « printemps arabe » a donc été un formidable support projectif pour les médias de pays occidentaux où le fonctionnement démocratique s'essouffle et où la confiance citoyenne envers la politique s'effrite. La couverture médiatique a donc été un savant cocktail de clichés (sur le monde arabe), d'enthousiasme axiologique (célébration des aspirations démocratiques) et de fascination technologique (la « révolution Facebook » et des blogueurs). Cela ne signifie pas que toutes les informations diffusées étaient fausses, que les médias se sont livrés à un travail de désinformation. On trouve d'ailleurs des journalistes qui ont

su résister à la vague d'enthousiasme et aux élans du cœur. Mais globalement, ces événements ont été le théâtre d'une *malinformation*, selon l'heureuse expression de François Heinderyckx<sup>76</sup>, l'interprétation des faits relevant davantage d'une grille de lecture occidentale plaquée sur un Sud inventant sa propre histoire plutôt que rejouant celle du Nord.

---

<sup>76</sup> Heinderyckx F., *La malinformation*, Bruxelles, Éd. Labor, 2003.



## **Media Coverage of the Arab Spring : Framing the Flow or Overflowing the Frame ?**

*Amira Hedhili, université de la Manouba, Tunis*

**Résumé :** Ce chapitre traite des défis qui attendent les médias tunisiens dans le sillage du soulèvement médiatique du printemps arabe. Imbriqués dans les racines révolutionnaires d'un pays récemment et laborieusement libéré d'un état policier pesant, les médias tunisiens, encore à leur stade embryonnaire, ont eu fort à faire pour traiter le flux d'information incessant. Les médias officiels ont, eux aussi, été dépassés par la réactivité, la crédibilité et même le professionnalisme de certaines pages sur les réseaux sociaux qui se sont imposés comme un média alternatif à part entière, proposant au public une couverture immédiate, sans montage et sans cadrage des actualités politiques dans tout le pays. L'approche méthodologique est ici davantage pragmatique que quantitative ou qualitative. Le concept de « cadre » ou *frame*, en tant que matrice analytique, est ici utilisé pour évaluer son importance ou sa pertinence pour les médias tunisiens. Conscients de l'importance du cadrage médiatique et de ses effets sur l'opinion publique, de nombreux journalistes et administrateurs de pages Facebook se sont mis à « monter » et cadrer les informations en fonction de leur agenda politique et idéologique propre. De nombreuses accusations de manipulation ont été portées contre des journalistes tunisiens qui auraient mal cadré (« *misframed* ») ou pas cadré les événements, ce qui aurait mis en péril la sécurité nationale. Script, cadre, schémas seraient les critères de tout échange communicationnel réussi ; pourtant ces contraintes d'écriture journalistiques ont montré leurs

limites. L'analyse critique montre la centralité du cadrage en tant que matrice de transfert de contenus médiatiques, et éclaire les conséquences des abus dont il (le cadrage) peut faire l'objet sur la scène politique déjà agitée de la Tunisie post-révolutionnaire.

A plethora of reportages, documentaries, talks shows, and court metrage have been made about the Arab Spring from the onset in a bid to frame and channel its abiding revolutionary zeal, this rebellious outburst that media has reportedly fanned into flames. Yet, hundreds of criticisms, at times scathing ones, have been leveled against the dubious role that media agencies have played from the embryonic phases of the so-called Arab Spring. An arsenal of journalists, press agencies, social networks and news forums have been constantly on the outlook of all bits of information streaming from those rebelling countries in an attempt to bring this revolutionary outburst to the limelight. A myriad of allegations have been leveled against the mediatic renditions that have been spawned about the Arab Spring and its political germinations ranging from distortion, bias, forgery, falsification to censorship and reversal of truths. At this juncture, a major problematic arises as to whether media has played the role of framing the revolutionary flow or conversely, overflowing the conventional frame to which it has been consigned for ideological and political considerations, especially in the countries of the Arab Spring.

The aim of this paper is to unveil the challenges that lie ahead of Tunisian media in the wake of the Arab spring's attending media uprising. Embroiled as it is within the revolutionary germinations of a country recently and laboriously freed from a heavy-handed police state, Tunisian media, still at its embryonic phase, has been striving to frame the incessant flow of news. The official Tunisian media have been equally daunted by the speed, the credibility and even the professionalism of some pages on social networking sites which have started to establish themselves as a fully fledged alternative media as they grant audience an immediate, "un-montaged" and un-framed coverage of all political occurrences in the country. The conceptual framework that would be adopted in this paper is mainly a pragmatic one rather than a quantitative or qualitative one. "Frame", as an

analytical maxim central to discourse analysis would be probed in depth in order to bring to the fore the centrality and the significance of this matrix to Tunisian media. Acutely aware of the perennial importance that framing the mediatic material can have in molding and maneuvering public opinion, an arsenal of journalists and facebook administrators have been shaping and montaging the news to meet their own political and ideological agenda. A plethora of allegations have been leveled against Tunisian journalists for having “misframed” “unframed” or “de-contextualized” the mediatic material at hand, an act which has reportedly put national security at jeopardy at times. Script, frame, scheme and schemata are the props of any felicitous communicational transaction; yet, this harmonious mediatic topology has been recurrently undermined to meet various ends. At a further juncture, this critical endeavour will focus primarily upon the centrality of framing as a matrix of channeling mediatic material and the repercussions of its “misuses” on the already tumultuous political scene of post -revolutionary Tunisia.

Underreported as it is, the public stirring that started to cast a pall upon the presumed political and social stability and to fracture the cherished harmony were met with a lukewarm reception and scanty media coverage. Yet, as these uprisings grew in scope, width and vehemence and started to reverberate on a larger geopolitical scale, international news agencies began to devote an arsenal of journalists, correspondents and political analysts in an attempt to bestow a frame upon the revolutionary overflow and structure the abundance of events and impressions on offer at that time.

World news agencies found in the fervent and spontaneous revolutionary tide a protean mediatic material that can be visually consumed with relish and curiosity. Overtime, international news networks started to devise their proper analytic approaches and reporting logics so as to restructure the relentlessly streaming newsfeed into a pattern that coheres. Keenly aware of the cardinal role framing can play in restructuring meanings, maneuvering the audience’s emotive responses and monitoring the pendulum of power relations between the diverse contending parties, media agencies and journalists endeavoured to generate, transmit and disseminate their own narratives and foreground the frames they deemed conversant with their respective ideological

and political affiliation. As the pendulum of power has started to swing in the favor of islamists, many channels n especially western ones, tried to rehabilitate the stereotypical image that has been attributed to partisans of political Islamism in Tunisia, Egypt, and Libya.

At this juncture, Irving Gauffman’s pragmatic matrix of framing can be taken as a blueprint to expound the centrality of this construct in the field of media studies, specifically media coverage of the so-called Arab Spring. In his initial and widely quoted definition, Gauffman defines frames as follows : “*I assume that definitions of a situation are built up in accordance with principals of organization which govern events... and our subjective involvement in them, frame is the world I use to refer to each of these basic elements as I am able to identify*<sup>77</sup>.”

From Gauffman’s vantage point, frames are posited as underlying mental mechanisms and intuitively stored cognitive prototypes that individuals draw upon to structure, fathom and bestow an orderly pattern upon the plethora of shapeless stimuli they are exposed to on a daily basis. In other words, frames, from this pragmatic and psycholinguistic perspective, stand as conceptual schemata for either processing or decoding data as well as building and interpreting power relations within social apparatuses.

Multi-paradigmatic and polyvalent as it is, frame, as a structuring maxim and cognitive construct proves to be of tremendous analytical and psychological depth when applied to media studies. In his seminal essay entitled “*Framing: Towards Clarification of a Fractured Paradigm*”, Robert Entam defines the act of framing as “*an intricate process of selecting, abridging, montaging and editing*”. In other words, framing consists primarily in selecting some aspects of a perceived reality and making them salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem, definition, interpretation, moral evaluation, and treatment recommendation for the items described. In the field of media studies, frames are construed data processing filters and cognitive schemata purposefully designed

---

<sup>77</sup> Flowerdew J., "Some notions in the Analysis of Context." *Discourse in Context : Contemporary Applied Linguistics*. 1st ed. London: Bloomsbury Academic, 2013. 3. Print.

to foreground a prescribed political agenda and to maneuver the attitudinal and emotive intake of a generally average, inattentive and marginally informed audience.

As the uprisings began to gain momentum and to fan protests in the neighboring countries into flames, a plethora of media coverage proliferated in a bid to frame and confer orderly patterns upon the over sweeping rebellious thrust.

In the context of media studies, an array of reporting frames and coverage technicalities can be brought to the fore so as to expound the underlying dynamics and effects of this information processing and assessing matrix.

Attempts at framing the largescale uprisings that Tunisia, Egypt, Libya, Yemen have witnessed respectively can be inferred from the way these public protests were rendered and labeled. Most of world media, especially Western one, seem prone to mediatically market these uprisings in a palpably sensational, emotionally laden, say romanticized fashion, Arab spring, this much contested appellation, was, at the onset, hailed as an ample rendition of the grandiose and heroic public movements. This journalistic catchword that has been gaining currency is more than a mere metaphoric expression, it is rather the verbal concretization of a mediatic macro frame known as "*Framing of Attributes*" to borrow Kirk Hallman's terminology. In their coverage of the first phases of the revolutions in the Arab world, Western media tended to use a promotional discourse fraught with emotional undertones and laden with romanticized imageries of blooming nature, fertility, hope, regeneration and rebirth. Ultimately this wave of public protests came to be dubbed in English language media as The Arab Spring, hence placing these events within a frame of renewal and fecundity. A swift browsing through the net for the mediatic literature that has been spawned about the Arab revolutions would bear out Western media's constant and consistent framing of the uprisings that took place in Tunisia as the Jasmine Revolution, an emotionally superfluous imagery oozing fragrance, beauty and charm. In an article entitled "*Lessons of the Jasmine Revolution*", released on *Al Jazeera English* online, the uprising of the Tunisian youth was generally hailed as an awe-inspiring, ennobling revolutionary model worthy of emulation. A kindred



optimistic and rosy view seems to transpire from a journalistic issue on *The Washington Post* that construes Tunisian revolution as a public feat worthy of respect and appraisal. “*Tunisia’s Jasmine Revolution is nothing short of an exhilarating poetic justice*”, wrote Mona Alhawy, a columnist in *The Washington Post*. In January, 17, 2011, Abed Wahed Meddeb, a journalist in *Le Monde*, dubbed the protests in Tunisia as a promising juvenile thrust towards freedom and as a sign of historical metamorphosis: “*La Révolution du Jasmin : signe de la métamorphose de l’Histoire*”, hence bestowing on it a grandiose and majestic dimension. The Media coverage of The Arab revolution, namely Tunisian and Egyptian one with their attending frames of references, has been highly influenced by the political affiliations and the ideological backdrop of those who are reporting it. In fact, through using the Arab spring and a mediatic brand, Western media sought to make salient and generate some affinities between these uprisings and *The Prague Spring in 1968*, hence framing the public stirrings in the Arab World as a fervent aspiration for liberty, freedom of expression, end of bureaucracy, equitable distribution of wealth and secular democracy. Yet, this way of framing is far from being a unanimous one, for Islamists have been striving for entrenching their proper interpretation of the Arab revolutions.

Partisans of political Islamism, namely advocates of Ennahdha party in Tunisia and Muslim Brotherhood in Egypt, and even some political leaders of the Islamic republic of Iran tried to market a certain mediatic picture of the uprisings in the Arab revolutions as a divinely inspired Islamic Awakening that aims at the introduction of Shariaa Laws and the islamization of society at both macrocosmic and microcosmic levels. From both perspectives, the secular and Islamist one, frames tended to be audience-oriented so as to maneuver the emotive response of the prospective recipients. In the light of this discussion, an analysis of the frames contrived by Al Jazeera in its coverage of the uprisings in Tunisia can be quite enlightening about the psychological and emotive maneuvering that this channel has been exerting on audience. On a closer examination of narratives and approaches that structure the reporting logic and the journalistic storyline that this channel follows in its coverage of the Tunisian revolution we can discern a twin psychologically

driven macro-frames, namely episodic vs thematic news frames. Acutely aware of the potential psychological impact that either of the frames, episodic or thematic, can have upon the target audience, Al Jazeera's coverage of the Tunisian revolution was predominantly sifted through a thematic frame which consists in placing public issues within some more general context rather than an episodic news frame which takes the form of a case of study or event oriented report and depicts public issues in terms of concrete instances. In his seminal work entitled "Is Anyone Responsible: How Television Frames Political Issues", Shanto Lyengar elucidates the emotional import and the psychological potential these aforementioned reporting frames can entail. In fact, after conducting a data based quantitative analysis of six years of television news, Lyengar concluded that: "*Participants who watched episodic news coverage of any given political or social issue were more than twice as likely as those who watched thematic news coverage to attribute responsibility to individuals rather than government*"<sup>78</sup>.

Thus by using thematic framing of events, as it is the case with "Al Hassad Al Maghrebi" program, Al Jazeera sought to tailor an exaggerated media image about the Tunisian revolution, always demonizing indiscriminately the former political regime and imputing all the blame to the political elite.

*In the Whites of Their Eyes: Racist Ideologies and Media*, Stuart Hall contends that: "*The Media are part of the dominant means of ideological production, that is what they produce is precisely representations of the social world, images, descriptions, explanations and frames for understanding how the world is and what it works as it is said and shown to work*"<sup>79</sup>.

Indeed, what this conjecture seems to imply is that media coverage is predicated upon power relations and the pre-existing political and cultural rationalities of the targeted audience, that is the reporting logic of any given mediatic frame hinges on both these variables and boils down to a strategically orchestrated

---

<sup>78</sup> Lyengar Sh., « Framing Effects of News Coverage ». *Is Anyone Responsible?: How Television Frames Political Issues?*, Chicago: The University of Chicago Press, 1994. 11. Print.

<sup>79</sup> Hall S., "In the Whites of their Eyes : Racist Ideology and the Media. *Gender, Race, and Class in Media*. 2<sup>nd</sup> ed. London: Sage Publications, 2011. 81. Print.

manipulative game. However insidiously powerful framing can be as a psychological and cognitive maneuver, it can only yield a provisionally mediated “hyperreality” where “simulacrum is never that which conceals the truth – it is the truth which conceals that there is none<sup>80</sup>” as Jean Baudrillard puts it. Framing, therefore, as information processing modality, relies heavily upon the surfeit of references, stimuli, and simulations with which mediatic hyperreality abounds. Subsuming this free floating flux of events under an overarching cognitive frame seems to be a daunting enterprise that requires a certain analytical depth and great familiarity with subject at hand. In most of the cases, framing is designed either to eclipse or bear out certain aspects of the issues or realities at hand. It is a modality through which hyperreality is mediated and modulated and facts can be eclipsed or brought to the limelight for “*knowledge is not made for understanding; it is made for cutting*<sup>81</sup>” to borrow the words of Michel Foucault.

---

<sup>80</sup> Baudrillard J. and S.F. Glaser. "The Procession of Simulacra." *Simulacra and Simulation*. 3rd ed. Ann Arbor, Mich: Univ. of Michigan Press, 2010. 1. Print.

<sup>81</sup> May T., *The Epistemology of Genealogy*. 2<sup>nd</sup> ed. Pennsylvania: Pennsylvania University Press, 1993. Print.

## **De la harissa et du jasmin pour le dernier pharaon : les révolutions tunisienne et égyptienne au prisme de la presse écrite ukrainienne**

*Valentyna Dymytrova, université Lyon 2*

Les mouvements de contestation collective dans le monde arabe ont débuté en décembre 2010 en Tunisie et se sont poursuivis dans d'autres pays, notamment en Égypte, tout au long de l'année 2011. Les expressions « Printemps arabe », « révolutions arabes » ou « révoltes arabes » ont été rapidement intégrées dans les vocabulaires des journalistes et des acteurs politiques pour désigner ces différents événements. Elles répondent au besoin médiatique de catégorisation, d'analogie et de comparaison<sup>82</sup>. Grâce au travail de catégorisation et de narration des médias, les événements passent d'une « *collection d'occurrences et de choses relativement hétérogènes* » à « *une totalité intelligible* »<sup>83</sup>. Cependant, la production d'un signifiant opératoire dans n'importe quel contexte contribue à la banalisation des événements particuliers et risque de leur enlever leurs spécificités. En effet, les différences entre les contextes politiques, sociaux et culturels dans lesquels ces contestations ont éclaté et les particularités nationales de chaque révolution

---

<sup>82</sup> Krieg-Planque A., « À propos des "noms propres d'événement" », *Les Carnets du Cediscor*, 11, 2009, p. 77-90.

<sup>83</sup> Neveu É., Quéré L.S (coord.), « Le temps de l'événement I », *Réseaux*, 75, 1996, p. 8.

invitent les analystes à la prudence face aux risques des amalgames d'éléments hétérogènes et parfois contraires.

Ce chapitre étudie la construction des représentations et des interprétations des révolutions arabes dans la presse écrite ukrainienne, en se focalisant sur les cas de la Tunisie et de l'Égypte. Nous partons de l'hypothèse que les médias ukrainiens produisent et font circuler un système de représentations spécifiques des révolutions tunisienne et égyptienne. Ce système de représentation journalistique articule des discours des différents acteurs politiques et sociaux afin de proposer un cadrage discursif des événements, intelligible aux yeux des lecteurs.

Pour saisir ce système de représentation des révolutions arabes, nous nous appuyons sur trois types d'analyse. Il s'agit d'abord de relever les champs lexicaux mobilisés par les journalistes, ce qui permet d'identifier les thèmes qui structurent la construction des représentations des révolutions arabes dans la presse. Ensuite, il s'agit de compléter cette analyse par une prise en compte des genres de textes en fonction des auteurs et de leur degré d'autonomie par rapport à la rédaction. Nous nous intéressons donc à la position institutionnelle des énonciateurs restituant les événements en Tunisie et en Égypte entre décembre 2010 et février 2011. Enfin, nous recourons à une analyse comparative des postures argumentatives des énonciateurs pour identifier et comparer les interprétations des révolutions proposées par les journaux analysés.

Les analyses synchroniques des discours sont menées sur un corpus de la presse écrite ukrainienne qui a été constitué à partir de trois considérations. D'abord, il s'agit de se focaliser sur les représentations des révolutions arabes qui circulent dans la presse nationale à régularité quotidienne, diffusée en version papier et en version électronique. Si la télévision reste la source principale d'information en Ukraine, 88% de la population lit régulièrement, c'est-à-dire une fois et plus par semaine, la presse écrite<sup>84</sup>. Ensuite, nous avons sélectionné deux quotidiens nationaux qui se différencient par rapport à la langue d'édition, le format éditorial et l'opinion politique véhiculée. Le quotidien

---

<sup>84</sup> Selon l'étude de l'Association ukrainienne des éditeurs de la presse écrite. En ligne : <http://www.day.kiev.ua/uk/article/den-ukrayini/korotkoukrayina-0>

*Den* (en français, Le Jour) paraît en ukrainien, russe et anglais et se veut le fer de lance de la nouvelle presse ukrainienne, plus professionnelle et plus critique. Il propose des nouvelles politiques, économiques, des débats de société, des analyses et des commentaires réalisés par des experts et scientifiques renommés<sup>85</sup>. Selon le journal, ses lecteurs sont les hommes d'affaires, les décideurs politiques et les intellectuels. *Komsomolskaya Pravda v Ukraine* (en français, Vérité du Komsomol en Ukraine) est un quotidien national d'information générale édité en russe au format semi-tabloïd<sup>86</sup>. Il s'agit de l'édition ukrainienne du quotidien russe *Komsomolskaya Pravda*, héritier du quotidien soviétique, publié depuis 1925 jusqu'à 1991 à destination de la jeunesse communiste. Le quotidien *Komsomolskaya Pravda v Ukraine (KPU)* s'adresse à des lecteurs des classes moyennes et populaires et fait partie des cinq quotidiens les plus lus en Ukraine.

Le corpus analytique commence le 17 décembre 2010, début des manifestations tunisiennes, et s'arrête le 19 février 2011, une semaine après le départ du président égyptien H. Moubarak. Constitué à partir du dépouillement des archives électroniques des journaux, il comprend 46 articles : 20 articles publiés par le quotidien *Den* et 26 articles par le quotidien *KPU*. Quelques remarques s'imposent d'emblée par rapport au corpus constitué. D'abord, il existe un décalage entre la temporalité historique du déroulement des événements en Tunisie et la temporalité de leur traitement médiatique. Les deux journaux analysés commencent à parler de la révolution tunisienne le 13 et le 17 janvier respectivement, soit environ un mois après le début des manifestations dans le pays. Cela explique le peu d'articles consacrés à la Tunisie dans notre corpus : 6 articles pour *Den* et

---

<sup>85</sup> *Den* est édité depuis 1997 avec un tirage quotidien de 62 500 exemplaires par la société anonyme Groupe de presse d'Ukraine. Selon les informations non officielles, 30% des actions de la société sont détenues par la rédactrice en chef, Larysa Ivshyna, et 70% par Anatoli Krasnopolsky, l'architecte de l'homme d'affaires ukrainien Grygorii Sourkis. Le quotidien en ligne : <http://www.day.kiev.ua>

<sup>86</sup> La version ukrainienne est publiée depuis 1996 au tirage quotidien de 144 000 exemplaires. Il fait partie d'UMH (United Media Holding group) du média magnat ukrainien Borys Lozhkin. Selon des informations non officielles, 51% des actions du quotidien appartiennent à un autre homme d'affaires ukrainien Ihor Kolomoyskyi. Le quotidien en ligne : <http://kp.ua/>

4 articles pour *KPU*. En revanche, les événements en Égypte sont couverts dès les premières manifestations et donnent lieu à 14 articles pour *Den* et 22 articles pour *KPU*.

Nous pouvons émettre quelques hypothèses pour expliquer ces décalages dans le traitement de deux événements. D'une part, en décembre 2010 et au début du mois de janvier 2011, l'agenda de la presse écrite ukrainienne a été constitué par d'autres événements politiques nationaux et internationaux, notamment par le début du procès contre l'ancienne Premier ministre Timochenko et par l'élection présidentielle en Biélorussie, remportée pour la quatrième fois par Loukachenko dans le contexte des protestations dans la rue et de leurs violentes répressions. D'autre part, si la presse écrite ukrainienne semble être prise au dépourvue par la révolution tunisienne, celle-ci permet de préparer l'opinion publique et les médias à la réception de la révolution égyptienne, en proposant les grilles d'interprétation reliant les deux événements.

Différents formats journalistiques (brève, analyse, reportage, tribune libre) sont mobilisés par les deux quotidiens pour couvrir les événements en Tunisie et en Égypte. Le travail de mise en forme et en sens des événements accompli par les médias s'effectue aussi en relation et en interaction avec une diversité d'acteurs politiques et sociaux. Les matériaux éditoriaux publiés par *KPU* sont produits par la rédaction ukrainienne et la rédaction russe. Le quotidien privilégie les reportages réalisés par ses envoyés spéciaux sur place. Les experts cités par le quotidien représentent les centres d'études russes, spécialisés en Proche- et Moyen-Orient<sup>87</sup>. En revanche, le quotidien *Den*, en l'absence d'envoyés spéciaux, met l'accent sur les analyses des révolutions par ses éditorialistes et chroniqueurs, et les experts ukrainiens et étrangers. Le journal *Den* publie des analyses signées par différents leaders d'opinion ukrainiens et étrangers, à l'instar des universitaires américains, d'un ancien responsable du service politique du Département d'État américain ou d'un ancien président de l'Unicef en Égypte. Parmi les auteurs qui traitent des

---

<sup>87</sup> Deux centres d'études d'État spécialisés en pays du Nord de l'Afrique, Département des recherches sur les pays du Proche-Orient de l'Institut national des recherches stratégiques et l'Institut national des problèmes de sécurité internationale ont disparu en 2008 et en 2010 du paysage analytique ukrainien.

révolutions arabes, on retrouve également Mario Vargas Llosa, écrivain péruvien, prix Nobel de littérature 2010 et Michel Rocard, Premier ministre de François Mitterrand et ancien leader du Parti socialiste français.

Les analyses comparent la construction des représentations des révolutions tunisienne et égyptienne par les deux journaux ukrainiens. Dans un premier temps, nous présentons le traitement médiatique réservé à la Tunisie révolutionnaire. Celui-ci permet de dégager les cadrages discursifs de l'événement propres à chaque journal. Dans un deuxième temps, nous étudions les représentations de la révolution égyptienne qui se structurent autour des cadrages discursifs, proches des cadrages réservés à la Tunisie. Enfin, nous analysons comment ces deux événements étrangers deviennent les révélateurs des valeurs et des normes auxquelles sont attachés les journaux ukrainiens analysés.

### **La révolution tunisienne, une couverture *post factum***

La construction des représentations de la révolution tunisienne a lieu dans les deux journaux analysés avec un retard important. Elle se manifeste d'abord à travers la désignation de l'événement. Pour le quotidien *Den*, il s'agit de « *manifestations de masse* », de « *protestations* » et d'« *émeutes contre le chômage, le manque de logement et la hausse des prix d'alimentation* ». Le journal insiste sur le nombre important de personnes mobilisées, sur le caractère spontané du mouvement et sa nature populaire. Le nom propre attribué à l'événement par le quotidien *Den* est l'expression « révolution du jasmin ». Formée à partir d'un modèle lexical réunissant un terme politique et un déterminant qui renvoie à une symbolique politique, cette expression inscrit, au moins discursivement, l'événement tunisien dans le champ d'autres changements politiques désignés selon ce modèle : de la « révolution des œillets » portugaise de 1975 à la « révolution de la rose » en Géorgie en 2003 et la « révolution orange » en Ukraine en 2004. Une autre désignation métaphorique de la révolution tunisienne est l'expression « harissa pour le réformateur », employée dans le titre de l'article publié le 18 janvier 2010. Elle renvoie, d'une part, au plat traditionnel tunisien, une purée de piments rouges ce qui donne de la couleur locale à l'article. D'autre part, elle fait référence à un aphorisme ukrainien, « verser du poivre à quelqu'un » qui signifie punir



quelqu'un. Une telle désignation métaphorique de l'événement vise le président Ben Ali. Enfin, dans l'article signé par Michel Rocard, l'événement est qualifié de « *première révolution bourgeoise dans le monde arabe* ». Cette expression insiste sur la participation à la révolution de la classe moyenne tunisienne aspirant à davantage de liberté et de justice sociale.

Les désignations mobilisées par le quotidien *KPU* renvoient à un autre champ lexical et à d'autres interprétations de l'événement. Il s'agit d'un « *coup d'État* », des « *émeutes populaires* » ou encore des « *pogroms* » qui provoquent « *le chaos* » et la « *confusion* ». Le pays est qualifié d'« *enragé* » et de « *hachoir* ». Le champ lexical du désordre et de la violence connote négativement l'événement en le présentant comme non légitime, déviant l'ordre et la stabilité et mettant en danger les vies humaines. Le quotidien marque aussi la distance par rapport à l'expression « *révolution du jasmin* ». Celle-ci apparaît entre guillemets qui expriment la non-coïncidence entre la désignation et l'événement : « *Rappelons, le 14 janvier, après une série de soulèvements populaires, la soi-disant "révolution du jasmin" a eu lieu en Tunisie* » (*KPU*, 28/1/2011). Les désignations permettent ainsi non seulement de nommer l'événement, mais participent à la construction de ses interprétations qui se complètent par d'autres éléments textuels et discursifs.

Avec une intensité différente, les deux journaux reviennent sur les causes de la mobilisation. Le quotidien *Den* explique la mobilisation par « *le taux élevé du chômage, un mécontentement général de la population et la déception du système politique* », par les exigences « *du pain et du travail* », mais aussi par le slogan « *Arrêtez de nous tuer* » qui dénonce les violences policières. Les commentaires journalistiques envisagent la révolution tunisienne comme « *le début d'une révolution anticapitaliste mondiale* », en se référant à l'interprétation proposée par des blogueurs arabes dont le quotidien garde l'anonymat. Dans la continuité de cette idée, le journal *Den* dénonce le néolibéralisme et le système politique au décor démocratique qui rapprochent, selon lui, la situation tunisienne de la situation d'autres pays, notamment de l'Ukraine :

« *L'erreur principale des régimes qui dirigent la Tunisie, l'Algérie, l'Albanie mais aussi la Russie, l'Ukraine et la*

*plupart d'autres pays de la Communauté des États indépendants est la croyance dans le mirage de la permissivité derrière le rideau de stabilité... Le retour à la réalité a été très douloureux pour le président tunisien. Est-ce que son exemple ne sert de leçon à personne à Kiev ? » (Den, 27/1/2011).*

À la différence du quotidien *Den*, *Komsomolskaia pravda v Ukraine* met rapidement en lien la révolution tunisienne avec l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi et l'affaire WikiLeaks, sans approfondir la nature de ces liens. La référence à M. Bouazizi permet au quotidien de présenter l'événement-déclencheur : « *Le jeune a dénoncé la pauvreté sans précédent, la corruption et le chômage dans le pays. Ce cas est devenu la dernière goutte débordant la patience de l'opposition qui a rapidement fait descendre des milliers des personnes dans la rue.* » (*KPU*, 17/1/2011). La parole rapportée du jeune chômeur permet au quotidien de marquer une distance avec l'événement et de s'abstenir d'analyses et évaluations. Dans un autre article, le quotidien suppose que la révolution tunisienne aurait pu être provoquée par « *les dépêches de WikiLeaks* », mais ne cite pas le contenu de ces dépêches (*KPU*, 19/1/2011). Les raisons d'être de la révolution restent peu claires à la lecture des articles, ce qui contribue à la construction d'une représentation d'un mouvement spontané, chaotique et bouleversant l'ordre des choses.

Une différence importante entre les deux journaux consiste dans le focus sur les citoyens ukrainiens en Tunisie, proposé dans plusieurs reportages du quotidien *KPU*. Cet angle du traitement de l'événement est absent du quotidien *Den*. Les articles abondent de témoignages émouvants des Ukrainiens en Tunisie, à l'instar de l'extrait suivant :

*« Elena, Ukrainienne, habite à Tunis depuis cinq ans, mais elle n'avait jamais vu d'horreur pareil : "Ma grand-mère me racontait souvent la guerre. Je l'écoutais à peine et je comprends seulement maintenant ce que c'est", dit Lena. "Si j'arrive à retourner dans mon pays, je me mettrai à genoux devant elle. Depuis vendredi dernier, nous ne pouvons pas quitter la maison. Nous avons peur, il y a des tirs partout. J'ai un enfant, et je ne sais pas que faire..." » (KPU, 17/1/2011).*

La citation compare la révolution tunisienne à la guerre et met en scène les sentiments de peur et d'insécurité éprouvés par la femme. Une proximité affective est instaurée entre le lecteur du journal et l'énonciatrice à travers la première personne du singulier et l'appellation de l'Ukrainienne interviewée par son prénom et son diminutif.

Deux interprétations émergent de la couverture *post factum* de la révolution tunisienne par le quotidien *Den* et le quotidien *Komsomolskaia pravda v Ukraine*. *Den* envisage l'événement comme une révolution populaire menée contre les inégalités économiques et sociales. Pour rendre intelligible l'événement et le rapprocher de ses lecteurs, le journal compare la situation en Tunisie à d'autres contextes sociopolitiques et la révolution tunisienne à d'autres mouvements collectifs de contestation d'un pouvoir corrompu. Ces références contribuent à l'explication de l'actualité et à la légitimation de la protestation. En revanche, le quotidien *KPU* met en scène les situations de violence et de désordre qui ont lieu dans le pays, en évitant soigneusement l'usage du mot « révolution ». Il tente de susciter l'empathie des lecteurs envers ses concitoyens qui se sont retrouvés pour différentes raisons en Tunisie. La mobilisation collective est abordée sous l'angle de sa capacité de destruction de la stabilité politique et économique, tant louée dans les discours des autorités ukrainiennes et russes de l'époque.

### **La révolution égyptienne, une analogie avec la révolution tunisienne**

Dès les premières informations sur les manifestations en Égypte, les journaux ukrainiens établissent une analogie avec la révolution tunisienne. Cette analogie se manifeste d'abord dans le champ lexical mobilisé pour désigner l'événement. Le quotidien *Den* parle d'« actions de protestation », de « soulèvement », de « rébellion », d'« émeute anti-gouvernementale », de « révolution » et de « révolution égyptienne ». En revanche, aucune désignation métaphorique de la révolution en référence à ses symboles n'est proposée. Dans la continuité des dénominations de la révolution tunisienne, le journal *Komsomolskaia pravda v Ukraine* désigne d'abord les événements en Égypte d'« émeutes », de « troubles » et de « pogroms ». En même temps, le journal est attentif aux dénominations de l'événement qui

circulent dans d'autres média : « *La chaîne américaine CNN a déjà commencé à nommer les événements en Égypte non pas de chaos comme avant, mais de soulèvement* » (KPU, 4/2/2011). Après le départ du président Moubarak, le KPU emploie les termes « révolte » et « révolution ». En référence à la révolution tunisienne, qualifiée « révolution du jasmin », les événements en Égypte sont désignés dans le journal de « révolution des pyramides » et de « révolution des dattes ». La recherche des symboles pour qualifier un événement politique s'appuie sur l'image touristique de l'Égypte à laquelle le KPU est très attentif.

L'analogie entre la révolution égyptienne et la révolution tunisienne apparaît également dans les discours sur les causes de la mobilisation :

*« Il ne s'agit pas du fait qu'en Tunisie et en Égypte, les présidents sont restés trop longtemps au pouvoir. C'est un critère subjectif, même s'il a une certaine importance. Le plus important, c'est que les leaders assez honorés dans le passé ont perdu le sentiment du réel et ont refusé de rechercher les solutions aux problèmes qui apparaissaient et s'exacerbaient, à l'aide du renforcement de leur autoritarisme qui parfois prenait des traits du totalitarisme. Le peuple mais aussi les élites se sont fatigués de la pauvreté, du non-respect des lois et de la corruption omniprésente. »* (Den, 4/2/2011).

Le quotidien *Den* insiste aussi sur « *l'usurpation despotique du pouvoir* » et « *l'oppression étatique* » ressenties par les populations des deux pays et sur les transformations sociopolitiques complexes exigées par ces populations : « *l'aspiration à la liberté et à la démocratie* », « *l'exigence des droits démocratiques* », mais aussi « *les réformes économiques pour stimuler la croissance* » et « *la liberté de la religion (et peut-être aussi la libération de la religion)* ».

Par la parole des experts qu'il fait intervenir, le quotidien *Den* dégage un autre trait en commun qui caractérise les révolutions arabes. Celles-ci exprimeraient la fin de la peur :

*« Depuis des décennies, la plupart des Arabes, peu importe s'ils étaient malheureux, n'exprimaient pas leurs préoccupations politiques car ils craignaient des persécutions... Dans les conversations privées avec des amis proches, chacun*

*ressentait que le mécontentement était général, cependant, personne ne savait ou ne pouvait savoir, à quel point... La rue arabe a changé la "numération arabe" de la peur non seulement dans les pays où les protestations sérieuses ont eu lieu, mais aussi dans le reste du monde arabe où les dirigeants ont compris que le mécontentement ne peut pas rester toujours sous l'eau. » (Den, 11/2/2011).*

Dans le quotidien *Komsomolskaia pravda v Ukraine*, les causes de l'événement ne font pas l'objet de commentaires des journalistes. Elles apparaissent uniquement dans la parole rapportée des experts qui citent la répartition inégale des revenus, la hausse des prix et la corruption. En revanche, les envoyés spéciaux du KPU rapportent les slogans des manifestants : « *En remarquant notre caméra, les jeunes se posent en demi-cercle et hurlent énergiquement mais un peu facticement à la caméra : "C'est le dernier jour de Moubarak ! Nous voulons l'élection libre ! Nous voulons un travail digne et une éducation digne ! Moubarak dégage !" » (KPU, 3/2/2011). L'adverbe « facticement » qui caractérise la façon dont les slogans sont exprimés par les jeunes renvoie à une certaine méfiance envers la mobilisation. La journaliste critique l'intégration des médias dans la stratégie de communication des manifestants.*

La construction des représentations médiatiques de la révolution égyptienne passe également par la désignation et la mise en scène des manifestants. En absence d'envoyé spécial sur place, le quotidien *Den* tente de dresser un profil des révolutionnaires dans ses commentaires et ses analyses. Il souligne, d'une part, la diversité des opinions politiques représentées dans la rue égyptienne, « *le Parti libéral, l'organisation islamiste Frères musulmans et des activistes du Mouvement de la jeunesse du 6 avril » (Den, 10/2/2011). De l'autre, le noyau de la protestation, selon le journal, est constitué de la « jeunesse avec des ordinateurs portables et une aspiration ardente à la liberté » (Den, 22/2/2011). Il ne s'agit plus des jeunes anonymes rapidement mentionnés dans la couverture de la révolution tunisienne. La révolution égyptienne devient associée dans le journal avec les noms des jeunes blogueurs Wael Ghonim, Amr Salam et Ahmed Maher, présentés comme ses leaders. La référence aux nouvelles technologies de l'information et de la*

communication participe à la construction de la figure du jeune protestataire égyptien :

*« Le fait le plus significatif, c'est la nouvelle génération qui est à côté des représentants de la classe moyenne et des intellectuels. Presque la moitié de la population de l'Égypte, ce sont les jeunes jusqu'à 25 ans. Cette jeunesse est très intégrée dans l'espace d'information mondial et ressent non seulement les réactions de l'époque contemporaine, mais aussi ses qualités distinctives comme l'esprit de l'humanisme et de la liberté qui sont devenus les sujets de la révolution égyptienne. » (Den, 22/2/2011).*

Dans le quotidien *Komsomolskaia pravda v Ukraine*, les révolutionnaires sont représentés comme une « foule agressive », « une foule en colère » et « une foule en furie ». La référence à une foule, potentiellement source de désordre et de violence, est dévalorisante pour le mouvement collectif. Par ailleurs, d'autres éléments de description contribuent à la construction de l'image négative des manifestants : « Pas de place même pour une datte sur la place Tahrir. La foule est entassée jusqu'à l'extrême au point que nous avons pris l'odeur âcre de sueur pour les gaz lacrymogènes pulvérisés. » (KPU, 3/2/2011). Dans leur description, les envoyés spéciaux du journal insistent sur la présence des armes chez les révolutionnaires. Le lexique mobilisé souligne la violence des manifestants et leur volonté d'aller jusqu'au bout. Il vise également à donner de la couleur locale à la protestation qui renvoie souvent les lecteurs à l'ambiance des contes des Mille et Une Nuits : « des gens avec des matraques, des couteaux et des sabres courbés, ce qui ajoute de la couleur orientale à l'événement » (KPU, 31/1/2011).

L'occupation de l'espace public par les manifestants est comparée, d'une part, avec les tribunes de football, de l'autre, avec l'occupation de la place de l'Indépendance à Kiev, appelée Maïdan, lors de la Révolution orange de 2004<sup>88</sup> : « Il y a un secteur des femmes où les slogans sont criés par les dames portant des hijabs. Il y a un secteur des jeunes, il est le plus

---

<sup>88</sup> Il s'agit des manifestations pacifiques contre les falsifications des résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle ukrainienne en 2004 qui ont duré dix-sept jours et ont permis l'organisation d'un nouveau scrutin, remporté par le candidat de l'opposition unie, V. Iouchtchenko.

*joyeux et bruyant... Tahrir égyptien ressemble trop à Maïdan ukrainien. Les tentes, les slogans criés et hurlés, du thé chaud, de la nourriture gratuite et des enfants qui vendent des drapeaux. » (KPU, 8/2/2011).* Le quotidien insiste ici sur le caractère festif du rassemblement populaire. Aux yeux des envoyés spéciaux, la référence à la Révolution orange permettrait au lecteur ukrainien de mieux comprendre l'ambiance de la place Tahrir. En 2004, la révolution ukrainienne a été présentée par le quotidien *KPU* au prisme de ses aspects carnavalesques et festifs, ce qui privait la mobilisation non violente ukrainienne de revendication politique<sup>89</sup>. La référence à un événement connu des lecteurs n'apporte pas de légitimité à la révolution égyptienne, au contraire, elle présente le mouvement comme un rassemblement festif et apolitique.

La mise en scène des manifestants contraste avec celle des citoyens en désaccord avec le mouvement de contestation :

*« "Vous pensez que toutes ces manifestations expriment l'opinion de la majorité ?", crie une femme, qui se retrouve rapidement entourée de ses nombreux partisans. "C'est la télévision qui fait des manifestants la majorité. Même s'il va y avoir un million des personnes sur la place, c'est rien pour la ville de 25 millions d'habitants comme Le Caire... Cette jeunesse ne se souvient pas comment on avait vécu avant Moubarak. Il est un bon président, juste un peu confus. Laissez-lui le temps et il réglera tout. Ce ne sont pas ceux qui sont sur la place Tarhir qui souffrent, mais nous". » (KPU, 3/2/2011).*

Cette citation vise à témoigner du soutien apporté au président Moubarak par une partie de la population égyptienne, celle qui ne manifeste pas. La parole rapportée des citoyens est mobilisée dans le journal pour donner une représentation d'un mouvement collectif limitée à un nombre réduit de mécontents de la place Tarhir.

La figure de Moubarak occupe une place importante dans les commentaires de la contestation égyptienne par le quotidien

---

<sup>89</sup> Dymytrova V., *Identités politiques, discours et médias : le cas de la Révolution orange*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, université Lyon 2, 2011.

*Komsomolskaia pravda v Ukraine*. Présenté comme un homme politique responsable qui ne peut pas quitter son poste à cause d'un grand sentiment de responsabilité envers le pays, le président Moubarak est qualifié en référence à la presse occidentale du « *dernier pharaon d'Égypte* » et du « *dictateur* ». Cependant, le journal n'adhère pas à ces désignations. Ainsi, dans l'article « Je deviendrais dictateur », dont le titre se réfère à la célèbre poésie « Qui devenir ? » de Vladimir Maïakovski, poète révolutionnaire russe (1893-1930), l'éditorialiste critique l'usage occidental, notamment américain, de ce terme, réservé à tout leader défié par son peuple. Cette critique s'exprime typographiquement par l'emploi des guillemets : le président Moubarak est qualifié de « "*dictateur*" officiel » et Omar Souleiman, vice-président de la République, d'« *adjoint au "dictateur"* » (*KPU*, 15/2/2011). Selon le journal, l'incohérence des déclarations des représentants des États-Unis et de l'Union européenne consiste dans le virement brusque du soutien des régimes arabes, considérés comme garant de la stabilité dans la région, au soutien des manifestants renversant ces régimes dans leur aspiration à la démocratie.

Enfin, les deux quotidiens évaluent les conséquences des révolutions arabes et évoquent un avenir incertain dans les pays post-révolutionnaires. Le quotidien *Den* insiste beaucoup sur le temps nécessaire pour construire une société civile et développer un large spectre des partis politiques, restreint par les régimes pendant des décennies. Il invite à ne pas exagérer les risques d'islamisation en Égypte et, surtout, en Tunisie. En revanche, le quotidien *Komsomolskaia pravda v Ukraine* se focalise sur le risque d'arrivée au pouvoir des islamistes : « *À la différence de la Tunisie, la menace islamiste est plus forte en Égypte. Les forces sombres se concentrent autour des extrémistes, il s'agit des couches de la population les plus analphabètes, et il est plus facile de créer une base de soutien avec une telle population.* » (*KPU*, 3/2/2011). Le président de l'Institut du Proche-Orient de l'Académie des sciences de la Russie interviewé par le journal l'explique en ces termes :

« *Il est possible que jusqu'à un certain moment, El Baradei, leader de l'opposition égyptienne, soit utilisé comme*



*Petrouchka*<sup>90</sup> dans le chapiteau pour montrer à l'Occident qu'il n'y a pas que des islamistes en Égypte. Après cela, il va être écarté et le pouvoir sera pris par les islamistes avec un certain niveau de rigidité du régime interne. Pour le moment, on ne sait pas vers où le régime se dirige. En France, tout a commencé par les danses sous la Bastille et s'est terminé avec les guillotines de Robespierre et les guerres de Napoléon. » (KPU, 4/2/2011).

La description caricaturale de la Révolution française est mobilisée pour attirer l'attention sur l'avenir incertain de la révolution égyptienne et la menace islamiste.

### **Les révolutions arabes au prisme du débat sur le consumérisme**

La couverture de la révolution tunisienne et, en particulier, égyptienne, par les deux quotidiens analysés comprend la question du tourisme. L'Égypte, une des destinations privilégiées pour les vacances en Ukraine et en Russie, lest qualifiée en référence à son image touristique « *pays du sphinx* », « *pays des pyramides* » ou encore « *La Mecque touristique* ». Environ dix mille touristes ukrainiens passent leurs vacances en Égypte pendant la révolution. Pour commenter ce fait, le quotidien *Den* reprend un article publié sur le portail d'information russe [www.gazeta.ru](http://www.gazeta.ru). L'auteur est très critique par rapport à la présence des touristes russes sur les plages de l'Égypte révolutionnaire. Il dénonce la promotion de plaisir et l'absence de sociabilité en Russie comme des leviers qui poussent les touristes à se diriger vers les stations balnéaires d'Égypte malgré la révolution :

*« "Rejoignez-nous, les gens, allons chez les Toutânkhamons !" Cet appel d'une blogueuse russe, partie se distraire à Hourgada, est aujourd'hui l'une des phrases les plus citées dans nos médias. Et pour une raison... Il s'agit d'une vision du monde qui est partagée par les larges couches de la population. On s'en fout des événements très importants qui se passent chez les "Toutânkhamons", c'est-à-dire chez*

---

<sup>90</sup> Un personnage humoristique des spectacles traditionnels des marionnettes en Russie.

*les Égyptiens. Nous, on arrive pour se reposer et se faire plaisir, et on va le faire, quoiqu'il se passe. » (Den, 8/2/2011).*

Les Égyptiens sont désignés en référence au pharaon Toutânkhamon dont la notoriété s'appuie sur la découverte de sa sépulture et du fabuleux trésor qui s'y trouvait, mais aussi sur la légende d'une malédiction des pharaons, richement alimentée par une fiction littéraire et cinématographique. L'auteur remet en question cette dénomination proposée par une blogueuse russe. Il attire l'attention sur les enjeux éthiques du tourisme et tente de responsabiliser les lecteurs.

Quant au quotidien *Komsomolskaia pravda v Ukraine*, il met en scène des touristes anxieux, parfois en pleurs, qui se rendent compte de la gravité de la situation uniquement lorsqu'ils sont sur place. À la différence de l'article publié par *Den* qui expliquait le tourisme pendant la révolution par la recherche du plaisir et l'indifférence envers les questions sociopolitiques nationales et étrangères chez les citoyens des pays de l'ex-Union soviétique, le *KPU* impute la responsabilité aux opérateurs touristiques. En effet, ceux-ci continuaient à vendre les séjours en Égypte à des prix avantageux malgré les recommandations du ministère des Affaires étrangères d'Ukraine. En même temps, le rôle de l'État ukrainien est aussi remis en question car celui-ci n'a pas empêché de le faire :

*« Est-ce que l'avidité des Ukrainiens est la plus grande au monde et presse sans pitié pour prendre les vacances devant un danger de mort ? Est-ce que, même dans la situation de la liberté du marché, l'État n'a pas le droit d'interdire aux opérateurs touristiques et aux compagnies aériennes de mettre en danger la vie des touristes. Pourquoi cet État, jusqu'à la déclaration d'hier du ministère des Affaires étrangères, n'a pas pensé protéger d'un danger potentiel ses citoyens, certes, avarés, bêtes et imprudents, mais quand même ses citoyens ? » (KPU, 5/2/2011).*

Un événement étranger fait apparaître en creux l'image des valeurs auxquelles sont attachés des journaux ukrainiens et ouvre une discussion nationale sur le rôle de l'État et la place de l'individu dans une société de consommation.

## **Conclusion**

Les journaux analysés mettent en place un système de représentations des révolutions tunisienne et égyptienne qui se construit autour de deux cadrages discursifs de ces événements. D'une part, il s'agit des représentations d'un mouvement populaire puissant et légitime, mené au nom de changements et de valeurs de liberté et d'égalité par les jeunes de ces pays. D'autre part, il s'agit des représentations des troubles violents, source d'inquiétude et d'anxiété, qui sont menés par des foules en colère sans véritables revendications politiques. Ces deux cadrages journalistiques renvoient aux tensions qui existent dans l'espace public ukrainien entre l'envie de changement au nom du progrès social et la méfiance envers toute idée de révolution, même de velours.

## **Traitement du coup d'État du 5 juillet 2013 en Égypte. Regards croisés des quotidiens *El Watan* (Alger) et *La Presse* (Tunis)**

*Fadia Hadj-Allal, université de Lorraine  
Belkacem Mostefaoui, École supérieure de journalisme d'Alger*

La vague de révoltes qui a traversé les pays arabes a bouleversé l'ordre politique dans la région. Parti de Tunisie, le mouvement s'est amplifié, faisant vaciller un régime après l'autre. Ce que l'on dénomme aujourd'hui le « printemps arabe » a changé les esprits tant à l'échelle régionale que mondiale dans le sens où les représentations des sociétés arabes ont évolué en très peu de temps. Pourtant l'Algérie, pays voisin du point de départ du « printemps arabe », ne semble pas avoir été touchée par ce mouvement. Ayant vécu les émeutes d'octobre 1988 qui auraient conduit à une supposée ouverture politique, puis la décennie 1990 marquée par la terreur, l'Algérie a connu la tentation de l'islamisme politique comme mode d'opposition au système autoritaire sévissant depuis l'indépendance du pays en 1962. Pour autant, la société algérienne n'a cessé d'entrer dans des convulsions de contestation multiformes, notamment depuis 2001, les plus frappantes ayant été les émeutes de Kabylie. La Tunisie, pour sa part, tente de se reconstruire après cette « Révolution du jasmin », tournant indéniable pour ce pays.

Dans ce chapitre, nous tenterons d'examiner, à travers le traitement journalistique des quotidiens nationaux d'information *El Watan* et *La Presse*, comment a été perçu le coup de semonce donné à l'expérience du pouvoir islamiste égyptien, celui du coup d'État du 5 juillet 2013. Nous allons, dans un premier temps et

pour mieux cerner notre terrain, définir les éléments constitutifs de la presse écrite en Algérie et en Tunisie avant de comparer la couverture des deux titres. Nous partons de l'hypothèse centrale que ces deux journaux peuvent apporter un éclairage sur les sociétés algérienne et tunisienne et leur rapport à la situation égyptienne. Ces deux titres de presse vont donner, auprès de deux opinions publiques tout aussi vivement mais différemment intéressées, un sens à cet événement. Rappelons que la Tunisie fait l'expérience chaotique (et entachée d'atteintes aux droits humains) de la gouvernance islamiste du Mouvement En Nahda qui a succédé à la dictature du système Ben Ali. Les Tunisiens ont découvert « *un dangereux phénomène qui leur était totalement méconnu depuis 60 ans*<sup>91</sup> », les assassinats politiques. Au mois d'octobre 2012, Lofti Naghd, membre du parti d'opposition Nida Tounés, est assassiné, l'opposant Chokri Belaid le sera en février 2013. Mais le plus marquant reste l'assassinat de Mohamed Brahmi, en plein mois de Ramadan et à une date symbolique, le 25 juillet 2013, 56<sup>e</sup> anniversaire de la république tunisienne. La société algérienne, quant à elle, est revenue de la rupture décidée par les militaires face à la tentation de prise de pouvoir par le Front islamique du salut (FIS), en 1991. Et c'est parce qu'elle porte encore les stigmates de la terreur de la décennie 1990 qu'elle connaît cycliquement des mouvements sociaux, (notamment sous forme d'émeutes) qui n'aboutissent pas.

### **Analyse comparée de *El Watan* et *La Presse***

Nous avons analysé le contenu de deux titres de presse emblématiques dans chacun des deux pays : *El Watan* en Algérie et *La Presse de Tunisie* en Tunisie. Sur une période d'une semaine, et au lendemain du coup d'État égyptien, à savoir du 6 au 13 juillet 2013, nous avons analysé le traitement de l'information selon les critères suivants :

- nombre d'articles publiés ;
- forme journalistique ;
- type de traitement ;
- mise en corrélation de l'événement.

---

<sup>91</sup> Ben Salem, Moez, « La rue fera-t-elle chuter le gouvernement d'Ennahda », *Courrier International*, 7 août 2013, <http://www.courrier-international.com/article/2013/08/07/la-rue-fera-t-elle-chuter-le-gouvernement-d-ennahda>

## **Presse algérienne/presse tunisienne : deux champs relativement différents**

Les presses algérienne et tunisienne se distinguent aujourd'hui l'une de l'autre aisément et c'est en puisant dans l'histoire de chacune que l'on comprend davantage ces différences. Le passé dictatorial de l'une a ouvertement muselé la presse durant des décennies. La Tunisie est, en effet, difficilement parvenue à maintenir un équilibre en termes de liberté d'expression après son indépendance. Le régime de Bourguiba a très vite pris le contrôle des contenus journalistiques en transformant des titres de presse tels que *Le Temps* ou *Es-Sabah* en journaux officiels. Après le coup d'État du 7 novembre 1987, la situation est loin de s'améliorer lorsque Ben Ali, une fois au pouvoir, maintient cette ère du culte de la personnalité et du contrôle de l'information instaurée par son prédécesseur. Après cinq mandats du dictateur Ben Ali et une révolution qui a libéré le peuple tunisien du joug de son régime, la presse du pays pouvait renaître. C'est en cela qu'elle est très différente du paysage journalistique algérien qui a connu tant de changements politico-sociaux, tant de régulations législatives, tant de menaces et de défis à relever qu'il apparaît aujourd'hui comme l'exemple inverse du cas tunisien. Nous allons voir comment ces différences se manifestent aujourd'hui et en quoi cela influe sur le traitement de l'information.

### ***Presse algérienne : les conditions d'émergence de la liberté d'expression depuis la loi de 1990 et leurs limites ; le cas d'El Watan***

Commençons par l'Algérie où le contexte bien particulier que nous évoquons plus haut reste à définir. L'élément essentiel à la compréhension du système médiatique algérien contemporain est la législation relative à la création d'entreprises éditrices. La loi du 3 avril 1990 sur l'information a mis fin au monopole de l'État sur la presse<sup>92</sup>, mais c'est plus particulièrement le décret exécutif n° 90-325 du 20/10/1990 qui nous intéresse. Ce décret a fixé les modalités de répartition des subventions d'État aux entreprises médiatiques privées ; or après observation des chiffres, on réalise rapidement que ce décret était loin d'être égalitaire puisqu'il

---

<sup>92</sup> « L'édition de toute publication périodique est libre », article 14 de la Loi n° 90-07 du 3 avril 1990 relative à l'information (JORA n° 014 du 4-4-1990).

tendait surtout à avantager les titres de presse dont les journalistes ont exercé pour le gouvernement. Ainsi, au prorata du nombre de ses journalistes venus de la presse de droit public, *El Watan* (quotidien national) a reçu une subvention gouvernementale équivalente à environ 63 000 euros quand *El Moudjahid*, porte-voix gouvernemental, recevait environ 225 000 euros (soit presque quatre fois plus). Le quotidien *Ennasr* (titre de presse régionale constantinois) n'est pas mieux loti puisqu'il ne recevait qu'environ 32 500 euros ; il avait certes la particularité d'avoir un faible tirage (environ 10 000/jour, contre 50 000 pour *El Watan*) mais des recettes publicitaires suffisamment élevées pour assurer sa pérennité. L'ouverture du marché médiatique ne s'est pas arrêtée là, puisque le gouvernement a également autorisé les titres de presse privés à développer leur propre réseau d'impression et de distribution, jusque-là sous le monopole de l'État. Cependant, les pouvoirs publics se sont appliqués à rendre la tâche difficile aux éditeurs les plus frondeurs afin de les décourager, en particulier ceux de *El Watan* et *Le Soir d'Algérie*, autre quotidien national d'information. Le Premier ministre en poste, Abdeslam Bélaïd, va également, et contrairement aux attentes des titres de presse, renforcer le monopole étatique sur le marché publicitaire. Il va en 1993 confier la gestion et la distribution de la publicité à l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), entreprise étatique dont l'objectif officieux est « *de museler financièrement les journaux privés reconnus pour la virulence de leurs critiques envers les mesures prises, notamment sur le plan économique, par le gouvernement de l'époque*<sup>93</sup> ». Le gouvernement Bélaïd a refusé des subventions provenant d'ONG, ainsi que de l'Unesco, voyant de l'ingérence dans ces tentatives de financement. Sous couvert d'ouverture du champ de la presse, la loi sur l'information de 1990 a dû être limitée dans ses effets par des jeux des pouvoirs publics. Ainsi, divers moyens ont été mis en œuvre pour contrer le développement de ces titres de presse privés et tenter de garder le contrôle sur les contenus. À cela s'est ajouté un déficit d'organisation professionnelle des journalistes qui ont eu du mal

---

<sup>93</sup> Chérif Dris, « La nouvelle loi organique sur l'information de 2012 en Algérie : vers un ordre médiatique néo-autoritaire ? », *L'Année du Maghreb* [En ligne], VIII | 2012, mis en ligne le 9 octobre 2012, consulté le 19 avril 2014. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/1506> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.1506

à fédérer leurs revendications d'autonomisation. Par exemple, deux étiquettes qui tendaient à distinguer (souvent arbitrairement) les profils des journalistes, ont été attribuées à la presse algérienne. Il y avait d'une part, ceux revendiquant comme un devoir professionnel le combat contre l'idéologie islamiste et ses actions terroristes, « les éradicateurs », et d'autre part, ceux qui, insurgés contre l'implacable lutte anti-terroriste de l'armée (solidaires ou non de l'islamisme politique), ont été catalogués de « réconciliateurs », terme moins péjoratif. Il n'est pas question ici d'instruire un procès de plus pour identifier le profil idéologique le plus en phase avec l'évolution du pays, mais plutôt de constater qu'il y a bien eu une volonté de diviser la profession. Cette bipolarisation des horizons idéologiques a été confortée par des interférences de partis politiques (eux-mêmes en conflit) et par des clans au pouvoir, au point d'avoir fait éclater gravement la profession. Retenons tout de même l'ensemble des indices de volonté et d'action des professionnels qui se donnent pour ambition d'avoir le courage de construire des socles d'autonomie par rapport à ces pouvoirs. Ils participent ainsi à l'émergence du pluralisme de l'information, dont seuls les lecteurs pourront en définitive juger. Rappelons également que durant la décennie sanglante les journalistes ont été, avec les universitaires, parmi les principales cibles des islamistes. Le 26 mai 1993, la profession est en deuil : Tahar Djaout, journaliste de l'hebdomadaire *Ruptures* est assassiné, suivi de Rabah Zenati, de l'Entreprise nationale de télévision (ENTV) au mois d'août de la même année. On compte aujourd'hui cent journalistes algériens assassinés par les islamistes entre 1993 et 1997 ; les services de sécurité de l'armée ont aussi été interpellés sur des cas d'assassinat, et plus souvent des intimidations de journalistes, des actes qui restent cependant officieux et non chiffrés. On constate durant cette décennie sanglante, un resserrement de la liberté de la presse rendu possible grâce au dispositif préventif sur l'information sécuritaire de juin 1994 : au nom de la sécurité intérieure, les pouvoirs publics vont tenter de reprendre indirectement le contrôle des productions médiatiques. Ainsi, entre 1996 et 1997 une brigade spéciale du ministère de l'Intérieur va quotidiennement visiter les rédactions lors des bouclages afin de revoir les grands titres du jour. Finalement, la presse privée est-elle véritablement indépendante ? La dénomination a longtemps fait couler de l'encre tant au sein de



la profession en Algérie, que chez les politologues et essayistes, notamment en France durant la décennie 1990 où a été lancée la question : « Qui tue qui en Algérie ? ». Les partis pris ou/et prises de risques assumées par des éditeurs et journalistes face à la barbarie intégriste – et aux services sécuritaires sourcilleux sur le « renseignement militaire » accompagnant leurs actions – ont trouvé sur l’autre rive de la Méditerranée des interprétations contradictoires. Les prises de position sur la tragédie algérienne ont souvent été marquées de réduction, à l’image de celles véhiculées par les programmes d’information des chaînes satellitaires<sup>94</sup>. Un pamphlet à ce sujet a été signé par le journaliste Djallal Malti, ancien responsable du bureau Moyen-Orient de Reporters sans frontières, sous la préface de la journaliste José Garçon du quotidien français *Libération*, qui a longuement couvert l’actualité algérienne de la décennie 1990. Sur ses confrères algériens, il écrit : « *Rarement journalistes auront été aussi encensés. Les délégations étrangères séjournant à Alger ne tarissent pas d’éloges sur la presse "la plus libre du monde arabe", son dynamisme et son courage. Les autorités algériennes, elles, ont érigé "presse indépendante" et "Parlement pluraliste élu" en symbole de la "démocratisation en cours" »*, poursuit-il. Les réalités sont beaucoup plus complexes, comme le montre l’ouvrage *Médias et liberté d’expression en Algérie. Repères d’évolution et éléments d’analyse critique*<sup>95</sup>.

Quels sont les effectifs du journal ? *El Watan* a été fondé en octobre 1990 et compte aujourd’hui 200 salariés dont 95 journalistes parmi lesquels 17 sont actionnaires. C’est le titre de presse le mieux loti en Algérie puisqu’il dispose d’un réseau de 13 bureaux régionaux, et d’un bureau permanent à l’étranger (à Paris). Il est premier en terme de tirage de la presse francophone et quatrième au total derrière les journaux transnationaux arabophones que sont les illustres *Echourouk*, *El khabar*, *Ennahar* (certification OJD). Au printemps 2014, sur les 130 quotidiens algériens publiés, seuls ces titres ont souscrit à la certification OJD, version délocalisée du système français. De fait, on ne dispose d’aucune donnée fiable sur les tirages et ventes

---

<sup>94</sup> Mostefaoui B., *La télévision française au Maghreb, structures, stratégies et enjeux*. Préface de F. Balle, Parsi, Ed. L’Harmattan, 1996.

<sup>95</sup> Mostefaoui B., *Médias et liberté d’expression en Algérie. Repères d’évolution et éléments d’analyse critique*, Alger, Ed. El Othmania, 2013.

des autres journaux. Le tirage moyen d'*El Watan* est de 136 939 copies en 2012, dont 2000/jour expédiées vers la France. En bref, *El Watan* est un élément du paysage médiatique algérien fort, tant en termes de chiffres qu'historiquement.

***Presse tunisienne : conditions d'émergence  
de la liberté d'expression à travers les médias ;  
le cas de La Presse de Tunisie***

Après avoir abordé le cas algérien, intéressons-nous donc à *La Presse*. Pour comprendre tout l'intérêt de notre choix, rappelons que *La Presse* est le premier quotidien tunisien francophone et le plus ancien, fondé le 12 mars 1936 par Henri Smadja, figure emblématique du monde journalistique tunisien. Cette initiative individuelle et privée souligne l'absence de soumission au pouvoir à la création du titre. C'est plus tard, peu après l'Indépendance, que l'entreprise passa sous le joug du gouvernement, devenant une entreprise de presse publique, mise au service des pouvoirs politiques successifs. Elle affichera alors une fausse neutralité et deviendra le transmetteur d'informations officielles. La fin du régime de Ben Ali sonnera une nouvelle ère pour le titre avec l'organisation d'élections qui ont permis d'élire les nouveaux rédacteurs en chef (aux profils exclusivement journalistiques). Le journal *La Presse* s'est désormais affranchi du pouvoir.

Rappelons qu'avant la « Révolution du jasmin », les Tunisiens pouvaient consulter en arabe et en français environ 260 titres de presse (journaux et revues, généralistes et spécialisées). Cependant, cette presse ne proposait pas une grande diversité d'opinions et tous se contentaient de transmettre le discours gouvernemental, se limitant alors à copier les dépêches de l'agence Tunis Afrique Presse. C'est la chute de Ben Ali qui a poussé la presse tunisienne à se remettre en question et à se demander quelle position adopter désormais. La réponse est venue d'elle-même et c'est tout naturellement que la presse tunisienne a choisi de vivre des mutations considérables, parmi lesquelles la réorganisation des rédactions ou encore un changement de cap inédit des lignes éditoriales. Certains journalistes ont même confessé leurs erreurs et leur manque de discernement sous le régime de Ben Ali, ce qui permet aujourd'hui au champ médiatique tunisien de littéralement

renaître. Paraissent alors des journaux tels que le quotidien indépendant *Al-Maghreb* qui n'aurait jamais pu voir le jour auparavant, ou encore l'hebdomadaire *Al-Fajr* du parti Ennahdha, interdit depuis 1990 qui a vu sa première édition (datée du 9 avril 2011) battre un record de vente, avec plus de 100 000 exemplaires. La situation a également évolué sur le plan législatif avec un nouveau code de la presse, entré en vigueur le 4 novembre 2011, offrant le renforcement des droits et des garanties des journalistes, l'accès à l'information, la protection de la confidentialité des sources et la suppression de la peine privative de liberté en matière de diffamation. En bref, la presse tunisienne a, elle aussi, fait sa révolution et profite aujourd'hui d'une liberté qu'elle ne connaissait pas il y a trois ans à peine. Il faut comprendre que le régime autoritaire de Ben Ali a imposé une censure qui a détruit toute relation de confiance entre les médias et le peuple tunisien. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avant la chute du régime, seulement 43,5% des Tunisiens déclaraient lire régulièrement la presse<sup>96</sup> et lorsqu'il était question de crédibilité de leurs journaux, 83,2% des Tunisiens n'y croyaient pas. Les comportements ont bien évolué depuis janvier 2011 et les Tunisiens déclarent désormais lire davantage la presse régulièrement (60,18%). Ils commencent également à développer une relation de confiance avec leurs médias, source d'informations qui selon 16,7% des Tunisiens répond bien à leur besoin. Nous sommes loin des chiffres d'avant janvier 2011, puisqu'ils sont 29,2% à estimer qu'elle accomplit cette mission moyennement et sont tout de même 9,2% à estimer qu'elle le fait parfaitement. Du côté des professionnels du journalisme, la remise en question est d'actualité et il est évident que ces années de censure ont mené irrémédiablement à un réflexe d'autocensure contre lequel ils doivent lutter aujourd'hui. Toujours selon Zeineb Touati, les journalistes tunisiens réalisent aujourd'hui leurs lacunes en termes de formation. Ils fournissent malgré tout un effort considérable en introduisant dans leurs articles des sujets jusque-là tabous ; corruption, prostitution, propagande politique sont des sujets que jamais personne n'aurait pu évoquer sur la place publique sous le régime de Ben

---

<sup>96</sup> Touati Z., « Presse et révolution en Tunisie : rôle, enjeux et perspectives », *ESSACHESS. Journal for Communication Studies*, vol. 5, 1(9)/2012, p. 139-150.

Ali. C'est dans la conclusion de Zeineb Touati que l'on retrouve un résumé du contexte médiatique tunisien aujourd'hui :

*« Même si elle a raté un rendez-vous historique pour jouer un rôle de régulateur et de mobilisateur pendant la révolution tunisienne, la presse vit depuis plus d'un an sa propre révolution et essaie de répondre aux exigences de la période de transition avec ce qu'elle suppose en termes de besoin en information. [...] Face à la multiplication des titres, à la dynamisation de la vie politique, à la libération de la création culturelle et intellectuelle et à la place grandissante des réseaux sociaux et d'Internet, la presse devra relever le pari de la professionnalisation<sup>97</sup>. »*

Dans les faits et d'un point de vue plus technique, le champ médiatique tunisien a, depuis la chute de Ben Ali, connu une instabilité et des remises en question tout à fait prévisibles. Très peu de journalistes disposent désormais de contrat de travail de longue durée à même de leur offrir une stabilité professionnelle. De plus, muselés durant toute leur carrière jusque-là, il leur est nécessaire d'être formés sur les grandes lignes éthiques et les pratiques de la profession afin d'être en mesure de produire un travail journalistique de qualité. Enfin, les règles présidant à la création d'un nouveau média ont aussi subi des changements fondamentaux et ce n'est, par exemple, plus auprès du ministère de l'Intérieur qu'il faut valider sa demande. Lorsqu'un citoyen tunisien prétend à la création d'un nouveau média, il doit constituer un dossier comprenant des informations basiques au sujet du projet et le présenter au ministère de la Justice qui n'a aucune validation à délivrer, l'approbation d'une autorité gouvernementale n'étant plus indispensable à la création d'une nouvelle publication. Le porteur d'un projet médiatique doit informer les autorités de sa démarche, mais n'a en aucun cas besoin d'une autorisation. Cette nouvelle législation est un exemple qui illustre parfaitement les changements qui ont été opérés dans le monde médiatique tunisien après la chute du dictateur. La première initiative conséquente fut la création de l'Instance nationale pour la réforme de l'information et de la communication (INRIC) *via* le décret-loi promulgué le 2 mars 2011 (décret-loi n° 10-2011 du 2 mars 2011), une instance qui

---

<sup>97</sup> *Ibidem.*

suggérait une nouvelle vision de l'industrie médiatique tunisienne. Une refonte complète du système a été envisagée et la première proposition qui visait à transformer les médias d'État en service public, a été vivement critiquée. En effet, l'INRIC, soutenant que l'opinion publique faisait davantage confiance aux sources publiques que privées, n'a cependant pas pris en compte le manque de professionnalisme des journalistes tunisiens que nous avons mentionné plus haut. Cette situation pouvait finalement mener à des conditions semblables à celle des médias d'État sous Ben Ali. Toutefois, l'INRIC a mis en place des décrets visant à renouveler la législation des médias tunisiens ouvrant la voie à leur développement. Le décret 115-2011 (du 2 novembre 2011), par exemple, remplace le Code de la presse instauré sous Ben Ali et garantit les droits de base pour les médias tels que l'accès à l'information, la confidentialité des sources, la protection des journalistes... Il place également des limites quant à la capacité d'intervention du ministère de l'Intérieur sur les publications et abolit les lois faisant ouvertement censure, et en particulier celles ordonnant la prison. Il aborde également la question de la diversité en imposant le pluralisme médiatique. Le décret 41-2011 (du 26 mai 2011), quant à lui, autorise l'accès aux documents gouvernementaux pour les journalistes tout comme pour les citoyens, ouvrant ainsi la porte au journalisme d'investigation. Enfin, le décret 116-2011 (du 2 novembre 2011) projette la création d'une instance indépendante de régulation des médias, la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA).

Tous ces décrets visaient essentiellement la refonte du secteur des médias tunisiens afin de le libérer de ses pratiques héritées du régime de Ben Ali. Mais, le 4 juillet 2012, l'INRIC annonce mettre fin à son travail, inachevé puisqu'aucun des décrets essentiels à cette refonte n'a été appliqué (en particulier les décrets 115 et 116). Des tentatives de recours à des moyens de censure et de désinformation persisteraient et rendraient caduc le travail de l'INRIC<sup>98</sup>. Cette dissolution soulève, là encore, la

---

<sup>98</sup> « L'Instance ne voit pas l'utilité de continuer son travail et annonce qu'elle y met fin », a déclaré Kamel Labidi, qui dirige l'INRIC, accusant « le gouvernement de recourir à des moyens de censure et de désinformation » in « En Tunisie, l'instance chargée des médias se saborde à cause de la censure », *Le Monde*, 4 juillet 2012, <http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2012/07/04/>

difficulté d'instaurer un système médiatique démocratique à la sortie d'une ère dictatoriale. Le 3 mai 2013, le fameux décret-loi 116-2011 voit le jour et signe un premier pas dans le processus de refonte du système médiatique tunisien avec la création officielle de l'HAICA, haute autorité qui a de nombreux défis à relever tant sur le plan pratique, professionnel que législatif. Elle devra garantir aux citoyens une information libre, plurielle, indépendante et transparente, et d'autant plus en période électorale. La Tunisie doit encore relever des défis importants qui résultent soit du système dictatorial passé, soit des carences présentes dans les instances actuelles. L'HAICA ne participe pas activement à la formation des journalistes par exemple, or un fort intérêt de la part des médias internationaux a été remarqué. La volonté de ces derniers de former les journalistes tunisiens à un journalisme de démocratie s'est illustrée par la mise en place d'ateliers organisés par des journalistes internationaux. En réalité, comme beaucoup de journalistes tunisiens l'expliquent, il faut aussi du temps pour perdre ses mauvais réflexes et il leur faut aller bien au-delà du rôle de simples messagers du pouvoir qu'ils avaient sous Ben Ali, et développer leur instinct journalistique digne d'une démocratie.

En bref, l'environnement médiatique de chacun de ces pays est différent. L'un a connu un revirement brusque de situation tandis que l'autre a davantage vu sa situation s'améliorer au fil des années. L'un porte un regard très critique sur les événements en Égypte et sur lui-même quand l'autre se contente de tenir un discours analytique et factuel de la situation.

### **Un même événement : des traitements de l'information différents dans chaque pays**

Commençons par rappeler la méthodologie employée pour étudier notre corpus issu des quotidiens nationaux *El Watan* et *La Presse*. Sur une période de huit jours, entre le 6 et le 13 juillet 2013, les contenus de chacun des titres traitant du coup d'État égyptien du 5 juillet ont été analysés au lendemain de ce renversement politique. Le corpus d'étude émanant du titre de

---

[en-tunisie-l-instance-chargee-des-medias-se-saborde-a-cause-de-la-censure\\_1728931\\_1466522.html](http://en-tunisie-l-instance-chargee-des-medias-se-saborde-a-cause-de-la-censure_1728931_1466522.html)

presse tunisien est déjà, en soi, révélateur de nombreux éléments. Il fait écho aux remarques relatives au champ médiatique tunisien contemporain, n'étant constitué que de huit articles publiés entre le 7 et le 11 juillet 2013. Il se caractérise par la forte présence d'articles directement tirés de l'Agence France Presse et qui sont essentiellement factuels. Les articles signés par des journalistes tunisiens n'apparaîtront qu'à partir du 9 juillet et seront essentiellement le fruit du travail de l'envoyé spécial Soufiane Ben Farhat qui signe trois des huit articles de notre corpus, essentiellement analytiques et évaluant la situation politique interne, parfois sur la scène internationale. Enfin, deux articles sortent du lot, classés dans la rubrique « commentaires » et « chronique », ils sont signés des journalistes Raouf Seddik et Hmida Ben Romdhane et portent un regard analytique, voire critique, sur les événements.

Beaucoup plus important, le corpus d'étude émanant du quotidien *El Watan* compte au total trente-trois articles (contre huit pour *La Presse*). On observe dès le lendemain des événements quatre publications traitant du sujet, dont deux issues d'agence de presse (AFP et Algérie Presse Service) mais tous sont très factuels. Le 7 juillet, ce n'est pas moins de sept articles que l'on recense entre éditorial, entretiens et articles factuels et analytiques, les prismes d'analyses du coup d'État du 5 juillet sont variés. De manière assez régulière, *El Watan* publiera en moyenne quatre articles par jour évoquant de près ou de loin le sujet avec, entre autres, des entretiens de spécialistes ou d'hommes politiques algériens qui s'expriment sur l'événement et des articles signés par divers journalistes du quotidien. En bref, au-delà de la simple approche factuelle et analytique de l'événement à l'échelle égyptienne, la rédaction d'*El Watan* a choisi de véritablement « brasser large » afin d'apporter un regard clair et ouvert sur la situation.

**Données chiffrées de l'analyse de contenus des articles de La Presse et d'El Watan du 6 au 13 juillet 2013<sup>99</sup>.**

	<i>La Presse</i>		<i>El Watan</i>	
<b>Période</b>	<b>du 6 au 13 juillet 2013</b>			
Nombre total d'articles	8	100%	33	100%
Traitement factuel	3	37,50%	14	42,50%
Traitement analytique	5	62,50%	13	39,5%
Entretien	0	0%	5	15%
Tribune libre	0	0%	1	3%
Mise en relation de la situation égyptienne avec la politique locale	0	0%	7	21,20%
Mise en relation de la situation égyptienne avec des événements locaux :	1	12,5%	8	24,20%
Actuels	1	12,5%	5	15,10%
Passés	0	0%	7	21,20%
Mise en relation avec la scène internationale	1	12,5%	11	33,30%
Traitement sous un angle politique des événements égyptiens	6	75%	20	60,60%
Traitement sous un angle social des événements égyptiens	4	50%	4	12,10%

<sup>99</sup> Le total n'équivaut pas toujours à 100%. Il est parfois supérieur, parfois inférieur car certains articles réunissent plusieurs ou aucun des critères de classification.



Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en une semaine, le quotidien *La Presse* aura mis en ligne seulement huit articles traitant des événements égyptiens. Le traitement de l'information d'*El Watan* est, quant à lui, beaucoup plus riche et assez varié puisqu'on retrouve un traitement factuel qui domine (42,5%), un traitement analytique assez présent lui aussi (39,5%) ; on compte également cinq entretiens, soit 15% du corpus et enfin une tribune libre (3%). Dans *La Presse*, seuls les traitements de l'information de manière analytique et factuelle demeurent (62,5% et 37,5% respectivement). Il est par ailleurs important de noter que les entretiens d'*El Watan* sont menés auprès de figures politiques algériennes qui mettent systématiquement en relation les événements égyptiens avec la situation actuelle en Algérie, alors qu'en Tunisie aucun des huit articles durant notre période d'observation n'évoque longuement la situation du pays relativement aux événements égyptiens. Le cas tunisien est totalement dissocié du cas égyptien puisqu'il semblerait que les journalistes tunisiens n'ont pas ressenti la nécessité d'évoquer leur propre révolution ou de faire un parallèle avec la situation politique et sociale en Tunisie. Seul un commentateur se distingue, envisageant un bref parallèle par une interrogation, comme suit :

*« Quels que soient les appuis dont elle peut bénéficier à l'extérieur, l'armée égyptienne va devoir accomplir un travail politique de grande pédagogie si elle veut que son action ne soit pas comprise comme une rupture de sa neutralité politique. Le jeu des comparaisons ne lui est pas favorable : l'armée tunisienne aurait-elle été capable d'intervenir de la sorte dans le jeu politique ? » « Égypte, comment éviter la guerre civile ? », Raouf Seddik, *La Presse*, 9 juillet 2013.*

Plus généralement, l'écriture journalistique tend vers le genre d'article d'information épuré de commentaires. La recette est en fait le « bâtonnage » de dépêches d'agences. L'extrait d'article suivant en est une illustration.

*« La justice égyptienne a déjà entamé les interrogatoires de plusieurs hauts dirigeants des Frères musulmans. De leur côté, les islamistes étaient de nouveau mobilisés, hier, face à l'armée pour une nouvelle démonstration de force. Mohammed El Baradei a été nommé hier Premier ministre*

*de l'Égypte, trois jours après le coup militaire qui a renversé Mohamed Morsi, a annoncé le mouvement Tamarrod, à l'origine de l'importante mobilisation qui a conduit à l'éviction du président islamiste. » « El Baradei nommé premier ministre », source AFP, La Presse, 7 juillet 2013.*

Les journalistes algériens, *a contrario*, s'autorisent des comparaisons dans divers domaines, la politique algérienne actuelle est souvent évoquée à travers le cas égyptien et c'est exactement 24,2% des articles qui traitent de ce sujet (souvent par les entretiens que nous avons évoqués plus haut). La situation sociale en Algérie est aussi citée et si l'on observe plus loin encore, c'est le passé autant que le présent qui intéresse les journalistes. Ils rappellent, par exemple, à sept reprises (soit 21,20%) que le coup d'État algérien et la vague de terrorisme qui a suivi dans les années 1990, font de près ou de loin écho aux événements égyptiens actuels. Évidemment, tous ne s'accordent pas sur les mêmes conclusions mais ils font le lien ; et c'est justement une des particularités de l'Algérie qui, contrairement à la Tunisie, s'est projetée dans le cas égyptien. Il faut peut-être voir là la nécessité de prendre du recul pour les Tunisiens dont la révolution est encore fraîche et la reconstruction encore en cours. L'Algérie, au contraire, a cicatrisé de cette période et a amplement eu le temps de se reconstruire et donc de porter un regard suffisamment objectif sur la situation égyptienne et sur sa propre situation. Bien que le parallèle entre les cas algérien et égyptien ne soit pas parfait, il a permis au journal algérien de porter un certain jugement sur les événements égyptiens. Ceci par deux moyens dont le premier est le recours à un choix de dépêches d'agences convergeant dans ce sens. En voici une illustration :

*« Le coup d'État en Égypte illustre un échec à adapter le dogme islamiste au pragmatisme nécessaire pour gouverner, un signal pour le parti Ennahdha en Tunisie qui doit achever cette mue afin de répondre aux attentes du Printemps arabe, selon des analystes. » « L'islamisme arabe face au défi de sa mue en parti de gouvernement », source AFP, EL Watan, 6 juillet 2013.*

Le second est l'écriture d'articles *ad hoc* pour le quotidien :

« L'accélération des événements en Égypte [...] ne laissent pas les Algériens indifférents, tant s'en faut. Nos concitoyens se sont d'autant plus sentis concernés que, très vite, l'on s'est empressé de parler de "scénario à l'algérienne". Il n'est question que de cela sur les plateaux télé, sur les réseaux sociaux et dans les analyses des experts. Et la classe politique algérienne dans tout cela ? Comment a-t-elle réagi ? Comment se positionne-t-elle par rapport à cette actualité explosive dont l'onde de choc secoue toute la région ? » « La classe politique algérienne divisée », Mustapha Benfodil, *El Watan*, 10 juillet 2013.

Le journal prend position de façon plus nette dans des éditoriaux, à l'image de cet extrait :

« Les événements de ces derniers jours en Égypte et dans une moindre mesure la situation qui prévaut en Libye et en Tunisie, sont sans doute la preuve que cette union idyllique entre l'islamisme politique et la démocratie, née du "printemps arabe" et vantée par le Qatar et sa chaîne satellitaire, n'aura pas duré plus d'une saison. La charia est loin d'être soluble dans la démocratie, comme on a pu le constater une fois de plus en Tunisie, par exemple, où des comédiens agressés par des "salafistes" ont été présentés devant le juge, accusés par la police d'attentat à la pudeur ! » « La fin d'une idylle », Reda Bekkat, *El Watan*, 9 juillet 2013.

*El Watan* a même placé ces événements du 5 juillet 2013 et leurs conséquences à une échelle internationale alors que *La Presse*, en revanche, n'a que très rarement recontextualisé la situation égyptienne sur la scène internationale. Enfin, la dernière grande différence qui nous est apparue lors de notre analyse, est le choix des angles d'attaque de chacun des titres. *La Presse* adopte des angles portés tant sur le politique que le social, puisqu'il est question dans les articles parus de l'avenir politique du pays, des éléments sociaux et politiques qui ont mené à une telle situation ou encore du quotidien des Égyptiens au lendemain de la destitution de Morsi. Dans *El Watan*, l'angle d'attaque politique prévaut (60% du corpus) qu'il soit question de relater les événements de manière très factuelle ou de mener une analyse fine et critique de la situation, alors que l'approche sociale ne représente que quatre des trente-trois articles (soit 12,1%

seulement). En définitif, le traitement du coup d'État égyptien diffère énormément d'un pays à l'autre et le critère le plus frappant reste la mise en corrélation avec les situations locales de chacun. À travers cette analyse du traitement de l'information, nous pouvons en exergue les différences entre ces deux pays et par conséquent la raison pour laquelle ils ne vivent pas les changements régionaux, dont la destitution de Morsi, de la même manière.

Ces deux journaux ont, comme nous l'avons observé plus haut, traité un même événement d'une manière propre à chacun et ce sont ces choix divergents qui nous éclairent sur la spécificité de chacun des pays. La Tunisie, tout d'abord, a vu tout son paysage médiatique muter après la chute de Ben Ali. Les chaînes de télévision se sont libérées de l'emprise du pouvoir, les rédactions de presse ont été recomposées et Internet est devenu, plus qu'un média légitime, un espace d'expression public ouvert à tous (ceci ayant même propulsé la pratique du journalisme citoyen). La Tunisie a tenté de se reconstruire politiquement en évitant toute violence et malgré quelques heurts au lendemain de la chute du dictateur, c'est dans le calme et la transparence que des élections ont eu lieu. Elles ont conduit au pouvoir le parti Ennahdha, un parti islamique considéré comme le plus modéré de la région, et c'est sans doute en cela que la Tunisie refuse de faire un quelconque parallèle avec le cas égyptien. En effet, rappelons qu'au lendemain de la chute de Moubarak, il a été difficile d'atteindre une stabilité politique en Égypte et ce n'est qu'après quatre consultations électorales que Mohammed Morsi accède au titre de Président. La stabilité politique et sociale est loin d'être atteinte dans le pays puisque la mobilisation de rue persiste et la menace d'un régime islamiste incarné par les Frères musulmans effraye. En destituant Morsi le 5 juillet 2013, le pouvoir militaire a réduit les chances de voir une stabilité politique s'installer dans le pays.

Ces trajectoires très différentes se remarquent moins lorsque l'on prend le cas algérien, comparativement au cas égyptien. L'Algérie bénéficie certes d'une relative liberté d'expression, le code de l'information de 1990, puis de 2012, offre une certaine liberté à la presse. Les médias révèlent des scandales politico-

financiers et accordent une place importante au traitement de sujets sociaux comme le souligne Aïssa Merah<sup>100</sup>. Les Algériens eux-mêmes se définissent par leur esprit révolutionnaire qui, durant les cinquante dernières années, les a animés comme le rappelle Louisa Dris-Aït Hamadouche. « *Durant ces seules cinquante dernières années, les Algériens se sont révoltés pour une indépendance jugée inachevée, pour une démocratie jamais aboutie et pour un idéal islamique transformé en violence terroriste*<sup>101</sup>. » On observe aujourd'hui les conséquences de cet acharnement qui n'a jamais payé. « *Les Algériens [...] arrivés à la conclusion que leurs révoltes exigeaient des sacrifices qui n'étaient pas à la hauteur des demi-victoires qu'ils obtenaient in fine*<sup>102</sup> » ne se révoltent plus. Ils ont été les simples spectateurs du Printemps arabe, constatant les dégâts chez leurs voisins mais ne souhaitant surtout pas revivre ce qu'ils ont vécu. C'est en cela que les Algériens, et en l'occurrence la presse algérienne, se sont directement sentis impliqués dans les événements égyptiens et ont tout naturellement effectué le parallèle, tiré les conclusions de cette situation pour l'appliquer à leur situation politique actuelle, comme pour se protéger. Un pays qui s'est sans cesse révolté mais qui est aujourd'hui las de fournir des efforts sans résultats, a davantage la capacité de tenir une analyse critique de la situation en Égypte.

---

<sup>100</sup> Merah A., « Les sujets sociaux dans les médias algériens. Pour une sociomédiatique professionnelle », *Revue internationale communication sociale et publique*, UQAM, 2009.

<sup>101</sup> Dris-Aït Hamadouche L., « L'Algérie face au "printemps arabe" : l'équilibre par la neutralisation des contestations », *Confluences Méditerranée*, n°81, 2012, p. 55-67.

<sup>102</sup> *Ibidem*.

## **« La primavera arabe » en Amérique latine. Contributions politiques et numériques des jeunes Latino-américains**

*Nayra Vacaflor, université Bordeaux 3*

Amérique Latine et Moyen-Orient, régions lointaines et dissemblables, possèdent des liens de différents types qui les unissent depuis des années. À partir des années 2000, les deux latitudes se sont rapprochées de manière croissante, en raison de l'impulsion et des intérêts promus par les gouvernements latino-américains pour développer des coopérations entre les deux continents. Cette impulsion est aussi marquée par la diffusion des différentes émissions télévisées sur les pays arabes ainsi que des *telenovelas* (feuilletons) exportées vers les pays arabes. Elles se rapprochent aussi *via* la migration arabe<sup>103</sup> sur différents pays de l'Amérique latine, comme c'est le cas pour le Brésil, l'Argentine, la Colombie et le Mexique.

Il est bien évident que la « primavera arabe<sup>104</sup> » a eu quelques conséquences dans les usages et les appropriations des médias et médias numériques en Amérique latine. Le rapprochement économique et/ou migratoire est une cause importante des retentissements de cette révolution, mais c'est surtout l'histoire propre des révolutions en Amérique latine qui a joué un rôle

---

<sup>103</sup> Selon le Secrétariat permanent de SELA. « Las relaciones de América Latina y el Caribe con el Medio Oriente : Situación actual y áreas de oportunidades ». SELA. Caracas, Venezuela. Marzo 2011. 10 millions de personnes du Moyen-Orient résident au Brésil, 3,5 millions de Syriens et Libanais en Argentine, plus de 2 millions en Colombie et 2,4 millions de migrants arabophones au Mexique.

<sup>104</sup> Traduction en espagnol du français « printemps arabe ».

déterminant. Un rapprochement « mimétique » à travers le temps et une identification aux faits révolutionnaires se sont révélés suite aux événements de cette révolution arabe.

Ce chapitre propose une vision générale de la perception que les jeunes en Amérique latine ont pu avoir, dégager et formaliser à travers différents outils médiatiques. Il s'agit de comprendre comment certains jeunes se sont révoltés dans leurs propres villes, créant des manifestations publiques (ou autres), appelant à la « conscience de la liberté de la parole », comme l'a remarqué Sawsan Zaida, vice-présidente de la « Conférence Amarc<sup>105</sup> » pour le Moyen-Orient et l'Afrique de Nord. Elle qualifie les contenus médiatiques sur les révolutions arabes, comme des lieux cruciaux et utiles pour se réunir et débattre sur ces révoltes. Leur impact dans le changement politique, organisationnel et communicationnel des pays arabes a été fortement ressenti par les populations jeunes en Amérique latine.

Pour mener à bien cette recherche sociologique, nous avons utilisé des méthodes de la cyber-immersion afin de recueillir des témoignages, et établi un questionnaire sur les actions numériques que ces jeunes Latino-américains (17-30 ans) ont réalisées lors du printemps arabe. 21 jeunes font partie de cette enquête sur les différents pays qui ont répondu au questionnaire (8 en Bolivie, 7 au Brésil, 6 au Chili). Nous avons pu réaliser 7 entretiens *via* Skype avec des personnes plus « impliquées » pendant la « primavera arabe ». Trois axes se dégagent suite à cette enquête : le retentissement révolutionnaire par les jeunes « cyber-journalistes », la contribution numérique à ces revendications, la citoyenneté latino-américaine et la démocratie renforcées par les actes des jeunes des pays arabes.

### **Retentissements révolutionnaires : jeunes Arabes, jeunes Latino-américains**

Les dictatures vécues dans les trois pays retenus pour cette recherche, à savoir le Chili, le Brésil et la Bolivie, ont marqué l'histoire de ces pays. Des processus révolutionnaires ont secoué le monde latino-américain pendant de longues périodes. Les

---

<sup>105</sup> Amarc est une organisation internationale non gouvernementale au service du mouvement des radios communautaires qui regroupe 4 000 membres et associés dans plus de 110 pays.

dictatures militaires au Brésil (1964-1985), au Chili (1973-1990) et en Bolivie (1964-1982) ont un point en commun : « le Plan Condor ». Ce dernier a permis de poser les bases d'une coopération militaire et policière des pays participants. Dans le cadre de ce plan, les opposants politiques étaient arrêtés dans un des pays participant à l'alliance secrète et renvoyés vers leur pays d'origine, ou bien restaient détenus dans ces pays. Certains affirment que le premier théâtre d'opération du Plan Condor a été le Brésil, première des dictatures militaires des années 1970-1980.

Ce vécu fait de ces pays un lieu privilégié pour étudier les rapports de cette histoire avec les récentes révolutions arabes (et bien sûr les récentes révolutions « jeunes » luttant pour le bien-être économique, social et éducatif des jeunes Latino-américains). Les révolutions arabes ont eu un impact dans le discours des jeunes de ces différents pays.

La situation dans le monde arabe se retrouve pleinement dans la définition de Lénine des situations révolutionnaires : « *ceux d'en bas, ils ne supportent pas de vivre comme jusqu'à maintenant et ceux d'en haut, ils ne peuvent gouverner comme avant*<sup>106</sup>. » Les divisions des forces armées dans les régimes arabes, la désertion et le changement du côté des rebelles des ministres du gouvernement libyen sont des exemples clairs de cette crise de la classe dominante. De la même manière, les mobilisations des masses dans les divers pays expriment ce sentiment que ceux d'en bas ne tolèrent pas de continuer comme avant.

Néanmoins, il n'est pas toujours évident que les situations révolutionnaires se convertissent en révolution. Et nous parlons d'une révolution car l'altération objective se combine avec une altération subjective dans laquelle les masses sortent des règles de l'ordre afin de conduire des actions révolutionnaires, suffisamment vigoureuses pour détruire l'ancien gouvernement ou régime.

Nous l'avons bien perçu lors de l'analyse des résultats de notre enquête quand nous avons posé la question : « Trouvez-vous des ressemblances entre la "primavera arabe" et les faits actuels et/ou historiques de votre pays ? ». Cent pour cent des jeunes ont

---

<sup>106</sup> Traduit par l'auteur. Leggett G., *The Cheka : Lenin's Political Police*. Oxford University Press, 1987, p. 197-198.



répondu positivement à cette question et citent des exemples : « *le manque de liberté d'expression qu'ont vécu mes parents pendant la dictature* » (Pablo, 23 ans, Bolivie) ; « *le militarisme comme effet immédiat de répression ici ou là-bas, est insupportable !* » (Carla, 18 ans, Chili) ; « *nous venons de vivre la "primavera arabe" du Brésil, je pense que cela se rapproche car même si on n'est pas sous un gouvernement dictatorial ou bien religieux on est dans la même galère que les jeunes Arabes...* » (Angelica, 30 ans, Brésil).

Pour ces jeunes, l'occupation de la Place Tahrir en Égypte, la chute de Mubarak, la lutte armée de la résistance libyenne pour faire tomber Kadhafi ou les mobilisations des masses qui, malgré la forte répression, se maintiennent et s'intensifient pour se défaire des dictatures en Syrie, au Yémen au Bahreïn, etc., sont l'expression de cette prédisposition des masses à réaliser des actions révolutionnaires pour changer la situation actuelle. Dans cette tâche, la classe ouvrière et les masses populaires peuvent être victorieuses ou défaites mais ce qui caractérise la révolution, c'est cette disposition à conduite des actions révolutionnaires de forme systématique et à prendre le pouvoir, sortant du contrôle des régimes instaurés.

Cette mobilisation populaire s'est accompagnée des usages et performances d'Internet. Plusieurs facteurs médiatiques ont fait que ces révolutions arabes ont créé un réflexe d'identification en Amérique latine. Les populations latino-américaines, comme le souligne Blanco Navarro, ont tout de suite adhéré à ces revendications. Les jeunes « *cyber-journalistes ont suivi les faits sur les réseaux sociaux, créant eux mêmes une participation citoyenne latino-américaine aux révolutions arabes*<sup>107</sup> ».

Cette « cyber-révolution » peut aussi trouver une explication à travers les propos de Trotsky sur la révolution :

*« Le trait caractéristique plus discutable des révolutions c'est l'intervention directe des masses dans les mouvements historiques [...] dans les moments décisifs, quand l'ordre établi s'est fait insupportable pour les masses, ces dernières*

---

<sup>107</sup> Traduit par l'auteur. María J., Navarro B., *Primavera Árabe. Protestas y Revueltas. Análisis de factores*. Instituto Español de Estudios Estratégicos, Julio 2011. Disponible sur : [http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs\\_opinion/2011/DIEEE052-2011Primaveraarabe.pdf](http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2011/DIEEE052-2011Primaveraarabe.pdf)

*cassent les barrières qui les séparent de la classe politique, abattent leur représentants traditionnels et, avec leur intervention, créent un point de départ pour le nouveau régime [...] <sup>108</sup>. »*

Ces révolutions (arabes, ou bien des « Indignés », ou bien plus lointaines à l’instar des révoltes pendant les dictatures en Amérique latine ou même en Europe) ont bien un impact dans les mouvements historiques de ces continents. Les jeunes, figures notables de ces différentes « révolutions », semblent comprendre l’importance de leur rôle pendant ces processus de revendication et ils le font à travers les médias :

*« Moi je crée mon blog, ma page Facebook pour les révolutions, mais je suis quelqu’un d’engagé, je sais que cela est important pour moi et pour certains jeunes. Pas tous ! Malheureusement il y en a certains qui s’en fichent de ce qui se passe dans le monde..., moi sincèrement j’aurais voulu mettre la main à la pâte et "faire" et non pas sembler le faire. » (Pablo, 23 ans, Bolivie).*

À ce propos, Howard Rheingold, auteur de *Smart Mobs*, soulève que les différents faits révolutionnaires reflètent une citoyenneté qui génère une participation démocratique de l’expression libre, organisant des actions collectives afin de créer interactions et réactions <sup>109</sup>.

### **La contribution numérique aux revendications des jeunes « cyber-journalistes »**

*« Nous avons senti une forte identification avec les jeunes Arabes pendant la révolution, surtout quand la Tunisie s’est levée », nous disait Romeo, un des jeunes cyber-journalistes boliviens. Il est intéressant de voir que ces jeunes tiennent à signaler les avantages de l’utilisation des outils numériques. Francis Fukuyama mentionne qu’« ils maîtrisent les outils technologiques et utilisent les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter pour diffuser des informations et organiser les*

---

<sup>108</sup> Traduit par l’auteur. Trotsky L., *Historia de la revolución rusa (Istoria ruscoi revolutsii)* Tome 1, chapitre 11, « La dualidad de poderes ». Disponible sur : [http://www.marxists.org/espanol/trotsky/1932/histrev/tomo1/cap\\_11.htm](http://www.marxists.org/espanol/trotsky/1932/histrev/tomo1/cap_11.htm)

<sup>109</sup> Traduit par l’auteur. Rheingold H., *Multitudes Inteligentes : La próxima revolución social (Smart Mobs)*, Gedisa, 2004.

*manifestations. Même lorsqu'ils vivent dans des pays qui organisent régulièrement des élections démocratiques, ils ne se sentent aucun lien avec l'élite politique au pouvoir<sup>110</sup>. »*

Par leur facilité d'utilisation et leur instantanéité, les réseaux sociaux ont été de véritables vecteurs d'information et de communication. Clemencia Rodriguez, introduit dans ses propos les médias comme vecteurs de citoyenneté. Pour elle, « *produire les produits médiatiques par soi-même implique d'avoir l'opportunité de créer les propres images de soi et de l'entourage ; implique de pouvoir re-codifier la propre identité avec des signes et codes choisis par soi-même, cela implique aussi de se convertir en narrateur de sa propre histoire et reprendre ainsi une voix propre<sup>111</sup>* ». En effet, ces moyens de communication ont permis à la révolte de prendre corps et d'essaimer ; c'est notamment à travers la diffusion de vidéos que les messages sont passés.

Pour les jeunes Latino-américains, Internet a permis d'abord un accès quasi instantané à des informations que le pouvoir en place aurait voulu cacher, même s'ils n'ont pas suivi forcément les évènements au jour le jour.

*« J'ai suivi quelques trucs sur Internet mais la plupart des vidéos étaient en français ou anglais... mais moi je ne parle aucune de ces langues, du coup j'ai trouvé quelques sites en espagnol où je m'informais, mais la plupart venait de chaînes connues comme la CNN en espagnol ou d'autres chaînes américaines. »* (Cecilia, 23 ans, Chili).

La plupart des informations sur la révolution arabe passaient pour certains par les médias traditionnels (même si le visionnage était sur Internet). L'émission directe des informations émises par le citoyen « arabe » ou « immigré » n'était pas forcément comprise par les jeunes Latino-américains. Tout d'abord, la barrière linguistique était en effet une source d'« incompréhension » des

---

<sup>110</sup> Traduit par l'auteur. Fukuyama F., *Internet et la révolution*. Disponible sur : <http://www.courrierinternational.com/article/2013/07/06/francis-fukuyama-la-revolution-des-classes-moyennes>

<sup>111</sup> Traduit par l'auteur. Rodriguez C., « De medios alternativos a medios ciudadanos : trayectoria teórica de un término ». In *Press Citizens' Media*. Encyclopedia of Social Movement Media. Newbury Park : Sage Publications, 2009.

messages et cette barrière empêchait de regarder les vidéos citoyennes et de consulter les quantités innombrables des pages Facebook de soutien pendant la « Primavera arabe ».

*« Quelques journaux nous donnaient d'autres éléments, notamment les journaux électroniques comme Indymedia<sup>112</sup> et là, nous nous y retrouvions beaucoup plus... »* (Jorge, 30 ans, Chili.)

Ce site, à travers quelques articles, dénonçait la corruption, la répression et la torture mises en place par le régime tunisien et couvrait les difficultés socio-économiques de la population. La création des proxys, qui permettent de se connecter en passant par l'étranger, était mentionnée comme l'une des méthodes pour déjouer la censure. Malgré ces efforts, ces méthodes ne sont pas infaillibles : quelques États, comme l'Égypte, ont réussi à couper Internet dans tout le pays pendant cinq jours, après avoir effectué des blocages ponctuels sur Twitter et Facebook. Quelques jeunes interviewés nous démontrent que le pouvoir des nouveaux médias a aidé à ce que la révolution se fasse de plus en plus forte. Certainement le rôle qu'Internet a joué dans les manifestations populaires est important. Mais pour certains jeunes cyberactivistes latino-américains, ce n'est la source principale :

*« Moi j'ai participé très profondément à la révolution arabe en mobilisant mon groupe politique. Je suis un cyber-activiste et nous avons fait plein de réunions à travers notre page Facebook de soutien pour la révolution. Je considère néanmoins que l'important c'est la stratégie que nous adoptons et les actions que nous menons sur le terrain à partir d'un outil informatique, du coup la réunion physique, la discussion engagée... »* (Eliana, 26 ans, Brésil).

Ainsi, l'exercice de droits et de devoirs se développe conjointement avec une action. Le cyberactivisme pour certains de ces jeunes serait une conséquence directe de l'usage des outils qu'offre Internet, ou plus précisément le web 2.0. Pour eux, les

---

<sup>112</sup> Le CMI, Centre de médias indépendants, est un réseau de collectifs journalistes organisés pour la création d'un moyen radical, fidèle et passionné de dire la vérité. Il est élaboré pour inspirer les gens qui continuent à travailler pour un monde meilleur, malgré la désinformation des médias classiques et pour couvrir médiatiquement les efforts pour libérer l'humanité. Disponible sur : <http://www.indymedia.org/fr/static/about.shtml>

réseaux sociaux sont les principaux dispositifs qui permettent l'interactivité et la visibilité.

Le cyberactivisme, selon David Ugarte, ce n'est pas une technique mais une stratégie, et « *toute stratégie suit le changement de l'agenda public, l'inclusion d'une nouvelle thématique dans l'ordre du jour de la grande discussion sociale à travers la diffusion d'un message précis et sa propagation à travers le "bouche à oreille" multiplié par les moyens de communication et publications électroniques individuelles*<sup>113</sup> ». Ces propositions sont donc faites à travers Internet pour dénoncer et/ou résoudre une situation. Elles servent en quelque sorte à mettre la pression sur ceux qui la commentent ou l'acceptent alors que cette situation peut devenir un problème.

Le cyberactivisme est une nouvelle façon de concevoir et d'exercer la citoyenneté. Du côté arabe ainsi que latino-américain, nous nous retrouvons dans un activisme participatif et politique qui rend compte des appropriations numériques « démocratiques » même si dans la pratique cela n'englobe que quelques individualités (on ne parle pas des masses). Le cyberactivisme peut mener à une communication horizontale, multidirectionnelle et dynamique. Nous pourrions affirmer, selon notre étude, que le web 2.0 pendant la « Primavera arabe » ne favorise pas seulement la communication elle-même, c'est-à-dire l'interaction, la participation, le dialogue, mais aussi une nouvelle dimension de citoyenneté. On parle plus d'une citoyenneté 2.0 (par extension de l'usage du web 2.0) basée elle-même sur la participation à travers l'expression d'opinions et de points de vue. L'Argentin Alejandro Piscetelli parle d'une attitude 2.0, qui serait l'attitude relationnelle, participative, ouverte aux diversités et aux changements<sup>114</sup>.

Certains jeunes considèrent la « *popularisation des réseaux sociaux comme un vecteur de pouvoir au vu des protestations que nous pouvons élever contre les gouvernements, les politiciens ou les grandes entreprises...* » (Romeo, 30 ans, Bolivie).

---

<sup>113</sup> Traduit par l'auteur. Ugarte D., *El poder de las redes*. España ediciones : El Cobre, 2007.

<sup>114</sup> Traduit par l'auteur. Piscetelli Alejandro. *Nativos Digitales. Dieta cognitiva, inteligencia colectiva y arquitecturas de la participación*, 2009.

Il y a peu d'années, cela était le privilège de quelques experts qui connaissaient très bien l'outil informatique ; mais la démocratisation des nouveaux médias et la capacité à émettre les messages et à se mettre en relation rapidement avec d'autres personnes, ont fait de cette popularisation un pouvoir de plus en plus fort.

### **La citoyenneté latino-américaine et la démocratie renforcée par les actes des jeunes des pays arabes**

Les révolutions arabes restent bien évidemment dans l'imaginaire collectif des jeunes Latino-américains interviewés, d'autant qu'elles font écho aux révolutions qu'ils ont eux-mêmes connues. « El invierno chileno » (l'hiver chilien, 2011) traduit la révolte des jeunes étudiants chiliens qui s'insurgeaient contre des services publics très chers et de mauvaise qualité (éducation et santé, notamment), l'indigente infrastructure rurale, les salaires très bas, le manque de protection du travail, les politiques environnementales corrompues, etc. Ces manifestants, selon le journaliste Armen Kouyoumdjian, se sont réunis aussi grâce à quelques médias numériques : « *la mobilisation a été forte, mais sans écoute, censurée... comme dans l'ancienne dictature de Pinochet*<sup>115</sup>. »

*« Nous avons voulu faire comme dans les pays arabes, mais nous n'avons pas eu la force suffisante de faire bouger notre gouvernement. On a eu beaucoup de censures, même si nous étions beaucoup dans la rue en ce mois d'août, froid... et plein d'espoirs. »* (Luis, 30 ans, Chili).

Les protestations de 2011 ont pris une ampleur impressionnante ; Luis n'est pas resté seulement dans la posture des victimes, il a aussi rédigé un article<sup>116</sup> pour le « Movimiento Generación 80 (G-80) », un groupe de personnes avec différentes positions idéologiques et politiques des années 80. Ce groupe participe

---

<sup>115</sup> Traduit par l'auteur. Kouyoumdjian A., « Después de la primavera árabe... el invierno chileno. Porqué los chilenos protestan tan indignados ? » Disponible sur : <http://elchileno.cl/world/nacional/1035-despues-de-la-primavera-arabe-el-invierno-chileno-ipor-que-los-chilenos-protestan-tan-indignados-.html>

<sup>116</sup> Traduit par l'auteur. Casado L., « Después de la primavera árabe, el invierno chileno... » Disponible sur : [http://www.g80.cl/noticias/columna\\_completa.php?varid=12826](http://www.g80.cl/noticias/columna_completa.php?varid=12826)

activement à la lutte contre la dictature. Il a créé un journal numérique où les citoyens peuvent rédiger des articles et faire des commentaires. Ce média numérique « communautaire » relaie des informations qui traduisent une nouvelle façon de s'exprimer librement. Plusieurs articles sur la révolution arabe ont été aussi répertoriés dans ce média, nous permettant de cette manière d'interviewer Luis afin de connaître ses démarches citoyennes envers ces événements. « *Je suis dans et pour la lutte des égalités, toute révolution pour moi est importante... je suis convaincu que les jeunes mobilisés, ici ou là-bas, (en faisant référence aux pays arabes), vont changer le monde...* »

Pour lui, faire partie d'un groupe qui partage les mêmes principes est essentiel. Cela montre que son identité est aussi forgée par ces conceptions et qu'il distingue bien ses contributions à la ligne éditoriale de ce journal ainsi que sa participation aux manifestations. « *Je ne suis pas quelqu'un qui reste dans un coin, je suis quelqu'un qui va faire bouger d'autres jeunes.* » Le rôle de ces jeunes se rapproche encore une fois de la participation des gens qui racontent leur vécu comme s'ils étaient en train de le revivre, comme si cela sortait de « *la bouche sociale de la réalité et du contexte quotidien*<sup>117</sup> ». C'est là où convergent les voix de ces jeunes, non pas comme des simples consommateurs médiatiques, mais comme des sujets participatifs qui apportent des contenus aux constructions narratives révolutionnaires.

Nous pouvons alors rebondir sur « le printemps brésilien » qui a eu lieu en juin 2013. Notre enquête auprès des jeunes brésiliens, nous a révélé qu'ils faisaient partie d'un grand ensemble de « Indignados » qui voulaient faire passer un message comme le message que les jeunes Arabes ont fait passer lors de leur printemps. Angelica témoigne : « *J'ai convoqué mes amis universitaires à travers les réseaux sociaux surtout avec la chanson qui fait le "buzz" ici... si tu regardes*<sup>118</sup> *mes vidéos tu*

---

<sup>117</sup> Traduit par l'auteur. Blake W., « Los medios de comunicación comunitaria: "la boca social" ». Sistema de Comunicación para la Paz. Disponible sur : <http://www.sipaz.net/>, cf remarque note 11.

<sup>118</sup> Plusieurs chaînes des jeunes brésiliens ont utilisé YouTube et cette chanson pour mobiliser des jeunes. Voici quelques liens qu'ils nous ont passés lors des entretiens : <http://www.youtube.com/watch?v=WQkjLfTxZ08> ; <http://www.youtube.com/watch?v=HcJ2yovo920> ; <http://www.youtube.com/watch?v=2Vk0zeKPXOg>

*verras ce que j'ai fait et comment j'ai appelé les gens avec "Vem prá rua" (Viens dans la rue), j'ai mobilisé pas mal de jeunes. » (Angelica, 30 ans, Brésil).*

Ces vidéos ont joué, comme dans le « printemps arabe », le rôle de médiateurs entre la répression et la manifestation dans la rue. Les différentes propositions de ces « médias alternatifs » nous montrent de nouveaux formats et genres, même si en termes esthétiques et de langages, ils manifestent encore un certain manque de maturité.

Les jeunes Brésiliens le disent : « *Nous avons vu un peu ce que les jeunes Arabes avaient fait, ce n'est pas des trucs professionnels... nous n'avons pas besoin de ça, ce qui est important c'est de passer le message en live... avec ton téléphone portable, comme les jeunes Arabes l'ont fait... on passe le vrai message à travers nos yeux... » (Jesser, 26 ans, Brésil).* L'innovation des chansons, des refrains, des commentaires, des tags, fait partie de la nouvelle lecture de ces productions médiatiques alternatives. Nommer ces manifestations comme faisant partie du « printemps brésilien » signifie déjà pour les jeunes enquêtés une reconquête du pouvoir...

À la différence du « printemps arabe » qui souhaitait rompre avec les systèmes dictatoriaux comme ceux de la Tunisie, de l'Égypte, de la Libye et du Yémen, où le combat a été mené contre des régimes très autoritaires et pour un nouveau système politique, fondamentalement pour la liberté, le « printemps brésilien » est un processus qui se développe dans un pays démocratique (élections transparentes, séparations des pouvoirs et croissance économique). Au Brésil, il ne s'agit pas de rédiger une nouvelle constitution ou d'établir un nouveau gouvernement. Le peuple cherche à enrichir la démocratie existante d'une plus forte participation citoyenne aux décisions et surtout, d'une nouvelle manière de combattre la corruption. Les jeunes réclamaient « *que toutes les grandes richesses du pays soient converties en ressources pour des programmes fondamentaux de santé, habitat, éducation et alimentation... ».*

Les mouvements sociaux du XXI<sup>e</sup> siècle exigent plus d'efficacité des gouvernements et une transparence totale de leur gestion. Il est bien évident que le « printemps arabe » et ses enjeux médiatiques, comme le « printemps brésilien » et « l'hiver



chilien », ont en commun les revendications sociales et la volonté d'un futur meilleur pour les nouvelles générations.

Les TIC et le rôle que les réseaux sociaux ont joué lors de ces événements dans les pays cités, peuvent être compris à travers les postulats du paradigme critique de la communication dont le processus a, comme objectif : transformer, libérer, émanciper l'être humain des postulats du positivisme, du fonctionnalisme et des relations de domination qui génèrent le système dominant de communication. Fondamentalement, « *le paradigme critique de la communication est inhérent à la praxis, à l'interaction sociale et à la construction du sens*<sup>119</sup> ». Nous pensons donc que ces médias numériques citoyens s'assument comme des piliers sur lesquels il devient possible de produire une communication qui vise au changement et à la transformation. Ces processus numériques peuvent avoir lieu, à travers des argumentations, des dialogues et la reconnaissance de l'autre, même si le récepteur est peut-être un sujet complètement différent.

### **Conclusion : dialogue de jeunes d'Amérique latine et du monde arabe**

Ce chapitre vise à démontrer que ces mouvements révolutionnaires, avec l'aide des nouveaux outils numériques, passent d'une communication fonctionnaliste à une communication pour le changement social, tout en donnant un rôle inédit aux jeunes, acteurs majeurs de celle-ci. Pour cela, ces « médias citoyens » insérés et réfléchis dans ce type de communication, se définissent comme des médias qui produisent des messages depuis l'action humaine, tout en comprenant de manière critique les dynamiques sociales pour transformer ou penser une réalité.

Luis Garay parle des « médias citoyens » à partir de critères émancipatoires, libérateurs et transformateurs de la société. Dans ce sens, « *la permanente construction/déconstruction de ce qui est public et privé dans notre monde actuel, le développement de la citoyenneté et de la société civile dans un contexte de tolérance et solidarité, la démocratisation inclusive et délibérative de la vie sociale dans chacune des instances de délibération, constituent*

---

<sup>119</sup> Traduite par l'auteur. Navarro Diaz L.R., *Una reflexión sobre los medios ciudadanos : esferas públicas, movilizadores de identidades y contraidentidades de los sujetos políticos en Colombia*. Encuentros, 2010, p. 36.

*dans l'ensemble un unique et inséparable processus de changement-transformation de la société<sup>120</sup> ».*

Dans ce contexte, les contributions politiques et numériques des jeunes Latino-américains par rapport au « printemps arabe » peuvent se comprendre comme un espace nouveau pour comprendre non seulement la profondeur et la complexité de leur communication, mais aussi leurs pratiques numériques politiques.

---

<sup>120</sup> Traduite par l'auteur. Garay L., *Ciudadanía, lo público y democracia*. 2001 p. 50.



## **Printemps arabes ou printemps des peuples : le cas du Sénégal**

*Hadj Cissé, Association AMEDDIAS et correspondant du  
CREM (université de Lorraine)*

### **Introduction**

L'évolution d'une société peut se mesurer à son système médiatique qui reflète le parcours et les nombreuses luttes entreprises pour faire avancer la démocratie. Les médias du Sud, fortement marqués par une faiblesse des infrastructures, ont grandi au rythme des différents changements d'ordre structurel mais aussi informationnel. Ils ont pu intégrer des apports médiatiques extérieurs pour ériger un système à la mesure des aspirations nationales. Le système médiatique sénégalais n'échappe pas à ce principe de fonctionnement ayant connu des phases de développement liées à sa propre évolution politique. Dakar, la capitale, a joué un rôle historique durant la période coloniale, étant la capitale de l'Afrique occidentale française (A.O.F.) créée en 1895 ; métropole à la fois culturelle, administrative et politique, elle a pu bénéficier de toute la logistique nécessaire pour devenir le siège de toute l'A.O.F. Sa situation géographique idéale – elle est située à l'extrême ouest de l'Afrique, non loin du littoral atlantique – est un atout majeur que les colonisateurs vont exploiter pour étendre leur domination. Dans cette quête d'hégémonie, les médias ont été les principaux catalyseurs pour séduire, apaiser et baliser le terrain afin de permettre aux nations impérialistes de renforcer leurs pouvoirs dans les territoires conquis. Le rôle des médias est indissociable de la vie quotidienne des citoyens et, en tant que

tels, ils sont les miroirs des actions sociales en œuvre dans l'espace public sénégalais<sup>121</sup>.

Depuis quelques années, le champ médiatique africain est devenu un espace de réflexion pour les chercheurs, avec notamment des productions scientifiques qui témoignent de la richesse et de l'importance de ce domaine. Le défunt professeur André-Jean Tudesq, éminent spécialiste des médias en général et des médias africains en particulier, en créant le Groupe de recherche et d'études sur les médias (GREM) a mis en place le Centre d'études des médias (Cémi)<sup>122</sup>, jetant ainsi les bases d'une grande bibliographie dans ce domaine. Longtemps négligés dans la connaissance des sociétés africaines, les médias sont devenus aujourd'hui l'objet de toutes les attentions en raison de leur rôle avant-gardiste et révélateur des tensions sociales en jeu dans un espace donné. Plusieurs chercheurs du Sud ayant fait leur cursus en France sont devenus aujourd'hui les principaux auteurs qui alimentent et éclairent cette dimension médiatique<sup>123</sup>. La littérature dans ce domaine est très prolifique, mais les médias demeurent un sujet en perpétuel mouvement et il convient à chaque fois de les revisiter à l'aune des nouvelles pratiques en rapport avec l'évolution des sociétés.

Si de nos jours avec l'avènement de l'internet et des technologies de l'information et de la communication (TIC), on assiste à une démocratisation de l'information, force est de constater que les médias ont toujours été à la hauteur des principes qui gouvernent l'aspiration des peuples à vouloir accéder à de meilleures conditions de vie. Au Sénégal, les médias ont accompagné l'évolution des populations dans cette quête de survie malgré les menaces, les intimidations qui n'ont fait que renforcer la détermination des professionnels qui, au péril de multiples

---

<sup>121</sup> Bourdon J., 1997, *Introduction aux médias*, Paris, Édition Montchrestien, J.A., 1997, p. 12.

<sup>122</sup> Intégré aujourd'hui au sein de l'équipe d'accueil 4426 de l'université de Bordeaux MICA (Médiation, Information, Communication, Arts).

<sup>123</sup> Thèses soutenues dans l'EA 4426 de septembre 2012 à aujourd'hui, Bordeaux, MICA. [Http://mica.u-bordeaux3.fr/index.php/fr/publi-valo/theses-soutenues/910-theses-soutenues-de-septembre-2012-a-aujourd'hui](http://mica.u-bordeaux3.fr/index.php/fr/publi-valo/theses-soutenues/910-theses-soutenues-de-septembre-2012-a-aujourd'hui). Date de la dernière visite : 20/4/2014.

sacrifices, sont parvenus à jouer leur rôle d'équilibre et de stabilisateur des tensions sociales.

Il s'agit donc d'étudier l'évolution des médias dans un contexte précis et la sociologie compréhensive wébérienne semble appropriée pour comprendre les acteurs qui sont en jeu dans ce système qualifié de médiatique. Aussi un bref détour vers l'étude de la psychologie sociale paraît fondamental pour mieux comprendre les faits, les expliquer au vu des manifestations des masses populaires. À travers l'analyse des discours et une observation des faits sociaux, je tenterai d'expliquer les différentes mutations des médias sénégalais en révélant les pratiques discursives des acteurs en jeu dans cet espace public. L'idéal-type du système médiatique ici est fondé sur les principes fondamentaux que sont la liberté de la presse, le droit à l'information et le respect de l'éthique professionnelle. Il nous servira de repère pour comparer, critiquer au besoin et révéler les dysfonctionnements observés. L'approche historique est privilégiée pour deux raisons : d'une part, il est difficile d'asseoir une théorie des médias pour les médias du Sud et plus particulièrement pour le cas du Sénégal puisque les pratiques relativement jeunes sont encore loin d'être stables ; et d'autre part, les médias évoluent très vite dans le temps et l'espace, ce qui rend difficile toute projection dans le futur.

L'étude de quelques aspects de la psychologie des foules permettra d'éclairer cette dimension humaine qui caractérise souvent les mouvements de révolte, de contestation d'un ordre préétabli. Comme nous le dit si bien Gustave Le Bon « *La connaissance de la psychologie des foules est aujourd'hui la dernière ressource de l'homme d'État qui veut, non pas les gouverner – la chose est devenue bien difficile – mais tout au moins ne pas être trop gouverné par elles*<sup>124</sup>. »

Cette foule est non pas dépourvue de créativité intellectuelle mais débordante d'initiatives, comme le précise Serge Moscovici : « *Ce qui distingue les foules, c'est l'existence ou non d'une organisation. Les unes, naturelles, obéissent à des lois mécaniques ; les autres, artificielles, se conforment à des lois*

---

<sup>124</sup> Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, 1895, Édition Félix Alcan, 1905, p. 14. [http://classiques.uqac.ca/classiques/le\\_bon\\_gustave/psychologie\\_des\\_foules\\_Alcan/foules\\_alcan.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/le_bon_gustave/psychologie_des_foules_Alcan/foules_alcan.html)

*d'imitation sociales. Les premières rabaisent l'intelligence individuelle, les secondes la rehaussent au niveau d'une intelligence sociale que le chef partage avec tous*<sup>125</sup>. »

Les mouvements sociaux tels qu'ils se généralisent un peu partout, bousculent même notre vision politique de la chose publique. On assiste à des phénomènes d'imitation liés aux soulèvements populaires qui touchent en ce moment toutes les populations souffrant d'un manque de démocratie. Le printemps arabe tel que nous l'avons connu, reflète le printemps des foules que nous retrouvons dans les révoltes populaires généralisées à travers le monde. Croyance et désir d'un monde meilleur sont les deux caractéristiques psychologiques que partage l'ensemble de ces peuples<sup>126</sup>.

### **Les principales mutations médiatiques**

*« Du tam-tam aux premiers clics de souris, en passant par la téléphonie mobile, le public sénégalais a essayé à chaque fois de s'adapter aux mutations technologiques. À chacune de ces étapes marquées par des bouleversements d'ordre structurel et conjoncturel, les médias ont su traduire les aspirations profondes du peuple à travers les différents supports de communication qui ont jalonné l'histoire du Sénégal*<sup>127</sup>. »

Le système médiatique fait sa première apparition durant la période coloniale avec le transfert technologique de l'imprimerie ; ensuite s'est installée une ère audiovisuelle durant la période postcoloniale et enfin, des années 80 jusqu'à nos jours, une période marquée par une informatisation du système médiatique donnant ainsi naissance à l'ère numérique. Le système médiatique est passé d'une logique émancipatrice durant la colonisation à une logique constructive aboutissant à l'avènement de l'indépendance du Sénégal. L'émancipation

---

<sup>125</sup> Moscovici S., *L'âge des foules*, Paris, Fayard, 1981, p. 222.

<sup>126</sup> Tarde G., *Les lois de l'imitation*, Réimpression, Paris, Éditions Kimé, 1993, éd. 1890-1895, 428 p., Site web [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html), <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.tag.loi1>. Date de la dernière visite : 12/12/2013.

<sup>127</sup> Cisse H.B., 2010, *La presse écrite sénégalaise en ligne : enjeux, usages et appropriation des technologies de l'information et de la communication par les journalistes (1980-2008)*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Metz, 496 p.

marque la présence des colonisateurs au Sénégal avec les décisions importantes venant de la France pour administrer la colonie ; après l'indépendance, les Sénégalais vont prendre leur propre destin en main, en s'efforçant d'apporter une touche nationale avec la construction de la future nation. Celle-ci a été marquée par une forte implication de l'État dans la ligne éditoriale des programmes, mais aussi dans la nomination des personnels. Les journalistes avaient surtout pour obligation de servir les autorités en faisant la promotion des principales décisions prises par l'administration, ce qui ne laissait pratiquement pas de place aux critiques et contestations. La plupart des citoyens, partie intégrante de ce système, adhéraient à ce principe puisque formatés par l'appareil étatique dans cette mouvance de parti unique. En l'absence de partis d'opposition, le parti étatique avait toute la latitude de gouverner avec le monopole des organes de diffusion.

Cependant, ceci n'aura pas empêché des voix discordantes d'intellectuels sénégalais qui, comprenant l'effet du pouvoir médiatique, créent leurs propres médias. D'abord avec les journaux clandestins et plus tard avec les radios privées sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, la démocratisation de l'accès à la bande FM pour les radios, mais aussi le Nomic (Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication) de l'Unesco qui a joué un rôle central dans la réorganisation et la distribution de l'information. Les pays sous-développés, en effet, réclamaient une meilleure considération et un équilibre dans la diffusion de l'information qui était unidirectionnelle, des pays industrialisés vers le reste du monde. Le problème de la circulation de l'information devient ainsi un enjeu majeur pour les États qui sont appelés à accompagner les médias dans leur évolution. Cette nouvelle réorganisation de l'information sera l'occasion pour les professionnels de l'information sénégalais de réclamer plus d'égards et plus de moyens. C'est ainsi que le Synpics (Syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal) sera mis en place plus tard, en décembre 1984, pour défendre les intérêts de la profession. Parallèlement, la vie politique nationale faisait sa mutation avec l'introduction du multipartisme qui permit aux citoyens et aux professionnels d'avoir accès aux informations engendrées par cette effervescence liée à l'abondance de l'actualité.



Il est vrai aussi que peu de journalistes avaient reçu la formation académique requise – qui se faisait souvent en France – et une fois formés aux rudiments du métier, ils partageaient leur expérience avec les « communicateurs traditionnels ». Dépourvus de formation académique, ces derniers ont toujours été présents dans le système médiatique sénégalais. De par leurs connaissances de la culture locale – étant des griots<sup>128</sup> pour la plupart –, ils assuraient la bonne transmission de valeurs ancestrales aux jeunes générations.

Presse et radio ont été les principaux éléments du système médiatique jusqu'au milieu des années 60, avant que la télévision ne fasse son apparition dans les foyers sénégalais. Ce nouveau média a élargi les possibilités d'information. Celui-ci a offert aux citoyens les moyens de voir en direct les acteurs de la vie politique, mais a aussi permis aux téléspectateurs de comprendre et de saisir les enjeux nationaux.

La première alternance politique, datant de 1981, allait consacrer l'avènement d'un multipartisme limité à trois partis, représentant les courants du socialisme, du marxisme et du libéralisme. La liberté d'expression commençait à devenir une réalité grâce à ces partis qui multipliaient les initiatives médiatiques afin de sensibiliser les populations à leurs principes. En dehors de leurs propres outils de communication – qui pour la plupart se résumaient au tract ou journal partisan –, ils n'avaient pas toute la latitude de pouvoir user de la radio ou de la télévision que le pouvoir en place gardait pour sa propre visibilité. Le pouvoir des médias durant ces périodes était dépendant des autorités gouvernementales et les journalistes étaient loin d'être libres dans la définition de leur ligne éditoriale. Les premières générations de journalistes qui avaient terminé leur formation, n'avaient qu'une seule alternative, celle de servir le gouvernement à défaut d'évoluer dans la clandestinité avec les journaux partisans ou dissidents. Les médias surveillés et contrôlés ne pouvaient évoluer en toute liberté.

En 1988, une crise majeure politique fut à l'origine du premier mouvement social initié par les jeunes générations qui ne toléraient plus les égarements du pouvoir en place. Une année

---

<sup>128</sup> Conteur et généalogiste traditionnel.

blanche fut décrétée aux lendemains des joutes électorales qui avaient amené le pays à l'état d'urgence puisque tout l'appareil étatique était paralysé à cause des soupçons de fraudes pesant sur les élections présidentielles. Les jeunes, accusés d'être les principaux acteurs des destructions d'édifices publics, étaient mis à l'index par les politiques. Les jeunes n'ayant plus d'espoir allaient se tourner vers d'autres modes d'expression tels que la musique rap qui pour eux représentait un moyen de s'épanouir en décriant tous les maux de la société sénégalaise. Ainsi naquit ce mouvement initié par la jeunesse qui affectera aussi la manière de s'informer non seulement des jeunes Sénégalais, mais de la population entière. Cela s'était traduit en effet par des apparitions sur les plateaux de la télévision nationale avec souvent des appels téléphoniques (nationaux mais aussi transnationaux) du public, à la radio aussi pour témoigner, prendre part aux débats ou tout simplement apprécier cette nouvelle musique rap. Celle-ci envahissait la sphère audiovisuelle où les jeunes rivalisaient dans la création artistique et, de manière active, interagissaient avec les médias. (Les Sénégalais se rappellent encore le précurseur du mouvement hip hop Libasse Sall, plus connu sous le sobriquet de MC Lida, le groupe Positive Black Soul avec Didier Awadi et Duggy Tee, etc.). Nouvelles sources d'informations pour les médias d'alors (radio, télévision) qui y trouvaient des créneaux pour communiquer avec le public, c'était le début de l'avènement d'une communication alternative<sup>129</sup>.

Cette valorisation de l'individu aura un impact social au Sénégal puisque elle donne naissance à de nouvelles vocations, modifiant en profondeur l'espace public sénégalais. La circulation et la diffusion des œuvres audiovisuelles issues du rap allaient créer de nouvelles sources de revenus et générer une valeur marchande. Dans les rues de la capitale, les marchands ambulants étalaient les photographies, des cassettes vidéo des célébrités nationales ou des guides religieux, mais aussi les cassettes audio

---

<sup>129</sup> Dia S. 2002, « Radiodiffusion et nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : usages, enjeux et perspectives », *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société*, Paris, Genève Karthala, Unrisd, 2003, p. 296, p. 312.

souvent musicales (rap etc.) ou religieuses qui se vendaient bien et dont les usages pénétraient dans les foyers sénégalais<sup>130</sup>.

C'est aussi l'avènement des animateurs qui à travers la radio et la télévision font la promotion de cette musique qui a du mal à s'imposer, puisque qualifiée souvent de musique rebelle. Ces animateurs ont suscité des vocations, tout en renforçant la corporation des professionnels et le pouvoir des médias. Ces animateurs faisaient, en effet, le bonheur des chaînes de radio ou de télévision grâce aux audiences enregistrées au niveau national, mais aussi transnational avec la participation des Sénégalais de la diaspora. Les hommes politiques ne tarderont pas à prendre conscience de la place grandissante qu'occupaient ces animateurs dans la sphère médiatique. Ils seront dès lors courtisés par les politiques voulant soigner leurs images et séduire les citoyens.

Qu'ils soient spécialistes des nouvelles tendances de la jeunesse ou profondément ancrés dans la tradition comme les communicateurs traditionnels, ces animateurs étaient partout adulés. Même les grands groupes de presse se faisaient la guerre pour s'attacher leurs services et accroître leur audience. Moïse Ambroise Gomis, Michaël Soumah, Simon Meledge, Abdoul Aziz Coulibaly, entre autres, faisaient le bonheur de la radio et de la télévision sénégalaise (RTS).

De 1985 à 1990, l'informatisation de la presse s'était développée avec l'introduction de l'informatique dans les salles de rédaction. Cette modernisation permettait aux médias d'être plus professionnels et cela n'a pas manqué de susciter des vocations dans la création et l'administration de groupes de presse. On assiste dès lors aux premiers grands groupes comme Sud Communication, WalFadjiri ou Le Soleil (l'ancien journal étatique qui tentait de se faire une nouvelle ligne éditoriale plus proche des préoccupations du quotidien des Sénégalais mais qui conservait quand même un attachement au pouvoir en place).

---

<sup>130</sup> Gueye C., « Enjeux et rôle des NTIC dans les mutations urbaines: le cas de Touba », *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société*, Paris, Genève Karthala, Unrisd, 2002, p. 180. Tall S.M., « Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication », *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société*, Paris, Genève Karthala, Unrisd, 2002, p. 235.

Les deux groupes de presse cités seront les principaux acteurs de la presse privée indépendante. Autonomes, ils s'érigent contre toutes les dérives du système politique. Ils mettent en place, en plus des quotidiens, des radios privées qui donnèrent naissance à une démocratie alternative accordant de plus en plus la parole aux citoyens, en langue nationale de surcroît. Cette ouverture des ondes aux citoyens libres de s'exprimer sera déterminante dans le rapprochement entre les médias et les populations. Elle renforcera ainsi le système médiatique qui n'avait pas intégré cette dimension participative, et partant citoyenne, des auditeurs. Les voix se libèrent en effet et font reculer toutes formes d'autocratie, renforçant ainsi la place centrale des médias dans l'équilibre des pouvoirs.

La télévision prendra aussi un nouvel essor puisque dans cette volonté de diversification des activités, les groupes de presse s'octroient des licences et montent leurs propres programmes. L'offre médiatique s'enrichit, ce qui contribue à l'élargissement de l'espace public où l'on voit apparaître de plus en plus de voix discordantes qui participent à l'élaboration d'une opinion publique. Là où les autorités étatiques rechignaient à donner la parole aux opposants, les médias privés se font un plaisir à les accueillir, faisant ainsi de la pluralité de l'information une réalité.

C'est ainsi que ces médias ont pu participer à l'avènement de la première alternance politique grâce à une couverture des élections de 2000, empêchant toutes possibilités de manipulations ou de fraudes au niveau des bureaux de votes. Tous les résultats étaient transmis en direct par les correspondants des différents médias qui grâce aux nouvelles technologies comme le téléphone portable, les portails et sites web d'information, renseignaient les Sénégalais sur l'issue du scrutin. On voit ainsi apparaître la montée en puissance du phénomène de la médiatisation qui entoure maintenant l'espace public sénégalais, mais surtout l'importance des médias qui deviennent incontournables dans la sphère politique en permettant aux citoyens de discerner les enjeux nationaux qui se dessinent. Cette médiatisation est une innovation d'autant plus qu'elle rompt avec une certaine *praxis* qui confinait les professionnels à un rôle beaucoup plus restreint<sup>131</sup>.

---

<sup>131</sup> Derville G., *Le pouvoir des médias*, Grenoble, PUG, 2013, p. 83.

Les médias, grâce au principe de l'*agenda-setting*, attirent l'attention des citoyens sur les faits de sociétés, et au Sénégal l'avènement de la presse privée indépendante contribuera à façonner une opinion publique de plus en plus critique. Les débats télévisés des acteurs politiques permettent aux citoyens de prendre non seulement la dimension de l'affect des candidats (en scrutant les moindres gestes, postures ou paroles des participants, ce qui se traduit en communication par le béhaviorisme), mais surtout de juger de la pertinence des points de vue des candidats (la rhétorique). Le multipartisme, en enrichissant l'actualité nationale, aura pour conséquence de faire naître chez certaines personnalités du champ politique et de la société civile des velléités de puissance.

En effet, devant l'importance des groupes de presse et le rôle qu'ils jouaient dans la diffusion des informations, certaines personnalités ont vu la nécessité d'en disposer pour mieux s'imposer politiquement. Cela va créer des malaises au sein des autorités gouvernementales en ce qui concerne l'octroi des licences d'exploitation délivrées souvent de manière laxiste. Face à ces dérives et sous la pression de l'opinion publique, les nouvelles autorités prennent des mesures restrictives afin d'assainir le secteur de l'audiovisuel. C'est ainsi que le président Macky Sall, interpellé sur la question par le secrétaire général du Synpics, appelait au respect des dispositions légales lors de la remise des cahiers de doléances des syndicats, le 1<sup>er</sup> mai 2013 :

*« Nous devons réglementer cela. Pourquoi laisser n'importe qui créer sa chaîne de télévision ? Il y a des cahiers de charges, il faut que les demandeurs de licences respectent les engagements. Il faut que les conditions soient définies clairement. On ne peut plus laisser des personnes parce qu'elles occupent des positions de pouvoir, disposer des licences de télévision<sup>132</sup>. »*

Les médias ont également participé à l'éveil des populations, notamment dans le processus électoral avec la quête des voix par les politiques. L'exception sénégalaise faisait que certains marabouts ou dignitaires avaient le pouvoir de peser sur leurs

---

<sup>132</sup> Macky Sall décrète la fin du « désordre » dans l'octroi des licences de télévision, APS, 01/5/2013. [Http://aps.sn/articles.php?id\\_article=112480](http://aps.sn/articles.php?id_article=112480). Date de la dernière consultation : 18/4/2014.

communautés religieuses ou traditionnelles afin de faire voter pour tel ou tel candidat. Le *Ndiggel* – mot wolof qui traduit une recommandation d’inspiration spirituelle et plus particulièrement musulmane – conférait à certains chefs religieux ce pouvoir d’influencer leurs disciples. Le travail des médias a été salubre puisqu’ils n’ont cessé de dénoncer ces dérives qui faussaient le jeu démocratique.

Cette théâtralisation, ou mise en scène de la vie politique, à laquelle les journalistes ont largement contribué ne sera pas sans conséquence puisqu’elle sera à l’origine de la montée en puissance du phénomène de la communication. Cela est perceptible à travers le recrutement de journalistes talentueux par les politiques qui en font des conseillers en communication installés un peu partout dans les ministères, ou cooptés par les partis opposants qui en font de précieux collaborateurs.

Ces principales mutations médiatiques seront renforcées par la numérisation de l’information qui facilitera la connexion des mouvements et réseaux sociaux au reste du monde. L’ère du numérique et des réseaux sociaux a beaucoup bénéficié de l’apport des émigrés qui longtemps ont assuré le transfert de technologie à travers la circulation des biens issus de la modernité. Ce fut d’abord l’apparition des cassettes audiovisuelles, des caméscopes, des téléphones portables et autres gadgets électroniques dans les foyers sénégalais témoignant de cette tendance à la modernité. En 2003, l’arrivée de la technologie ADSL<sup>133</sup> (liaison numérique asymétrique) va accroître les possibilités du numérique en permettant aux citoyens de s’abonner à des bouquets de chaînes satellitaires et de disposer de la vidéo à la demande. En 2002, on comptait 100 879 internautes et à partir de 2003, on note une explosion du nombre avec près de 216 405 abonnés. Le parc des abonnés s’est accru de 26 % en 2004 et les clients d’ADSL représentaient près de 40 % des abonnés d’internet avec 20 000 abonnés à l’internet dont 7 663 abonnés de l’ADSL, soit un taux de croissance du parc de près de 200 %<sup>134</sup>. Depuis, le nombre ne cesse de croître

---

<sup>133</sup> Asymmetric Digital Subscriber Line.

<sup>134</sup> Autorité de régulation des télécommunications du Sénégal (ARTP), Rapport annuel de 2004, p. 17-18. <http://www.artpsenegal.net/images/>

et à la fin du trimestre de 2013, le parc était de 1 220 738 abonnés avec un taux de pénétration de 9,02 %<sup>135</sup>.

Pour les professionnels des médias c'est une aubaine, l'offre informationnelle diversifiée demandant toujours plus de main d'œuvre qualifiée, surtout dans les domaines du numérique. Mais c'est aussi une ouverture au monde grâce à des connexions de plus en plus sécurisées. Les médias sénégalais ouvrent leurs horizons avec les journaux numériques et feront l'apprentissage de la diffusion en ligne. Ils seront influencés dans cette dynamique par la mondialisation des technologies de l'information et de la communication, mais aussi par un deuxième mouvement social interne émanant de la jeunesse sénégalaise en 2011, marqué par une forte utilisation de l'internet et des réseaux sociaux. Les médias étaient obligés de s'accommoder de ces deux dimensions à la fois technique et sociale. Les contributions des internautes étaient intégrées dans les plateformes en ligne et cela participait à la collecte et à la diffusion de l'information qui, au-delà de l'innovation technique, permettait de revoir le rapport aux lecteurs.

Ainsi, les journalistes sénégalais tenteront d'intégrer la dimension numérique, une nouvelle donne qui enrichit la profession même si elle bouleverse les habitudes de travail. Avec la prolifération des blogs (politiques, citoyens, d'actualités, etc.), la presse en ligne se dynamise et s'enrichit (reportages en ligne, diffusion de vidéo, blogs et forums de discussions etc.). Cela créera non seulement des opportunités de sujets pour l'*agenda-setting* mais participera aussi d'un autre type de journalisme, plus citoyen, plus réactif, plus participatif et plus démocratique. Ainsi devant la forte pénétration de la téléphonie mobile et du nombre d'abonnés (11 470 646)<sup>136</sup> – presque toute la population – les

---

documents/document\_Rapport\_annuel\_2004\_305.pdf. Date de la dernière visite : 20/4/2014.

<sup>135</sup> ARTP, rapport sur le marché des télécommunications au 30 juin 2013, Dakar, ARTP, 2013. [http://www.artpsenegal.net/images/documents/document\\_Analyse\\_du\\_marche\\_des\\_telecommunications\\_au\\_300613\\_440.pdf](http://www.artpsenegal.net/images/documents/document_Analyse_du_marche_des_telecommunications_au_300613_440.pdf). Date de la dernière visite : 20/4/2014.

<sup>136</sup> Autorité de régulation des Télécommunications et des postes, Observatoire de l'internet et tableau de bord au 31 décembre 2012, chiffres clés au 31/12/2012, [http://www.artpsenegal.net/telecharger/document\\_Tableau\\_de\\_bord\\_mobile\\_au\\_31\\_decembre\\_2012\\_414.pdf](http://www.artpsenegal.net/telecharger/document_Tableau_de_bord_mobile_au_31_decembre_2012_414.pdf)

médias en ligne lorgnent de plus en plus vers ce support pour fidéliser les lecteurs.

L'engouement de la population sénégalaise pour l'internet ne cesse de grandir, près de 628 621 d'abonnés pour l'année 2012 pour une population de près de 12 millions d'habitants avec près de 2,3 millions d'utilisateurs<sup>137</sup>. Les médias ont beaucoup participé à la visibilité des actions citoyennes et, par-delà, au rayonnement du pays à travers le monde. Ils demeurent la première source d'information pour les investisseurs, les touristes qui veulent un aperçu sur le contexte politique et socio-économique. Depuis la bulle internet de début des années 2000, les sites en ligne de presse se multiplient avec pas moins de 70 sites actifs, même si la moitié d'entre eux ne respecte pas les principes déontologiques qui guident la profession. On note souvent une transposition directe du journal papier vers le journal en ligne et des cas de plagiats avec des informations reprises par d'autres sites, sans citation de la source d'origine. Tout cela est à mettre au titre de ce long processus d'apprentissage qui fait de ces imperfections des motifs supplémentaires pour rectifier le tir.

Les journaux en ligne ont intégré les réseaux sociaux même si l'on note un fort engouement pour Facebook (730 940 utilisateurs en avril 2013) par rapport au microblogging Twitter (3 500 tweets par jour)<sup>138</sup>. La plupart des journaux sont présents sur le web social et peuvent non seulement suivre les tendances, les commentaires sur les articles diffusés, mais surtout dénicher l'information en temps réel. De plus en plus, ils font appel aux internautes qui, grâce aux possibilités numériques des appareils comme les téléphones portables, peuvent rapidement transmettre des fichiers multimédias à chaud.

---

<sup>137</sup> ARTP, Observatoire de l'internet et tableau de bord au 31 décembre 2012. [Http://www.artpsenegal.net/telecharger/document\\_Tableau\\_de\\_bord\\_internet\\_au\\_31\\_decembre\\_2012\\_\\_414.pdf](http://www.artpsenegal.net/telecharger/document_Tableau_de_bord_internet_au_31_decembre_2012__414.pdf). Date de la dernière visite : 15/6/2013.

<sup>138</sup> Niane B., « Twitter au Sénégal, on gazouille ... en boitant », *Osiris*, 2013. <http://www.osiris.sn/Twitter-au-Senegal-On-gazouille-en.html>. Date de la dernière visite : 20/4/2014.



### **Printemps arabes ou l'avènement des foules**

À l'instar de Mac Luhan qui prophétisait l'avènement d'un futur village global, Gustave Le Bon avait vu juste quand il annonçait dès 1895 dans son ouvrage *La psychologie des foules*<sup>139</sup> l'avènement des masses populaires, en faisant bien la distinction entre la masse et la foule<sup>140</sup>. L'inventeur de la psychologie des foules nous fournit des éléments de réponse sur les mobilisations populaires actuelles dans le monde, que d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier de printemps. Au-delà des différentes déclinaisons de ces mouvements de révoltes populaires, il convient de réfléchir sur la dimension anthropologique, voire psychosociale, des faits observés même si d'une certaine manière Gustave Le Bon exclut la dimension historique ou économique dans sa théorie<sup>141</sup>.

*« Les foules organisées ont toujours joué un rôle considérable dans la vie des peuples ; mais ce rôle n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. L'action inconsciente des foules se substituant à l'activité consciente des individus est une des principales caractéristiques de l'âge actuel<sup>142</sup>. »*

Pour notre part, nous ferons référence à l'action consciente des foules qui, par effet d'imitation, s'est propagée telle un tsunami aux quatre coins de la planète depuis le 17 décembre 2010 en Tunisie, et même bien avant. C'est à se demander si le printemps arabe fait des émules (Égypte, Libye, Bahreïn, Yémen, Algérie, Maroc...) et même dans les pays africains : les télégrammes diplomatiques de Wikileaks révélaient déjà au mois de décembre 2010 une certaine instabilité dans ces pays (Guinée, Mali, Zimbabwe, Sénégal, Côte d'Ivoire...) <sup>143</sup>.

### **La génération e-participation ou génération Y**

---

<sup>139</sup> Gustave Le Bon, 1895, *op. cit.*

<sup>140</sup> Tchakhotine S., *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1952, p. 135-189.

<sup>141</sup> Moscovici, *op. cit.*, 1981, p. 78.

<sup>142</sup> Le Bon, *op. cit.*, 1905, p. 7.

<sup>143</sup> Wikileaks Afrique subsaharienne, *Le Monde*, décembre 2010. <http://www.lemonde.fr/wikileaks-afrique-subsaharienne/>, date de la dernière visite : 26/11/2013.

Toutes ces révoltes populaires ont comme principal fondement une mauvaise gestion des affaires publiques. Cette cité que le sociologue Robert E. Park a qualifiée de « laboratoire social<sup>144</sup> ». N'est-ce pas « *l'âme inconsciente des foules* » qui est en marche. « *L'ère des foules* », « *L'avènement des classes populaires à la vie politique, c'est-à-dire, en réalité, leur transformation progressive en classes dirigeantes, est une des caractéristiques les plus saillantes de notre époque de transition*<sup>145</sup>. »

En Tunisie, l'étincelle a été enflammée par le jeune Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, qui marquait ainsi le début des contestations populaires un peu partout dans le monde (Algérie, Bahreïn, Yémen, Maroc, etc.). En Afrique, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest, la population civile désapprouvait l'entêtement du président ivoirien Laurent Gbagbo à vouloir conserver le pouvoir malgré sa défaite aux élections. De même au Sénégal où le président Abdoulaye Wade était soupçonné de vouloir installer une dynastie présidentielle, en préparant son fils à la succession. Les fameux télégrammes diplomatiques diffusés par Wikileaks révélaient une instabilité dans les pays de l'Afrique (Guinée, Mali, Zimbabwe, Sénégal, etc.).

Les principaux signes de révolte commençaient non seulement à germer, mais semblaient atteindre leurs paroxysmes devant l'inquiétude grandissante des populations. Ces symptômes universels marqués par l'exaspération des citoyens sont les signes évidents d'une maturité des foules qui face à ces dérives républicaines inventent des moyens de survie. La vision de Gustave Le Bon vient corroborer cette observation :

*« La complexité des faits sociaux est telle qu'il est impossible de les embrasser dans leur ensemble, et de prévoir les effets de leur influence réciproque. Il semble aussi que derrière les faits visibles se cachent parfois des milliers de causes invisibles. Les phénomènes sociaux visibles paraissent être la résultante d'un immense travail inconscient, inaccessible le plus souvent à notre analyse. On peut comparer les phénomènes perceptibles aux vagues qui viennent traduire à*

---

<sup>144</sup> Park S.E., « The city as a Social Laboratory » in *Chicago: An Experiment in Social Science Research*, 1929, p. 1-19.

<sup>145</sup> Le Bon, *op. cit.*, 1905, p. 11.

*la surface de l'océan les bouleversements souterrains dont il est le siège, et que nous ne connaissons pas<sup>146</sup>. »*

Pour en revenir au Sénégal, les héros du jour se nomment les « *Y'en-a-marristes* », des jeunes citoyens issus des masses populaires et caractérisés par leur attachement à la musique de contestation, le rap. Créé au lendemain du Forum social mondial organisé à Dakar le 6 février 2011, ce groupe de jeunes a défié les autorités politiques en sonnant la fin de la passivité citoyenne. « *Y-en-a-marre* », la force de ce slogan est en lui-même tout un programme politique. Devant l'entêtement du président Wade qui envisageait de modifier la Constitution pour s'assurer un deuxième mandat<sup>147</sup>, ils opposèrent leur veto. Ils organisent des meetings de protestation comme le grand rassemblement du 23 juin 2011. En citoyens responsables, ils balayent et nettoient les places occupées et n'hésitent pas à chanter l'hymne national pour montrer leur attachement à la nation. Ils initient des actions citoyennes comme la « Foire aux problèmes », telle une agora qui invitait les opposants à répondre aux préoccupations des populations comme la pénurie d'eau, les délestages électriques, la hausse du prix des denrées de premières nécessités et surtout le bilan des hommes politiques.

*« On pourrait dire qu'être "citoyen", ce n'est pas seulement être porteur de droits et de devoirs civiques, c'est aussi du point de vue d'une analyse de situation, se constituer et être constitué comme tel en devenant le "performeur", l'"actant" ou le patient d'une scène publique<sup>148</sup>. »*

En revisitant les théories de Gustave Le Bon sur les caractéristiques des foules qui sont créatrices de nouvelles pensées, nous retrouvons dans ce nouveau mouvement citoyen sénégalais les mêmes schèmes. Ces jeunes voulaient changer le regard de leurs concitoyens en prônant ce qu'ils appelaient un « NTS » (nouveau type de Sénégalais). C'est parce qu'ils se sentaient exclus des politiques dans une situation sociale de plus en plus néfaste,

---

<sup>146</sup> Le Bon, *op. cit.*, 1905, p. 9.

<sup>147</sup> Slate, Sénégal, Ces rappers qui font trembler Wade, 20/3/12, <http://www.slateafrique.com/82509/senegal-rappers-y-en-a-marre-wade-politique>

<sup>148</sup> Cefāī D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, Édition La Découverte/Mauss, 2007, p. 696.

qu'ils se proclamèrent les défenseurs des revendications populaires tels des leaders ou meneurs de foule. Ils sont « asociaux<sup>149</sup> » certes dans le sens où ils sont en dehors des normes de la société dès lors que les autorités ne jouent plus leur rôle naturel de protecteur social. Jürgen Habermas a révélé à travers *la Théorie de l'agir communicationnel*<sup>150</sup> la nécessité pour les autorités politiques d'intégrer les voix discordantes populaires au-delà du cadre des États-nations.

L'effet du printemps arabe trouve son explication dans cette nouvelle démarche politique qui ne doit plus être l'affaire de quelques citoyens isolés mais de tous les citoyens du monde. Gabriel Tarde dans *Les lois de l'imitation* balise le terrain, en nous révélant les différentes formes de manifestations :

*« Distinguons bien entre la propagation imitative des questions et celle des solutions. Que telle solution se propage ici et telle autre ailleurs, cela n'empêche pas le problème de s'être propagé ici comme ailleurs. N'est-il pas clair qu'à chaque époque, parmi les peuples en relations fréquentes, surtout à notre époque, parce que jamais les relations internationales n'ont été plus multiples, l'ordre du jour des débats sociaux et des débats politiques est partout le même ? Et cette similitude n'est-elle pas due à un courant d'imitation explicable lui-même par des besoins et des idées répandues par contagions imitatives antérieures<sup>151</sup> ? »*

Nous avons les mêmes truismes dans ces révolutions sociales, au-delà des influences explicites. Ces crises sociales se ressemblent et s'assemblent : régime autocrate, chômage endémique, misère des populations, indifférence des politiques à l'égard des citoyens : Ben Ali qui terrorisait son peuple, Abdoulaye Wade qui semblait mépriser le sien et le comble était cette tendance à vouloir instaurer des dynasties présidentielles de père en fils (Sénégal, Togo, Gabon...).

Plusieurs caractéristiques sont observables dans ces mouvements sociaux : la jeunesse, l'adhésion à l'internet et aux mouvements sociaux, le courage et surtout les actions spectaculaires qui

---

<sup>149</sup> Moscovici, *op. cit.*, 1981, p. 103.

<sup>150</sup> Habermas J., *La théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1981.

<sup>151</sup> Tarde, *op. cit.*, 1895, p. 13.

marquent les consciences : immolation, occupation des espaces symboliques – Tahrir (Égypte), Place de la Perle (Bahreïn), Place Firdos (Irak), Plaza De Mayo (Argentine), Place de l'Indépendance (Sénégal), Puerta Del Sol (Espagne), Place des Monuments (Mali), Place du Soldat Inconnu (Palestine), etc. La liberté, tel est le leitmotiv qui revient dans toutes ces révolutions sociales. C'est une génération de participation qui entend jouer sa partition du moment que les politiques ont épuisé leur stock d'inspiration et ne font plus rêver. Comme nous le rappelle Thierry Maillet : « *La Génération participation souhaite non seulement avoir un comportement consommateur le plus citoyen possible, mais surtout exercer son droit citoyen, son implication politique avec un maximum de réflexes dits de consommateurs*<sup>152</sup>. »

La jonction de l'internet et des réseaux sociaux a beaucoup favorisé l'émancipation de ces mouvements sociaux, de même que le travail des médias internationaux qui ont permis la visibilité de toutes ces actions citoyennes. L'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) va faire naître chez les gouvernants un dilemme, puisqu'elles vont permettre aux jeunes de déjouer les forces de l'ordre par des stratagèmes que les nouveaux outils offrent ; en même temps ces TIC vont documenter les révoltes et permettre d'alerter l'opinion internationale. On l'a constaté notamment lors du printemps arabe avec l'utilisation des réseaux sociaux et avec le mouvement des *Yenamarristes* au Sénégal qui communiquaient par SMS ou Facebook pour convoquer leurs sympathisants à chaque fois qu'il y avait un rassemblement.

## **Conclusion**

Dans un contexte marqué par des difficultés conjoncturelles et structurelles, les médias du Sud, et particulièrement ceux de l'Afrique, ont une lourde responsabilité pour la sauvegarde des valeurs humaines et le respect de la justice. Cette mission n'est pas toujours facile à mener et nécessite une bonne organisation du système médiatique. Celui-ci se doit de respecter la trilogie (symbole, social et matériel). Symbole pour ce que les médias représentent comme valeurs incarnées, social pour l'intérêt

---

<sup>152</sup> Maillet T., *Génération Participation*, Paris, M21 Éditions, 2007, p. 334.

accordé aux individus, aux groupes, aux sociétés et matériel pour toutes les mutations observées dans son évolution.

Les médias sénégalais ont tenté d'acquérir durant ces deux dernières décennies une certaine légitimité à la fois pour leur rôle premier de diffusion et de collecte de l'information, mais également pour obtenir la crédibilité nécessaire pour l'exercice de leur fonction. Ils ont essayé de décrypter et de traduire les signaux des citoyens pour dénoncer les injustices, les dérives et les manquements. En aidant à plus de transparence dans la gestion des affaires publiques, ils espèrent gagner l'estime des populations qui n'aspirent qu'à une paix durable. La liberté d'expression, le respect de la chose publique, le droit à l'information sont autant de valeurs que les médias sénégalais essaient d'intégrer dans leur mission de service public. Cependant les obstacles ne manquent pas face à l'abondance de l'information, les dérives autocratiques, les menaces et les intimidations ; les médias du Sud se doivent de redoubler de vigilance afin de veiller au respect de l'éthique professionnel.

Les révolutions arabes ont certes permis de voir les premières vagues de protestation, mais les tsunamis sociaux se répandent et prennent naissance dans le même océan où baignent les dérives républicaines. La bataille est loin d'être gagnée et c'est pourquoi les médias, et plus particulièrement ceux du Sud – où les régimes sont souvent instables – doivent veiller aux respects des règles démocratiques.



## **Cadrage journalistique et visibilité des cyberactivistes des « révolutions arabes »<sup>153</sup>**

*Tourya Guaaybess, université de Lorraine*

*La visibilité des actions et des événements et l'impact de ces mots et de ces images sur la manière dont les individus ordinaires comprennent ce qui se passe dans des lieux éloignés, mais aussi la manière dont ils se forment une opinion et élaborent des jugements moraux sur ces faits, sont devenus, dans cette ère de la visibilité médiatisée, des composantes inséparables du déploiement des événements eux-mêmes.<sup>154</sup>*

John B. Thompson

S'il est un événement qui a été particulièrement couvert par les médias en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, c'est bien ce qu'on a appelé le printemps arabe, il est vrai spectaculaire et euphorisant à bien des égards. Les mobilisations sociales relayées par les médias du monde entier ont placé le monde arabo-musulman et certains acteurs de cet ensemble de pays au centre de toutes les attentions. Quelles représentations les journalistes et les médias ont-ils relayées des printemps arabes et pourquoi ? Plusieurs années après le déclenchement des « révolutions », l'un des événements internationaux les plus médiatiques, cette question s'avérait particulièrement stimulante et permettait d'éclairer la médiatisation des acteurs de ce mouvement.

Se poser la question du cadrage des acteurs de la révolution est instructif à double titre. D'abord, le regard porté nous instruit au moins autant sur l'observateur que sur l'objet observé, davantage sur le journaliste que sur l'actualité qu'il couvre. Et puis, montrer les acteurs rendus visibles par les journalistes, c'est éclairer un

---

<sup>153</sup> Ce travail a été présenté au colloque « Médias et identités : les acteurs du printemps arabe que les journalistes rendent visibles », Conférence internationale, Université Libre de Bruxelles, 16-17 décembre 2013. Je tiens à remercier Arnaud Mercier pour sa lecture rigoureuse de ce chapitre et pour ses précieux commentaires.

<sup>154</sup> Thompson J. B., « La nouvelle visibilité. », *Réseaux*, 2005, n°129-130, p. 59-87, p. 86.



angle mort de la médiatisation du printemps arabe, à savoir les acteurs – voire les médias – qui sont moins visibles dans l'espace médiatique. Les projecteurs posés sur certaines figures relèguent par là même d'autres acteurs au second plan, sinon dans l'ombre.

Au moment fort des manifestations, l'une des questions majeures qui était posée aux experts et autres observateurs des pays arabes était la suivante : « les médias sociaux et internet ont-ils été à l'origine des "révolutions" » ? Le fait que la métonymie<sup>155</sup> entre médias et acteurs s'opérât et que la question se posât de façon aussi lancinante, révélait la centralité des nouveaux médias dans les représentations desdites révolutions arabes. Finalement, aux yeux des journalistes et des opinions publiques une représentation s'était imposée : internet et les réseaux sociaux ; et au sein de ces médias, une figure dominait : le jeune cyberactiviste ou cyberdissident, ou plutôt un type de cyberactiviste, blogueur ou administrateur de page Facebook. Pourtant, d'autres médias avaient eu un rôle dans les pays arabes, et depuis des années. De même, d'autres catégories d'acteurs ont eu aussi un rôle décisif dans ces mobilisations, mais ces multiples identités sociales ont été masquées par cette figure dans nos médias : l'image idéal-typique d'une ou d'un jeune échevelé à la tête de manifestations populaires, branché à la modernité du terminal mobile d'une main, la seconde levée le poing serré contre la dictature, rappelant des temps plus anciens. L'image était prête dans notre imaginaire social, elle ne demandait qu'à être mobilisée.

Dès 2011, d'innombrables articles et travaux universitaires sont parus sur les « révolutions arabes, ou plus spécifiquement sur la jeunesse et les médias numériques durant ce moment de l'histoire. Parmi les plus documentés figurent ceux de blogueurs, de journalistes ou d'universitaires dont certains travaillaient sur cette question bien avant le déclenchement des soulèvements<sup>156</sup>.

---

<sup>155</sup> Figure de style qui consiste par exemple à prendre l'instrument (en l'occurrence les réseaux sociaux) pour l'agent (les acteurs, usagers de ces médias).

<sup>156</sup> Bensalah M., *Réseaux sociaux et révolutions arabes ?*, Michalon, 2012 ; Najjar S., (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Karthala, Paris, 2013 ; *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Paris, Khartala, 2013 ; *Nouvelles sociabilités du Net en Méditerranée*, Paris, IRMC-Karthala, 2012 ; Touati Z., « La révolution

Ces travaux sont salutaires dans la mesure où ils ont permis d'insister sur la nécessité de s'intéresser aux sociétés civiles<sup>157</sup> et de tenir compte de l'importance démographique des jeunes adultes dans les pays arabes. Ils démontrent aussi que les médias n'ont pas été les seuls à mettre l'accent sur cette catégorie de population : journalistes et chercheurs en sciences sociales œuvraient sur le terrain commun des soulèvements, comme lors d'évènements dont le récit est plus aisé que l'analyse compte tenu d'un manque de recul<sup>158</sup>. À ce propos, l'historien anglais Timothy Ash avait confié à la journaliste Véronique Soulé : « *Je le constate à l'université : de plus en plus, les chercheurs croient ce qu'ils lisent dans les journaux et travaillent sur la presse. Les journalistes écrivent la première version de l'Histoire*<sup>159</sup>. »

Les nouveaux médias étaient étroitement associés aux révolutions, ils étaient devenus un sujet d'actualité de premier plan et inédit. Aucun média n'avait suscité autant d'engouement et de titres. Blogs, réseaux sociaux tels que Twitter et Facebook, plateformes de partage d'information sur différents supports

---

tunisienne : interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux », *L'Année du Maghreb*, VIII, 2012, p. 121-141 ; Gonzalez-Quijano Y., *Arabités numériques. Le printemps du Web arabe*, Arles, Actes Sud/Sindbad, 2012, etc. Avant les soulèvements, quelques travaux avaient été publiés dont Mohsen-Finan Kh. (dir.), *Les médias en Méditerranée. Nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Arles, Actes Sud, 2009 ; Gonzales-Quijano Y., Guaaybess T., (dir.), *Les Arabes parlent aux Arabes. La révolution de l'information dans le monde arabe*, Arles, Sindbad, Actes Sud, 2009. Et surtout dans l'espace anglophone : Radsch C., « Core to Commonplace : The Evolution of Egypt's Blogosphere », *Arab Media & Society*, n°6, Fall 2008, Le Caire : American University of Cairo, <http://www.arabmediasociety.com/?article=692>; Etling B., Kelly J., Faris R. et J. Palfrey, « Mapping the Arabic Blogosphere: Politics and Dissent Online », *New Media & Society*, 12, 2010, p. 1225 ; Lynch M., « Blogging the New Arab Public The Political Impact of Blogging in the Middle East », *Arab Media & Society*, printemps 2007.

<sup>157</sup> Ben Néfissa S., « Révolution arabes : les angles morts de l'analyse politique des sociétés de la région », *Confluences Méditerranée*, 2/2011, n°77, p. 75-90. Bozzo A., Luizard J-P., « Les sociétés civiles dans le monde musulman », *La Découverte*, 2011.

<sup>158</sup> Glevarec H. et Aubert A., « Savoir et démocratie : le fondement normatif des univers sociologique et journalistique », *Sociologies*, Théories et recherches, consulté sur : <http://sociologies.revues.org/4484>

<sup>159</sup> Voir *Libération*, 6 octobre 2001, Soulé V., « Les journalistes écrivent la première version de l'Histoire », entretien avec Timothy Garton Ash.

devenaient aussi médiatisés et visibles dans le monde que l'avait été *Al-Jazeera* après 2001, lors de l'offensive américaine en Afghanistan. Cette modernité des outils, ces manifestations populaires dans des pays autoritaires étaient incarnées par un acteur central : le jeune cyberdissident. Sous ce terme générique, il était question des jeunes ayant eu un rôle moteur dans les « révolutions », sinon initiateur de celles-ci, grâce notamment aux médias numériques *via* ordinateurs et smartphones.

La centralité dans l'espace médiatique des jeunes cyber-activistes est-elle trompeuse ? Elle reflète certes une réalité, la place des jeunes et d'internet dans les pays concernés, que nous allons voir *infra*. Elle reflète également les *a priori* optimistes de la presse et de l'opinion publique internationales, ébahies face à un phénomène perçu comme une nouveauté.

### **Des jeunes, des médias numériques, des régimes autoritaires : une réalité en partage**

Rappelons rapidement les faits. Sur le plan démographique, les pays arabes se rapprochent des pays de l'OCDE<sup>160</sup>. Les populations dans les pays arabes, soit près de 351 millions d'individus, sont globalement jeunes au moment des soulèvements, plus de la moitié de la population ayant moins de 25 ans. À cela s'ajoutent d'autres paramètres : l'urbanisation et ses effets délétères sur le patriarcat ou au contraire positifs sur l'affirmation de l'individu, que le démographe Philippe Fargues avait déjà anticipés en 1995, les niveaux d'éducation qui ont globalement augmenté, les taux de fécondité par femme qui ont baissé<sup>161</sup>. L'une des revendications principales de ces jeunes, exprimée avant les mobilisations dans les pays où grèves et *sit-in* sont tolérés, est économique : les taux de chômage élevés les privent souvent de l'accès au logement. Parallèlement à ces données sociodémographiques, il convient d'ajouter que l'accès à internet s'est généralisé. En dépit d'une évidente disparité entre pays riches/pays émergents/pays « aspirants » (c'est-à-dire les

---

<sup>160</sup> Fargues Ph., « L'urbanisation du monde arabe : un éclairage démographique », *Égypte/Monde arabe*, n°22, 1995 ; *Généralisations arabes. L'alchimie du nombre*, Fayard, 2000 ; voir aussi Courbage Y., Todd E., *Le rendez-vous des civilisations*, Seuil, 2005.

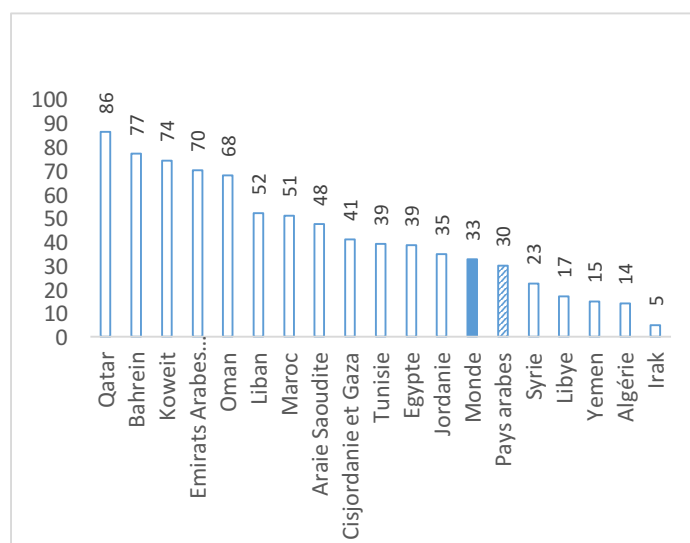
<sup>161</sup> Le taux global de fécondité moyen est passé de 3,8 en 2000 à 3,2 enfants par femme en 2009 (pour comparaison, le taux de fécondité en France est de 2).

plus pauvres), internet devient de plus en plus accessible à une population dont les niveaux d'éducation, donc d'accès cognitif aux médias, s'accroissent. Comme les données chiffrées ci-dessous le montrent, les taux de pénétration d'internet au moment fort de la révolution est relativement conséquent ; globalement 30 % de la population de l'ensemble des pays arabes avait accès à internet.

**Figure 1.** Taux de pénétration d'internet dans les pays arabes en 2011

Source : Banque Mondiale, chiffres à la fin 2012.

Concernant les réseaux sociaux, le taux de pénétration de Facebook s'établissait à 8% en juin 2011, pour progresser à 12% en juin 2012 (la hausse a été rapide dans les deux années suivantes, pour atteindre 21,5% en 2014). Ce taux est naturellement le plus élevé parmi les jeunes puisque 70% des utilisateurs font partie de la tranche d'âge 15-29 ans en juin 2012<sup>162</sup>. Ces taux de pénétration globaux cachent d'importantes disparités : les Émirats culminaient avec un taux à 40,6% loin devant le trio Koweït, Jordanie, Liban aux alentours de 32-34%. La Tunisie se place en 6<sup>e</sup> place et l'Égypte dans la seconde moitié



du tableau, avec 27,9% et 13,1% des populations utilisant

<sup>162</sup> Dubaï School of Government, *Arab Social Media Report*, 2014.

Facebook. Bien que la majorité masculine tende à se réduire au fil des ans, les femmes sont encore sous-représentées.

### **Médias et leader d'opinion du printemps arabe dans les médias**

Ainsi, le fait que les récits journalistiques se soient concentrés sur les jeunes usagers des médias numériques ou sur les cyberactivistes n'est pas aberrant. On relève toutefois qu'un cadrage particulier a été opéré sur ces derniers. Le paradigme du cadrage ou « *framing* », issu essentiellement de la recherche nord-américaine, nous sera utile ici ; ce concept polysémique a été enrichi depuis son premier usage par Gregory Bateson (1972) et Erving Goffman (1974)<sup>163</sup>. La façon dont les médias couvrent un événement peut avoir un effet sur sa perception par l'opinion publique<sup>164</sup>. On peut retenir deux acceptions majeures du concept de cadre /*frame* ou cadrage /*framing*. La première se rapporte au cadre cognitif ou « *frames in thoughts* » : c'est la façon dont les individus perçoivent une situation donnée en fonction de ce qu'ils jugent pertinent, elle renvoie aux représentations mentales des individus. La seconde est liée à la communication : « *le terme est [alors] utilisé pour décrire ou faire référence aux mots, images, phrases et styles de présentation qu'un orateur utilise en transmettant une information, c'est ce qu'on appelle les cadrages de communication (frames in communication)*<sup>165</sup>. » Le cadrage est donc une représentation sociale opérée par les médias, ou « *la sélection de quelques éléments de la réalité perçue, et de fabrication d'un récit qui met en lumière des relations parmi eux pour promouvoir certaines interprétations*<sup>166</sup> ».

---

<sup>163</sup> Entman R. « "Tree Beard", Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm » *Journal of Communication*, Autumn 1993, 43, p. 4. ; Bateson G., *Steps to an Ecology of Mind*. New York: Ballantine Books, 1972 ; Goffman E., *Frame Analysis*, New York: Harper and Row, 1974.

<sup>164</sup> Drucman J.N., « The Implications of Framing Effects for Citizen Competence », *Political Behavior*, vol. 23, n°3, September 2001, p. 225-256.

<sup>165</sup> Drucman J., *ibid*, p. 227, traduit par l'auteur.

<sup>166</sup> Entman, R. M., « Media Framing Biases and Political Power: Explaining Slant in News of Campaign 2008 », *Journalism*, vol. 11, n°4, 2010, p. 389-408, p.392, traduit par l'auteur.

Dans l'ouvrage collectif *Mediating the Arab uprising*, Adel Iskander écrit : « *la représentation est une action violente qui implique plus d'omissions, d'exclusions, d'amputations et dissimile plus qu'elle n'inclut*<sup>167</sup>. » Cadrer procède à la fois de la sélection et de l'adoption d'un point de vue, et induit mécaniquement la relégation hors champ (hors cadre), dans l'invisibilité médiatique, d'autres acteurs ou situations<sup>168</sup>. Le cadrage peut donc masquer une partie de la réalité : l'un de ses effets (*framing effects*) est alors de donner une image biaisée d'une réalité, parfois pour la rendre plus intelligible, tout simplement. Plusieurs éléments inhérents au journalisme et à ses contraintes déterminent certains cadrages ou angles : les normes culturelles et idéologiques du journaliste, celles du journal, les pressions extérieures mais aussi économiques qui pèsent sur le marché des médias et sur les journalistes<sup>169</sup>, *a fortiori* sur les grands reporters<sup>170</sup>.

Les mobilisations dans les pays arabes et leur formidable couverture constituent un champ d'investigation idéal pour éclairer ou éprouver les représentations et schémas d'analyse des médias. L'analyse des couvertures journalistiques nous permettra d'identifier les facteurs déterminant ces cadrages. Quelles représentations se dégagent des acteurs sociaux qui ont fait les révolutions dans les pays arabes ? Y'a-t-il a des circuits de validation/de légitimation des figures les plus visibles ?

### **Le cyberactiviste : un *leader-icône*, figure de proue médiatique des soulèvements**

Très souvent, les mobilisations et autres mouvements citoyens voient émerger des acteurs qui en deviennent l'incarnation. Cette figure éponyme est à la fois un *leader d'opinion* et une *icône*, d'où notre usage du néologisme *leader-icône* dans la mesure où

---

<sup>167</sup> Iskandar A. et Haddad B., (dir.), *Mediating the Arab Uprisings*, Washington, DC: Tadween Publishing, 2013, p. 5, traduit par l'auteur.

<sup>168</sup> Voirol O., « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux* 4/2005, n°132, p. 51-71.

<sup>169</sup> Charon J-M., Mercier A., « Pour en finir avec "le pouvoir des journalistes" », *Hermès, La Revue* 1/2003, n°35, p. 23-31.

<sup>170</sup> Luyendijk J., *Des hommes comme les autres. Correspondants au Moyen-Orient*, 2009, trad. française aux Éditions Nevicata, Bruxelles.

ces individus ont les caractéristiques du leader d'opinion<sup>171</sup> bien connu des théories de la réception. Ce dernier est à la fois informé, charismatique, actif et très intégré socialement. Il a une influence sur son environnement, dans ses relations interpersonnelles ou *via* les médias. Il sert de filtre, de médiateur, de relais efficace auprès de l'opinion publique. D'autre part, il s'agit également *d'icônes*, soit la figure littéralement visible (pour ne pas dire sacrée au sens premier du terme) des révolutions arabes. C'est un acteur actif et, littéralement, la figure de proue des manifestations.

D'autres figures ont été abondamment traitées dans les médias, et que nous pourrions identifier comme des martyrs-icônes ou « martyrs héroïques »<sup>172</sup> pour rester dans le champ sémantique religieux de la presse. Ce sont des victimes des régimes autoritaires davantage que des acteurs porteurs d'un discours collectif : Mohamed Bouazizi en est la première incarnation ; citons aussi le jeune garçon de 13 ans, Hamza al-Khatib, en Syrie. Le premier, vendeur ambulancier, s'immole devant le siège de la préfecture de Sidi Bouzid en Tunisie, le 17 décembre 2010. Cet événement sera l'élément déclencheur d'émeutes qui gagneront toute la Tunisie. Quant à Hamza al-Khatib, il fut arrêté lors d'une manifestation dans la ville de Deraa, au sud de la Syrie, en avril 2011. Sa dépouille est restituée à sa famille un mois plus tard. Très vite, des vidéos et images insoutenables de son corps et de son visage, faisant état de tortures subies dans les prisons du régime syrien, circuleront sur la toile. Ironiquement, les deux personnes que certains pensent être à l'origine des mouvements dans les deux pays les plus emblématiques des soulèvements, la Tunisie et l'Égypte, sont, bien malgré elles, des « martyrs » : Mohammed Bouazizi et Khaled Saïd. La page Facebook « Nous sommes tous des Khaled Saïd » créée par un célèbre informaticien<sup>173</sup> a inspiré des pages « Nous sommes tous des Hamza al-Khatib », réunissant à chaque fois des dizaines de

---

<sup>171</sup> Berelson B., Gaudet H., Lazarsfeld P.F., *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944 ; Katz E., Lazarsfeld P.F., *Personal Influence*, Free Press, 1955.

<sup>172</sup> Nous reprenons cette expression de Robert F. Worth, journaliste au *New York Times*, « How a Single Match Can Ignite a Revolution », 21 janvier 2011.

<sup>173</sup> Wael Ghonim.

milliers de membres<sup>174</sup>. Aux yeux des manifestants et des médias – presse et médias français et internationaux, dont la chaîne *Al-Jazeera* – ces visages des révolutions sont les victimes d'un ordre à combattre et de régimes policiers.

### **Les identités remarquables du printemps arabe dans les médias français**

Nous nous sommes notamment basée sur la presse d'information quotidienne nationale française. Nous avons procédé au dépouillement systématique du journal *Le Monde* entre le 17 décembre 2010 et le 17 mars 2011, soit de la date du déclenchement des manifestations en Tunisie à la date du vote de la résolution 1973 du conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution autorisait l'intervention des puissances internationales, marquant le début du désenchantement et la fin d'une vision optimiste qui plaçait les peuples au cœur d'un récit. Au total, 388 articles durant ces six mois traitaient directement des mobilisations dans les pays arabes. Nous avons choisi *Le Monde* car il est considéré comme un journal de référence de la presse écrite, et pour la qualité et l'expertise des journalistes des pages « International ».

Nos conclusions, à partir des analyses des articles du *Monde*, sont valides aussi pour d'autres médias comme la presse en ligne, particulièrement les *pure players* comme *Rue89* où les cyberactivistes ont été abondamment traités, ou à la télévision<sup>175</sup>. L'analyse de ce corpus révèle qu'un traitement met en visibilité certaines identités, certains individus plus que d'autres, sans que cela soit représentatif de leur importance relative sur le terrain. Nous avons aussi comparé certaines occurrences dans la presse française avec la presse britannique pour mesurer s'il s'agissait d'une spécificité française. Quand des cyber-activistes dont le rôle est pourtant connu dans leur pays, ne sont pas mentionnés, nous en avons mesuré les occurrences dans le journal *Le Monde* jusqu'en mars 2015.

---

<sup>174</sup> Ali A., « Saeeds of revolution: de-mythologizing Khaled Said », Iskandar A. et Haddad B., (dir), *op. cit.*, p. 108-117.

<sup>175</sup> La chaîne France 24 a accueilli les blogueurs les plus célèbres dans le cadre de ses émissions et dans le cadre de sa plateforme d'information en ligne « les Observateurs ». <http://observers.france24.com/fr/>



Le cas du Maroc, pays francophone et ayant une proximité historique avec la France, a davantage été couvert par la presse française que le cas égyptien, plus présent dans la presse anglo-saxonne. Ainsi 10 articles font état du Mouvement du 20 février<sup>176</sup> dans le quotidien britannique *The Guardian* quand *Le Monde* l'aborde dans 39 articles de 2011 à 2015 (l'essentiel des articles étant publiés avant fin 2012). Nous avons donc fait une analyse du mouvement au Maroc pour éviter tout biais.

### **Les cyberactivistes : une catégorie d'acteurs mise en visibilité après 2011**

Certains cyberactivistes étaient déjà visibles dans leur blogosphère nationale plusieurs années avant 2011. Si l'on prend le cas de l'Égypte, les blogs se sont multipliés pour atteindre quelques centaines en 2005, et dépasser le millier en 2006. C'est à cette période que cet activisme politique particulier a commencé à se développer, nourri par des facteurs internes et externes. La conjugaison de ces facteurs a en effet renforcé l'activisme politique sur Internet au milieu des années 2000, une émulation étant apparue entre les blogueurs et les activistes de terrain, surtout en 2005-2006<sup>177</sup>. En 2005, plusieurs centaines de manifestants du mouvement « *Kifaya !* » (*Assez !*) se réunirent place Tahrir, au Caire, contre un projet d'amendement constitutionnel, et pour l'indépendance de la justice. Des femmes furent molestées, notamment par des membres des forces de l'ordre et des hommes de main recrutés pour l'occasion, et des blogueurs furent arrêtés : ces incidents ont été repris dans la presse internationale, notamment l'édition anglaise d'*Al-Jazeera* et le *New York Times*<sup>178</sup>. C'est à cette époque que les

---

<sup>176</sup> Le Mouvement du 20 février est lancé par une coalition de jeunes internautes et de militants marocains sur internet. Coalition hétéroclite, ce mouvement regroupe des associations diverses et des partis politiques de l'opposition. Voir Bennani-Chraïbi M., Jekhllaly M., « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, vol. 62, 2012, p. 867-894.

<sup>177</sup> Radsch C., « Core to Commonplace: The evolution of Egypt's blogosphere », *Arab Media & Society*, n°6, Fall 2008, Le Caire : American University of Cairo, <http://www.arabmediasociety.com/?article=692>

<sup>178</sup> Cités par Radsch C., « Women Demand Mubarak Apology », sur [Aljazeera.net](http://Aljazeera.net), ou Slackman M., « Assault on Women at Protest Stirs Anger, Not Fear, in Egypt », *The New York Times*, 10 juin 2005.

organisations des droits de l'homme (Human Rights Watch, Amnesty International, mais aussi Reporters sans frontières) ont commencé à leur accorder un statut social et politique ; ils sont devenus une catégorie sociale à part entière, ce qui marquait la reconnaissance d'un nouveau statut pour les blogs : celui d'un espace d'expression menacé par l'État. Les campagnes menées par ces institutions en faveur des blogueurs étaient similaires à celles dont bénéficiaient les journalistes, dont les blogueurs étaient devenus les pairs d'une certaine manière : publicisation, lobbying auprès des gouvernements, appui en termes de moyens, etc.

La blogosphère était tout aussi vivace dans des pays tels que le Liban, la Tunisie, la Syrie, la plupart des pays du Golfe ou le Maroc. Avant 2011, si certains avaient une visibilité dans l'espace public national, soit au-delà de la blogosphère, c'était souvent en raison de leur inscription dans des mouvements d'opposition<sup>179</sup> et du relais des autres médias nationaux (et notamment la presse indépendante). La presse internationale pouvait aussi en faire le relais, à l'occasion d'événements marquants ou de campagnes de défense de cyberactivistes arrêtés et emprisonnés.

Beaucoup n'ont acquis une visibilité sur la scène médiatique internationale qu'au moment du « printemps arabe », expression discutée depuis mais qui traduit l'optimisme des premiers mois du soulèvement. Le plus souvent des Égyptiens, des Tunisiens, des Marocains, comme si la toile y était moins fragmentée que dans d'autres pays où les cyberdissidents sont pourtant tout aussi actifs. La consécration de ces acteurs, dans les trois pays cités notamment, s'est faite après les mobilisations : le fait que le célèbre blogueur tunisien Slim Amamou soit nommé secrétaire d'État à la Jeunesse et aux sports<sup>180</sup>, en sa qualité de blogueur, en est une illustration.

Pour d'autres pays en ébullition, point de récits à destination du grand public autour de leaders-icônes ou d'activistes. *A posteriori*, il s'avère qu'on a surtout identifié des blogueurs icônes dans les pays où les régimes ont été renversés. Pas

---

<sup>179</sup> Voir par exemple l'article de Florence Baugé, « Au Maghreb, les têtes brûlées de la laïcité », *Le Monde*, 7 juin 2010.

<sup>180</sup> Il démissionne en mai 2011.

d'icônes au Bahreïn et en Syrie par exemple, où l'on compte de nombreux cyberactivistes. S'agissant du Maroc, la couverture du Mouvement du 20 février et des cyberdissidents s'est interrompue après leur essoufflement, au moment de la reprise en main de la situation par le régime et l'annonce par le roi Mohammed VI d'une nouvelle constitution.

Il est important de rappeler que le propos ici ne porte pas sur les acteurs, mais sur le traitement médiatique de ces jeunes cybermilitants, le sujet n'est pas le rôle de blogueurs dont l'implication sur le terrain et l'activisme politique expliquent en partie la visibilité médiatique. Le harcèlement politique et policier subi par certains d'entre eux indique que les cyberactivistes ou les journalistes les plus en vue sont aussi ceux qui inquiètent le plus les autorités.

Sur notre corpus d'articles de trois mois, les occurrences les plus nombreuses concernent Slim Amamou, Azyz Amami et Lina Ben Mhenni en Tunisie, Najib Chaouki et Oussama El-Khlifi au Maroc, et Wael Ghonim en Égypte. Sur la période considérée, Wael Ghonim a été mentionné dans 6 articles durant le seul mois de février, et un article lui est même consacré. *Le Monde* titrera le 10 février 2011 : « Au Caire, le cyber militant Wael Ghonim galvanise la foule ». À titre de comparaison, Wael Abbas, activiste du net de longue date et particulièrement connu en Égypte et des journalistes, n'a été cité que 2 fois. Pour la Tunisie, le blogueur Slim Amamou sera cité dans 5 articles. La couverture de son cas est pertinente eu égard à sa trajectoire politique ultérieure. Lina Ben Mhenni apparaît une fois, elle sera par la suite très médiatisée dans la presse et les médias audiovisuels, et souvent invitée à s'exprimer à travers le monde en tant que figure centrale de la révolution tunisienne. Tout comme Wael Ghonim en Égypte, elle écrira un livre, plus court, sur son parcours et sur les événements en Tunisie<sup>181</sup>.

Au Maroc, le blogueur marocain Oussama El Khlifi est mentionné dans deux articles dont l'un dresse son portrait de façon très positive. « Maroc. Le messenger de la révolte » titrera l'article du *Monde* daté du 27 février 2011. Passons rapidement sur la connotation religieuse de la mission du blogueur et

---

<sup>181</sup> Ben Mhenni L., *Tunisian girl, blogueuse pour un printemps arabe*, édition Indigène, 2011.

poursuivons la lecture de l'article. « *Oussama El Khlifi, 23 ans, est sur tous les fronts, fatigué mais déterminé. Respecté des autres jeunes. Informaticien au chômage, depuis sept mois. En jeans et baskets, une casquette vissée sur ses cheveux noirs, un soupçon de barbe sur ses joues pâles qui lui donne un faux air du Che, Oussama El Khlifi se présente comme un enfant de la classe moyenne qui a grandi à Rabat. Il est le fils unique d'un policier, toujours en activité.* ». Notons l'abnégation du jeune, certes fatigué mais « déterminé ». Il est respecté par ses pairs : il s'agit bien là d'un leader d'opinion. « En jeans et baskets », il est comme beaucoup de jeunes à travers le monde, enfant de la classe moyenne urbaine, l'identification est facile. Sans travail avec un petit air de gavroche peut-être avec sa « casquette vissée sur ses cheveux noirs », on a là des éléments qui permettent à de nombreux lecteurs de s'identifier : jeans, baskets, des joues pâles. Il renvoie non seulement à un « imaginaire d'internet » (il est informaticien), mais aussi à un imaginaire révolutionnaire : il a des faux airs du Che. Les deux figures semblent appartenir à deux univers différents, mais Alec Ross, conseiller d'Hillary Clinton au département d'État considérait internet comme le « Che Guevara du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>182</sup> ».

L'approche sémiologique des photos à travers les médias, aux premières heures des révoltes dans la région arabe, est en phase avec ces récits journalistiques. On y voit nos héros, foulard autour du cou, en tête de cortège ou micro en main place Tahrir. Les photos en plan large des mobilisations montreront, dans ces premiers moments des révolutions, des compositions qui renvoient sans ambiguïté au fameux tableau d'Eugène Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*.

Si nous étendons la fenêtre d'analyse et nous concentrons sur le Maroc, nous obtenons un total de 39 articles du *Monde* traitant du Mouvement du 20 février entre février 2011 et mai 2015. Les articles ne sont pas ouvertement critiques à l'égard de la monarchie marocaine, les textes les plus tranchés étant rédigés par des Marocains dans les pages dédiées aux débats<sup>183</sup>. Les

---

<sup>182</sup> Voir *The Guardian*, 22 juin 2011, « Hillary Clinton Adviser Compares Internet to the Che Guevara ».

<sup>183</sup> Dans les pages « Débats », les prises de positions d'intellectuels français et arabes traduisent une évidente diversité, tant sur le plan qualitatif – certains ont une expertise évidente, quand d'autres ne sont pas spécialistes du sujet qu'ils

personnalités du gouvernement de Abdelilah Benkirane et le premier ministre lui-même n'ont pas été moins traités que les acteurs de la société civile, et leurs points de vue ont été rapportés. Par ailleurs, la parole a été donnée à des dizaines d'acteurs, représentants de la société civile et Marocains « ordinaires ». À titre d'illustration, parmi les plus connus au Maroc qui apparaîtront dans plus d'un article, on retrouve le « rappeur du mouvement du 20 février » Mouad Belghouat, alias *al-Haqed*, Khadija Ryadi alors présidente de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), et l'écrivain et journaliste Driss Ksikes.

### **Les ressorts de la starification : *peopolisation* et *récit***

Pourquoi tel cyberactiviste plutôt qu'un autre ? Quelles sont les raisons de ces cadrages journalistiques et pourquoi ces choix se retrouvent d'un titre à l'autre ? Plusieurs raisons peuvent être invoquées et les réflexions portant sur la *peopolisation* des acteurs politiques<sup>184</sup> sont ici utiles. Ces travaux traitent du mélange de genres entre politique et *people*, ce qui n'est pas notre sujet, mais ils mettent brillamment en lumière et avec simplicité les critères d'éligibilité des médias populaires et montrent en quoi une personnalité aura plus de potentiel narratif qu'une autre. La première question que l'on se pose est en effet : qu'ont en commun les stars de la cyberdissidence arabe ?

Les blogueurs les plus souvent retenus dans les médias occidentaux ont en commun, en plus de leur jeunesse, d'avoir un physique avantageux, « vendeur ». Ce facteur explicatif n'est pas scientifiquement mesurable et sa part de subjectivité est manifeste, mais il faudra bien admettre que l'apparence de ces acteurs satisfait aux mêmes impératifs que les personnalités

---

abordent – que sur celui des tendances politiques et idéologiques. En revanche, dès lors que la situation marocaine est traitée, les positions se rejoignent dans le sens où elle sont plutôt critiques par rapport à la situation du pays. Les auteurs pour le Maroc sont le journaliste Driss Ksikes, l'écrivain Abdellah Taïa, le chercheur Haoues Seniguer, le journaliste Ahmed Benchemsi, et l'universitaire et écrivain, cousin du roi, Hicham Ben Abdallah elAlaoui.

<sup>184</sup> Dakhlija J., « *People* et politique : un mariage contre nature ? Critères et enjeux de la *peopolisation* », *Questions de communication*, 12, 2007, p. 259-278 ; « L'image en échos. Formes et contenus du récit *people* », *Réseaux*, I 32, 2005, p. 73-9 I.

médiatiques les plus visibles<sup>185</sup>, autrement dit les stars. Leur allure générale, leurs codes vestimentaires ne heurtent pas l'image mentale que l'opinion publique internationale a déjà du jeune militant. Pour reprendre Olivier Voirol, « *Un récit inventant à lui seul tous les types de personnage et d'action sans s'appuyer implicitement sur un savoir d'arrière-plan serait proprement inenvisageable tant la gamme des éléments à expliciter et à rendre intelligibles dans le cours de la narration serait inépuisable*<sup>186</sup>. »

Les choix journalistiques ne sont pas fortuits et la question à laquelle nous sommes confrontés est : que traduit cette sélection esthétique opérée par les journalistes ? Dans les premiers mois des soulèvements, elle fait écho à l'optimisme des articles ; il s'agit d'un choix éditorial visant à donner une « image positive » – selon certains canons – de la révolution telle qu'elle était vue à ses débuts par les journalistes de la presse écrite française par exemple. La dimension esthétique de certains blogueurs est donc un élément non négligeable de ce choix, même si ce n'est pas le seul. D'autres blogueurs sont connus dans les pays arabes, mais sans doute ne présentent-ils pas les mêmes caractéristiques.

Au capital esthétique de ces acteurs s'ajoute une dimension discursive, comme l'avait noté Jamil Dakhlià à propos de la peopolisation des acteurs politiques français. Le langage des acteurs doit être compris par un large public, il doit donc être simple et accessible au premier chef aux journalistes qui les relaient, comme à l'opinion publique française qui recevra ces informations. Sans surprise, ces blogueurs sont polyglottes. À leur langue natale s'ajoute bien souvent une, voire deux langues supplémentaires, notamment le français et/ou l'anglais. Leur discours est clair et sans ambiguïté quant à leurs aspirations. Ils répondent finalement aux canons de « l'imaginaire d'internet » pour reprendre l'expression de Patrice Flichy<sup>187</sup>, libertaires dans la lignée des hackers du début de l'histoire d'internet ou tout simplement libérés, faisant partie d'une jeunesse « mondialisée ».

---

<sup>185</sup> Aubert N. et Haroche C., (dir.), *Les tyrannies de la visibilité. Être visible pour exister?*, Paris, Éditions ères, 2011.

<sup>186</sup> Voirol O., « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux* 4/2005, n°132, p. 51-71, p. 57.

<sup>187</sup> Flichy P., *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte « Sciences et société », 2001.

Ils, les cyberdissidents en général, ont d'ailleurs été soutenus par leurs pairs à un niveau international<sup>188</sup>.

Enfin, un facteur supplémentaire qui favorise la mise en visibilité de blogueurs dans la presse occidentale tient à ce qu'on ce que Roland Cayrol appelle la « best-sellerisation<sup>189</sup> » : il est plus facile pour les médias de traiter d'une personne connue qui par conséquent gagne encore en visibilité médiatique. Pierre Bourdieu parlait d'une circulation circulaire de l'information pour définir en peu de mots le mimétisme des médias<sup>190</sup>. Finalement, faire le choix de certains « clients » pour reprendre encore son expression, c'est faire celui d'un récit simple et sans dissonance, qui colle avec des représentations mentales préexistantes. De par leurs codes et leurs langues, certains de ces acteurs peuvent être plus proches des journalistes. Pour citer une correspondante du *Monde*, il est plus facile pour des journalistes d'aller vers des gens qui leur ressemblent<sup>191</sup>.

Ainsi, la figure idéal-typique du cyberactiviste du récit médiatique du « printemps arabe », dans la séquence enchantée du début des soulèvements, est un opposant aux régimes policiers. Il est donc moralement acceptable, en plus de l'être d'un point de vue esthétique. Il est de surcroît performant sur un plan communicationnel, ne craint ni les micros, ni les caméras ; autant dire qu'il maîtrise non seulement les codes journalistiques mais aussi ceux de la communication : Wael Ghonim en est un exemple lumineux<sup>192</sup>. Car, s'il est un blogueur qui est devenu une star internationale, c'est bien lui.

### **Le récit d'un héros : Wael Ghonim**

Le cadrage de la « révolution arabe » est fait de récits encadrés (ou *frame narratives*), ce sont les récits singuliers de ceux qui

---

<sup>188</sup> Les groupes de cybermilitants du web ayant prêté main forte aux internautes de pays arabes sont Telecomix, les Anonymous ou l'ONG Avaaz.org.

<sup>189</sup> Roland Cayrol, « Sondages et campagnes électorales : faire de chacun un stratège », *Pouvoirs*, n°63, 1992, pp. 81-90, p. 86.

<sup>190</sup> Bourdieu P., *Sur la télévision*, Liber-Raisons d'agir, Paris, 1996.

<sup>191</sup> Marion Guénard, ancienne correspondante du *Monde* au Caire, entretien avec l'auteur, mars 2015.

<sup>192</sup> Voir conférence TED, [https://www.ted.com/talks/wael\\_ghonim\\_inside\\_the\\_egyptian\\_revolution?language=fr](https://www.ted.com/talks/wael_ghonim_inside_the_egyptian_revolution?language=fr)

participent du grand récit de la révolution. L'histoire d'un protagoniste des soulèvements nous permet par un processus d'identification de vivre les événements en adoptant son point de vue, en vibrant au rythme des manifestations. Le récit médiatique permet l'expression de l'émotionnel<sup>193</sup>. La trajectoire de Wael Ghonim est le sujet d'un livre qu'il signera et qui sera traduit en plusieurs langues<sup>194</sup>. Jeune informaticien égyptien de formation, il est directeur commercial de Google aux Émirats Arabes Unis. En 2010, il crée une page Facebook : « Nous sommes tous des Khaled Said », en hommage au jeune Alexandriote battu à mort par la police. Il revient au Caire pour participer aux manifestations du 25 janvier 2011 place Tahrir, mais est arrêté par les autorités. Une campagne médiatique à laquelle participent des blogueurs, la chaîne Al-Arabiya parmi d'autres médias, Amnesty international entre autres, aboutit à sa libération le 7 février. Son sacre commence ce jour-là : les téléspectateurs égyptiens le découvrent dans le talk-show très regardé « 10 heures du soir » (Al Ashira Massa'an), animé par la journaliste Mona El-Shazly. Deux jours plus tard, la séquence se termine par Wael Ghonim s'adressant à des centaines de milliers de manifestants place Tahrir au Caire. Il déclamera à cette occasion : « *Je ne suis pas un héros, vous êtes les héros.* ». L'image ci-dessous est tirée du journal *Le Monde*, elle immortalise le moment où Ghonim a rejoint les manifestants place Tahrir pour en devenir une figure de proue. Il sera aisé de retrouver des vidéos qui renvoient à ce même moment qui fut diffusé par *Al-Jazeera* et repris par les télévisions du monde entier.

**Figure 2.** Photo reprise du *Monde* du 24 février 2011, en illustration d'un article intitulé « Wael Ghonim : nouvelle icône de la révolution égyptienne ».

---

<sup>193</sup> Lits M., *Du récit au récit médiatique*, Bruxelles : Éditions De Boeck Université, 2008.

<sup>194</sup> Ghonim W., *Revolution 2.0: The Power of the People Is Greater Than the People in Power: A Memoir*, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.





La visibilité de Wael Ghonim est d'autant plus saisissante qu'il ne fait pas partie des activistes égyptiens les plus chevronnés, il n'a pas fait partie du Mouvement du 6 avril 2008 par exemple. Cependant, tous n'avaient pas les dispositions du leader-icône dont les aptitudes de communicant ajoutées aux éléments susmentionnés ont fait une figure non seulement du 25 janvier place Tahrir au Caire, mais quasiment du « printemps arabe ». Or, faire le constat de la visibilité de certains blogueurs dans les médias, c'est, par la négative, faire celui de la relégation des autres acteurs et blogueurs des révoltes arabes. « *La configuration même du récit procède d'une distribution interne des places reconnues et d'un partage du visible et du moins visible – ou de l'invisible*<sup>195</sup>. »

### **Les identités non remarquables dans la presse écrite française**

Ce processus de visibilité sélective, car il s'agit bien de cela, n'échappe pas au célèbre activiste Azyz Amami qui dira à sa sortie de prison en 2011 : « *Je remercie encore de tout mon cœur ceux qui m'ont supporté. Mais, je ne peux que constater avec amertume que le « deux poids, deux mesures » est toujours là. Les médias, de mèche dans le petit jeu de « construction de symboles », y ont fortement contribué. Ainsi que le jeu d'influence qui en découle. Jeté sous les projos, on a trop parlé de moi. [...]. Et bien que ça flatte mon ego, je ne peux m'en*

---

<sup>195</sup> Voirol O., « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux* 4/2005, n°132, p. 51-71, p. 64.

*réjouir. Car ce n'est en rien l'acheminement logique des choses. Mes autres concitoyens n'ont pas eu droit à ce privilège, et c'est là que je m'effraie pour moi-même, de peur que ces médias ne me biaisent. De peur que même à travers ma personne, une mini-corruption revienne. Mes concitoyens n'ont pas eu droit au privilège auquel j'ai eu droit, et qui a fortement allégé ce qui aurait dû être mon sort. Et ça me révolte. Ce n'est pas de leur faute s'ils ne s'appellent pas Azyz Amami, encore moins de la mienne<sup>196</sup>. »*

Évidemment, opérer une sélection est un passage obligé du travail journalistique. Trop d'activistes d'importance existent pour qu'on puisse tous les traiter et les aborder dans des articles de presse de quelques centaines de mots et destinés à des lecteurs éloignés et pressés. Pour le seul cas égyptien, cette tâche s'avérerait titanesque, sinon impossible. Le propos n'est donc pas de faire le procès de la presse pour pointer du doigt ses éventuels manquements. Nous essayons tout au plus de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la couverture d'un tel évènement et le cadrage d'acteurs, si similaires. D'autres cadres auraient été pertinents qui mettraient en exergue certaines similitudes d'un pays à un autre : par exemple, aussi bien au Maroc<sup>197</sup> qu'en Égypte ou en Tunisie, on note que les jeunes activistes suivent parfois les traces de leurs parents qui ont été ou qui sont eux-mêmes militants. Cette lecture possible permettrait de placer les jeunes dans l'histoire et de mesurer les ruptures de l'histoire des mouvements sociaux à l'aune de la taille de la génération spontanée de militants. Deux phénomènes seraient mis en relief par ce type de perspectives ou de cadrages plus larges : l'existence d'activistes et de mobilisations avant cette période et l'inscription des médias numériques dans la confluence médiatique<sup>198</sup> dans laquelle s'inscrivent les médias

---

<sup>196</sup> Amami A., « En Tunisie, Amami tabassé par la police : "On a trop parlé de moi" », *Rue89*, 20 septembre 2011.

<sup>197</sup> Hivert J., « Se désengager du mouvement du « 20 février » », *European Journal of Turkish Studies*, 17|2013.

<sup>198</sup> Nous avons élaboré ce concept dans notre ouvrage *Les médias arabes et l'avons défini comme « l'imbrication progressive des médias au sein d'un système "complet" permettant la coexistence de plusieurs formats et de plusieurs médias. Elle permet de rendre compte de l'interdépendance croissante existant entre ces différents médias »* - les traditionnels (presse papier, télévision) n'étant pas menacés par ou miscibles dans les nouveaux

numériques : Wael Ghonim n'aurait pas été connu du grand public sans l'écho que lui ont apporté la télévision, la radio et la presse écrite.

En Égypte, certains acteurs sont particulièrement visibles dans l'espace public et peu relayés dans la presse française : des représentants actifs de la société civile tels que certains blogueurs ou cyberactivistes, syndicalistes de plusieurs corps professionnels dont ceux des magistrats ou des journalistes, intellectuels de premier plan, etc. À cette liste, les hommes d'affaires ne sont pas des moindres qui ont bien souvent la particularité de composer avec les gouvernements successifs, mais dont le rôle, à l'image d'un Naguib Sawirès est loin d'être négligeable<sup>199</sup>. La prégnance des hommes d'affaires, ou du secteur privé, dans le champ médiatique est une réalité qui touche les pays arabes de la même façon que l'ensemble des pays du monde, y compris du « Sud », compte tenu de la libéralisation des économies. Le levier de la censure – pour qui s'intéresse aux médias – est aujourd'hui économique autant que politique, ici ou ailleurs.

Revenant aux cyberactivistes, Israa Abdel Fattah par exemple est une cyberdissidente particulièrement célèbre en Égypte, elle n'apparaît pourtant jamais dans le journal *Le Monde*, excepté dans la reprise d'un communiqué AFP-Reuters faisant état de la liste des potentiels récipiendaires du prix Nobel de la paix... avec une erreur sur son genre<sup>200</sup>. Israa Abdel Fatah est pourtant cofondatrice, avec Ahmed Maher, du Mouvement de la Jeunesse du

---

(numériques). Notre analyse met plutôt en évidence une grande complémentarité, les médias anciens ayant contribué à donner aux nouveaux médias la « force de frappe » qui fut la leur. Guaaybess T. *Confluences médiatiques et dynamiques sociales*, CNRS éditions, 2012, page 11.

<sup>199</sup> Gaaaybess T., « Broadcasting and Businessmen in Egypt, Revolution is Business », in Della Ratta D., Sakr N. and Jakob Skovgaard-Petersen (dir.) *Arab Media Moguls*, IB Tauris, Londres, 2015, p.165-186.

<sup>200</sup> Ainsi on pourra lire, « L'un des fondateurs du mouvement égyptien de la jeunesse du 6 avril, Israa Abdel Fattah, le cybermilitant égyptien Wael Ghonim, et la blogueuse tunisienne Lina Ben Mhenni font figure de favoris à la veille de la dernière réunion du comité Nobel, vendredi 30 septembre à Oslo. », in *LeMonde.fr* du 29.09.2011. En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/culture/article/2011/09/29/un-prix-nobel-de-la-paix-pour-le-printemps-arabe\\_1580255\\_3246.html#AyDEbzq0uvTzBiL5.99](http://www.lemonde.fr/culture/article/2011/09/29/un-prix-nobel-de-la-paix-pour-le-printemps-arabe_1580255_3246.html#AyDEbzq0uvTzBiL5.99), consulté le 27 août 2015.

6 avril. Ce mouvement, parti d'une liste Facebook de plusieurs dizaines de milliers de membres (70 000) fut à l'origine de manifestations en soutien aux ouvriers de l'industrie du textile dans la région du Caire. Lorsqu'elle fut arrêtée et emprisonnée en 2008, le journal indépendant *Al-Masry al-youm* publia sur une page une lettre de sa mère demandant au président Moubarak la libération de sa fille. Des médias égyptiens et internationaux reprennent alors l'information, au premier rang desquels *Al-Jazeera* : sa libération sera donc aussi hyper médiatisée. On pourra lire dans la page Wikipedia française de l'activiste : « *Israa Abdel Fattah a été surnommée la Facebook girl. Elle porte le hidjab.* »<sup>201</sup> L'information, non signifiante en l'occurrence, du port du foulard, n'est pas reprise dans la page Wikipédia anglophone, pourtant sensiblement plus fournie<sup>202</sup>.

On pourrait donner l'exemple d'une autre jeune journaliste, yéménite cette fois-ci, Tawakkol Abdel-Salam Karman. Elle obtient le prix Nobel de la Paix en 2011, elle est à la fois membre du parti politique Al-Islah et défenseur des droits de l'homme. Elle est mentionnée quatre fois dans *Le Monde* jusqu'en 2015, mais pas une fois avant la remise du prix Nobel (7 octobre 2011).

### **Les circuits de validation de certains blogueurs : le cas Asma Mahfouz**

Le processus de médiatisation en France de la jeune militante égyptienne Asma Mahfouz est instructif. La veille du 25 janvier 2011, elle enregistre une vidéo enjoignant les Égyptiens à sortir pour manifester et la publie sur YouTube. La vidéo est d'emblée virale en Égypte et sur la toile. Cependant, son nom n'apparaît pas dans *Le Monde* avant le 2 juin 2011, bien après les faits, et encore : sous la plume non pas d'un journaliste mais d'une activiste d'Amnesty international. Une version sous-titrée en anglais de la célèbre vidéo fut pourtant mise en ligne dès le 1er février 2011<sup>203</sup>. Asma Mahfouz sera quelques mois plus tard

---

<sup>201</sup> Page de la version française de Wikipedia, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Israa\\_Abdel\\_Fattah](https://fr.wikipedia.org/wiki/Israa_Abdel_Fattah), consulté le 20 août 2015.

<sup>202</sup> Précisons que la journaliste Claude Guibal, correspondante (et auteur avec Tangi Salaün de *L'Égypte de Tahrir. Anatomie d'une révolution*, au Seuil, 2011) a consacré un article à Esraa Abdel Fatah le 5 février 2011 dans le quotidien *Libération*.

<sup>203</sup> [http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=SgjIgMdsEuk](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=SgjIgMdsEuk)

récipiendaire du prestigieux prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, délivré par le Parlement européen, parmi cinq militants des « révolutions » arabes, dont le tunisien Mohamed Bouazizi, à titre posthume.

Sans aucun doute, Asma Mahfouz est représentative de la jeunesse égyptienne. Pourquoi n'avait-elle donc pas été relayée dans les premiers mois du soulèvement ? Des filtres qui président à la sélection journalistiques ont été mentionnés : esthétique de l'image, clarté du discours, éloquence, etc. Anglophone et dynamique, Asma Mahfouz satisfait à tous les critères à l'exception du premier : elle porte un foulard. De ce fait, elle ne correspond pas à l'image la plus immédiate que l'on pouvait se faire d'une passionaria ou d'une cyberactiviste, ce qui l'éloigne de l'élite « printemps arabe », telle que perçue ou construite par certains médias. D'autres femmes cyberactivistes égyptiennes de premier plan et portant le voile bénéficiaient de la même invisibilité dans la presse française<sup>204</sup>. Le sujet n'est pas ici de discuter de l'appréhension de la laïcité en France et de ses conséquences, mais de mettre en évidence l'existence d'un cadre mental sous-jacent, parfois non conscient, dans la couverture de certains acteurs.

Nous avons repris dans le tableau ci-dessous les dates d'occurrence du nom d'Asma Mahfouz dans les journaux nationaux d'information français et anglais :

---

<sup>204</sup> On peut penser que le référent social, économique ou religieux du voile permet de toucher une plus large part encore de la population égyptienne.

Cette couverture différenciée de la militante égyptienne montre que les référents et autres marqueurs identitaires n'ont pas des effets homogènes à l'échelle internationale sur les cadrages journalistiques. Asmaa Mahfouz reçoit du Parlement européen le prestigieux prix Sakharov pour la liberté de l'esprit le 27 octobre 2011. Après cette date, elle a été relayée dans la presse française,

	Occurrences dans les journaux...		Prix Sakharov
	Anglais	Français	
16/08/2011	The Guardian		Prix Sakharov
16/08/2011	The Times		
18/08/2011	Morning Star		
25/08/2011		Le Monde	
25/09/2011	The Sunday Times		
25/10/2011	The Guardian		
27/10/2011			
28/10/2011	The Daily Telegraph	Le Monde	
28/10/2011		Le Figaro	
03/11/2011		Le Figaro	
27/11/2011		Le Monde	
11/02/2012	The Daily Telegraph		
05/06/2012	The Guardian		
31/10/2012		Le Monde	
26/08/2013	The Independent		
13/07/2014	The Sunday Times		

y compris régionale. Il faut dire qu'elle avait passé un circuit de validation singulièrement sélectif, de sa couverture par la presse étrangère au dernier sceau de validation que fut le prix Sakharov. Ainsi, la transnationalisation de l'information et l'extension considérable de l'usage des NTIC finissent-elles, par des effets de bouclage qui permettent d'approfondir et de nuancer les images que nous avons, par faire évoluer les cadrages journalistiques nationaux. Asmaa Mahfouz est allée à New York soutenir ses « pairs », activistes du mouvement « Occupy Wall Street », en octobre 2011. Elle contribue ainsi, parmi d'autres activistes femmes, à enrichir notre banque d'images de leaders d'opinion, à faire bouger les cadres et à rendre possibles et intelligibles d'autres cadrages.

## **Conclusion**

L'analyse des blogueurs et des couvertures médiatiques dont ils ont fait l'objet, a montré la prégnance de certains schémas interprétatifs à travers les cadrages journalistiques en France et à l'étranger. La nouveauté, c'est que le phénomène de confluence médiatique a décloisonné les espaces médiatiques traditionnels, fait sauter les frontières symboliques et réelles (techniques, légales) entre différents médias et, pour un média donné, disqualifié les frontières entre les espaces nationaux et internationaux. Ainsi, la multiplication des canons et des normes dans le cyberspace sans qu'une prééminence nette se dessine, a-t-elle fragilisé certaines prénotions en les confrontant à d'autres représentations venant d'ailleurs et non moins valides. Les nouveaux médias consolident un peu plus leur place dans la confluence médiatique, en tendant à imposer de nouveaux schémas interprétatifs, au moins en donnant aux acteurs des événements couverts, davantage de maîtrise sur les cadrages journalistiques qui les concernent.

Dans la confluence médiatique où les pratiques changent, on constate la cofabrication par les médias anciens et récents de nouveaux cadrages, par un jeu complexe de confrontation de normes et de discours, dont l'effet est d'interroger les cadres traditionnels. On peut, face à ces dynamiques, être optimiste et se dire qu'on évolue vers toujours plus de diversité, et des informations plus proches de la complexité du monde. L'option de la vigilance n'est pas à exclure, car les schémas interprétatifs alternatifs peuvent aussi dépendre d'aptitudes et de techniques communicationnelles et de groupes économiques de la communication, qui sont simplement différents de ceux auxquels nous étions habitués pour les médias de masse.

## **Faire l'actualité en Italie sur le printemps arabe ou comment Internet laisse croire qu'on peut faire de l'information sans journalistes**

*Ermete Mariani, journaliste italien*

À l'heure des « révolutions Facebook », il est difficile, surtout en Italie, de convaincre la direction d'un journal d'envoyer un journaliste sur le terrain pour rapporter les faits, surtout quand les médias sont contraints à faire des économies. D'ailleurs, une bonne partie du public – et certains médias aussi – avait l'impression qu'il suffisait de savoir lire l'anglais ou le français et de disposer d'une bonne connexion Internet pour suivre en direct les révolutions arabes. Dans ce cadre, quel rôle jouent encore les journalistes et les médias ? Sont-ils vraiment indispensables ou peut-on se passer d'eux ?

La description de la couverture médiatique italienne des printemps arabes telle qu'elle apparaît à travers les entretiens<sup>205</sup> avec trois envoyés spéciaux qui ont suivi les événements dans les pays arabes pour la presse écrite, la télévision et la radio, nous a permis de réfléchir aux principales caractéristiques du système médiatique italien et ses interactions avec le contexte économique, politique et technologique. Cela nous a amené à interviewer d'autres journalistes internationaux, ainsi qu'à prendre en compte les analyses de chercheurs académiques, les prospections de cabinets de conseil ainsi que les données

---

<sup>205</sup> Pour cela, l'aide de Paola Piacenza, journaliste de *Il Corriere della Sera*, dans la réalisation des entretiens avec les envoyés spéciaux a été extrêmement précieuse.



recueillies par des associations professionnelles du monde de l'information italien.

Étant donné que le marché de l'information est devenu, depuis quelques décennies, global et fortement sensible aux innovations technologiques, il nous a semblé indispensable de faire un détour par les tendances globales qui affectent le monde de l'information et de la communication pour revenir, par la suite, au contexte italien.

Notre objectif n'est donc pas de formuler un jugement sur les contenus produits par les médias, mais plutôt de mettre en évidence certains aspects du système médiatique italien. Considérant le marché comme l'acteur clé qui transforme une information en nouvelle<sup>206</sup>, nous focaliserons notre attention sur cette question : comment Internet, la mondialisation et, depuis 2008, la crise économique ont transformé le métier du journalisme et le rôle même des médias ? En montrant comment au-delà de certaines spécificités locales le monde de l'information globale est confronté aux mêmes défis.

### **La nouvelle et le silence : une couverture des printemps arabes inconstante et centrée sur les intérêts italiens**

Pendant les printemps arabes, on trouvait facilement sur le Web des communiqués de presse, des témoignages vidéo d'affrontements ou de tortures, ainsi que des échanges semi-privés entre les acteurs principaux des révolutions<sup>207</sup>. En même temps, les flux directs d'informations semblaient plus authentiques aux yeux d'un public qui, habitué à regarder les vidéos en ligne et les films piratés, accepte de bon gré de regarder des vidéos de mauvaise qualité au journal de 20 heures sur des écrans plats à haute définition. Mais même si la nécessité d'avoir un journaliste sur le terrain semble moins pressante aujourd'hui qu'il y a vingt ans, lors d'événements importants les médias italiens envoient tout de même des journalistes sur place.

---

<sup>206</sup> Hamilton J.T., *All the News That's Fit to Sell : How the Market Transforms Information into News*, New jersey, Princeton University Press, 2004.

<sup>207</sup> Cf. Gonzalez-Quijano Y., *Arabités numériques: le printemps du Web arabe*, Paris, Actes Sud, 2012.

Pour ce qui concerne le cas de la Tunisie, tous les médias ont tardé à comprendre la portée des événements en cours et ont tous envoyé un journaliste autour du 14 janvier 2011, comme en témoigne ce journaliste :

*« Le Corriere della Sera a commencé à suivre les événements tunisiens avec un envoyé, Lorenzo Cremonesi, quelques jours avant le 14 janvier. Ensuite, quand les départs [d'immigrés clandestins vers le Sud de l'Italie] ont commencé, j'ai été envoyé à Zarzis dans le Sud de la Tunisie, mon premier article a été publié le 10 février et j'étais le premier journaliste à arriver dans le coin. »*

Les médias plus modestes se sont limités, dans la plupart des cas, à intégrer les nouvelles provenant des pays arabes dans leurs flux d'informations car ils n'avaient pas toujours les moyens d'envoyer un journaliste sur place.

*« Il ne s'agissait pas d'inattention, mais nous [Radio Popolare] sommes une radio coopérative et nous ne disposons pas de beaucoup de ressources financières et de temps pour envoyer un journaliste à l'étranger. Nous avons donc eu un envoyé seulement parce que l'un de nos collaborateurs a décidé de lui-même de partir et, une fois en Tunisie, il s'est mis d'accord avec la radio sur les services à réaliser<sup>208</sup>. »*

Normalement donc les envoyés spéciaux arrivent sur place quand il y a un événement extraordinaire et ils ne restent pas longtemps, sauf quand les intérêts de l'Italie sont directement mis en cause :

*« Je suis resté dans le Sud du pays [Tunisie] un mois. Cela a été une expérience très intéressante parce que la longue durée n'était pas programmée. Les couvertures des affaires étrangères, depuis quelques temps, ont été raccourcies, normalement on reste une semaine, mais, dans ce cas-là, la question [des départs des immigrants clandestins vers l'île italienne de Lampedusa] concernait l'Italie aussi<sup>209</sup>. »*

---

<sup>208</sup> Entretien personnel de Paola Piacenza avec Michela Sechi, journaliste de *Radio Popolare*, Milan, 10 octobre 2013.

<sup>209</sup> Entretien personnel de Paola Piacenza avec Giuseppe Sarcina, grand reporter de *Il Corriere della Sera*, Milan, 20 octobre 2013.

Par contre, les révolutions dans les autres pays arabes ont bénéficié de plus d'attention médiatique, en particulier celle en Libye, pour plusieurs raisons :

*« La crise en Libye est sûrement celle que nous [Sky] avons suivie avec le plus d'attention, probablement parce que nous avons été "réveillés" par ce qui s'était passé en Tunisie et en Égypte, mais surtout parce qu'en Libye, l'Italie était directement impliquée à cause de notre lien avec Kadhafi<sup>210</sup>. »*

En ce qui concerne le jugement global sur la couverture italienne des printemps arabes, les journalistes s'accordent pour dire qu'elle est souvent inconstante et incomplète.

*« Le problème du Corriere della Sera, et peut être de toute la presse italienne, c'est que quand la nouvelle perd de son caractère dramatique, on n'est pas capable d'alimenter la tension narrative du récit. Quand la question se présente à nouveau, nous sommes obligés de repartir de zéro sans pouvoir profiter davantage du travail fait auparavant. Cela signifie que nous n'avons pas la force et la lucidité de garder le focus sur les questions que nous traitons<sup>211</sup>. »*

La question est peut être encore plus complexe pour les télévisions qui, ayant besoin d'images pour traiter un sujet, sont sensibles aux événements les plus spectaculaires.

*« C'est très difficile de remettre les faits dans leurs contextes ou de suivre un événement tragique après le pic d'attention. Cela est vrai non seulement pour les révolutions politiques, mais aussi pour les catastrophes naturelles comme Haïti. De surcroît la télévision travaille avec les images et s'il n'y a pas d'images susceptibles de capter l'attention du public, l'histoire tombe à l'eau<sup>212</sup>. »*

Dans le cas spécifique des printemps arabes, l'utilisation massive du Web et des médias sociaux tout au long des événements de la part de ses acteurs clés, a permis de combler certaines de ces lacunes. Dans les faits, les médias qui souhaitaient assurer la couverture de la chronique internationale après les grands pics

---

<sup>210</sup> Entretien personnel de Paola Piacenza avec Tiziana Prezzo, journaliste chez SkyTg24 depuis 2003, Milan 13 octobre 2013.

<sup>211</sup> Giuseppe Sarcina, *Il Corriere della Sera*, Milan, 20 octobre 2013.

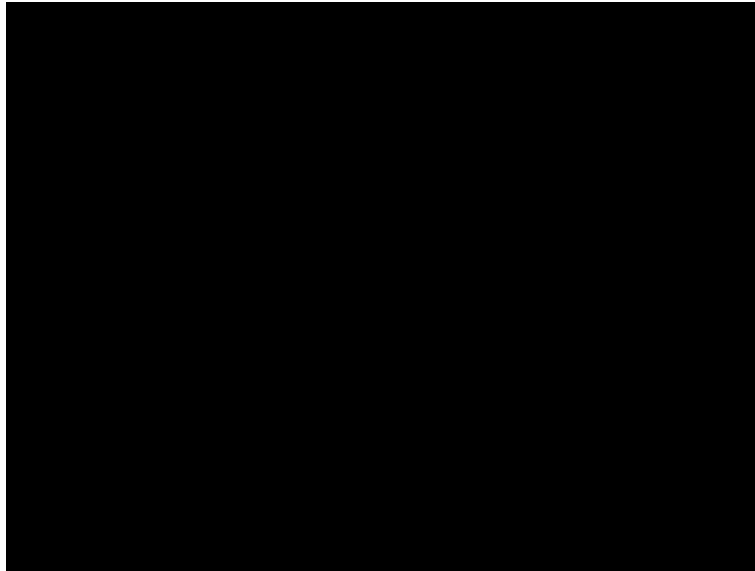
<sup>212</sup> Tiziana Prezzo, *SkyTg24*, Milan 13 octobre 2013.

d'attention médiatiques pouvaient aussi aller chercher les nouvelles dans le cyberspace.

*« En 2011, les événements des printemps arabes, après un démarrage un peu lent, ont été amplement couverts par Radio Popolare, en particulier dans une émission quotidienne Alaska, dont l'animatrice se basait surtout sur les réseaux sociaux<sup>213</sup>. »*

L'analyse avancée par ces journalistes est aussi soutenue par les données quantitatives que nous avons pu collecter sur l'évolution des articles publiés sur les pays arabes dans toute la presse écrite quotidienne italienne (65 titres) entre décembre 2010 et novembre 2011. Comme nous pouvons le remarquer dans le graphique suivant, l'évolution est assez inconstante et, effectivement, le conflit libyen est celui qui a attiré le plus d'intérêt, mais une fois passé la phase la plus violente, le conflit a été presque abandonné par les médias italiens.

**Graphique 1.** Évolution des articles publiés par la presse écrite italienne sur les pays arabes (décembre 2010 et novembre 2011).



*Source confidentielle, graphique élaboré par l'auteur.*

---

<sup>213</sup> Michela Sechi, *Radio Popolare*, Milan, 10 octobre 2013.

Enfin, l'intérêt du public italien pour les nouvelles internationales n'est jamais mis en question par les journalistes interviewés, ce qui semble être aussi confirmé par une étude comparative menée sur la couverture télévisuelle des affaires internationales et l'intérêt du public dans onze pays différents. Selon cette étude, en Italie, la demande d'informations internationales serait même supérieure à l'offre<sup>214</sup>. Mais cela ne semble pas être pris en compte par les médias italiens qui ne valorisent pas les nouvelles provenant du terrain :

*« Que tu écrives d'Alep, Gaza ou Rome, les éditeurs [italiens] ne font aucune différence. Tu es payé pareil : 70\$ par article [presque 50 euros]. Même dans des endroits comme la Syrie, où les prix ont triplé à cause de la spéculation galopante<sup>215</sup>. »*

### **Qui paie pour les nouvelles ? Les modèles économiques des médias remis en cause par Internet et la mondialisation**

Afin de comprendre les raisons d'une couverture inconstante et souvent incomplète des affaires internationales en Italie, nous avons repris la grille d'analyse de Hamilton<sup>216</sup>, qui nous amène à enquêter sur qui paie et qui a intérêt à produire et diffuser des nouvelles. À l'instar des autres produits et services, la réponse doit tenir compte des interactions entre plusieurs acteurs au sein d'un marché. Étant donné que le marché de l'information est désormais mondialisé, il nous semble indispensable pour mieux comprendre le système médiatique italien d'analyser les changements dans l'industrie des médias au cours des dix dernières années à l'échelle globale comme locale.

La tendance commune à tous les médias des différents pays est la démultiplication des options disponibles aux publics et aux annonceurs pour ce qui concerne les fournisseurs et les plateformes de diffusion d'informations. Entamée déjà dans la

---

<sup>214</sup>Aalberg T. *et al.* « International TV News, Foreign Affairs Interest and Public Knowledge : A Comparative Study of Foreign News Coverage and Public Opinion in 11 Countries », *Journalism Studies*, vol. 14, n° 3, 2013, p. 387-406.

<sup>215</sup>Borri F., « Woman's Work : The Twisted Reality of an Italian Freelancer in Syria », *CRJ - Columbia Journalism Review*, 1<sup>er</sup> juillet 2013, URL : [http://www.cjr.org/feature/womans\\_work.php](http://www.cjr.org/feature/womans_work.php), consulté le 15/3/2014.

<sup>216</sup>Hamilton J.T., *op. cit.*

première moitié du XX<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée de la radio et de la télévision dans les foyers, cette tendance a subi une accélération importante dans les années 90 avec le développement des TIC (technologies de l'information et de la communication) qui ont rendu plus rapides et économiques le stockage, le traitement et la transmission des données.

Au niveau mondial donc, les médias sont contraints par plusieurs facteurs à remettre en cause un modèle économique qui reposait essentiellement sur la distribution des nouvelles par un seul moyen de communication et dont les revenus dérivait des ventes directes, des recettes publicitaires et des aides publiques – l'importance relative de ces trois éléments variant selon les pays et les médias. Aujourd'hui, l'audience est de plus en plus segmentée sur plusieurs canaux, les revenus dérivant des ventes sont en baisse et de nouveaux acteurs sont en concurrence pour les recettes publicitaires.

### **Qui menace les médias *mainstream* ?**

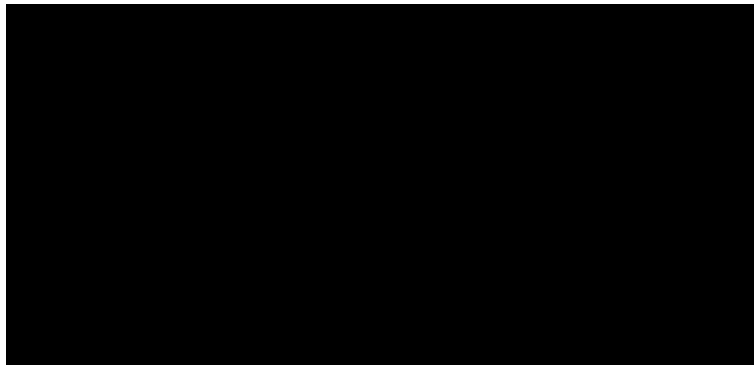
Nous pouvons constater dans le graphique 2 les effets de la démultiplication des plateformes de distribution de nouvelles sur les journaux quotidiens aux États-Unis, qui ont vu le nombre de lecteurs diminuer, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, à cause de l'arrivée dans les foyers de la radio, puis de la télévision et enfin d'Internet.

L'érosion du lectorat s'est traduite par une perte dans les recettes publicitaires aussi, même si selon le rapport sur les tendances d'internet en 2013 réalisé par le fonds d'investissement américain KPCB<sup>217</sup>, la presse écrite américaine bénéficie encore d'une sorte de rente de position. Parallèlement à cette tendance, la convergence des médias sur les mêmes canaux de distribution – processus entamé déjà dans les années 90 – annonce une période de compétition beaucoup plus rude entre médias traditionnels (télévisions, radio et presse) et *pure players* pour la même audience dans les mêmes plateformes.

---

<sup>217</sup> Meeker M. et Wu L., *Internet Trends 2013 – D11 Conference*, KPCB - Kleiner Perkins Caufield & Byers, 29 mai 2013, URL : <http://www.scribd.com/doc/144438206/KPCB-Internet-Trends-2013#download>, consulté le 15/3/2014.

**Graphique 2.** Diffusion des journaux quotidiens aux États-Unis, par 1 000 habitants (1900-2005).



Source : Picard R.G., 2010, p. 22.

Cette concurrence est inédite puisque jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les différents médias, tout en étant partiellement en compétition pour la même audience, délivraient leurs services d'information sur des canaux différents.

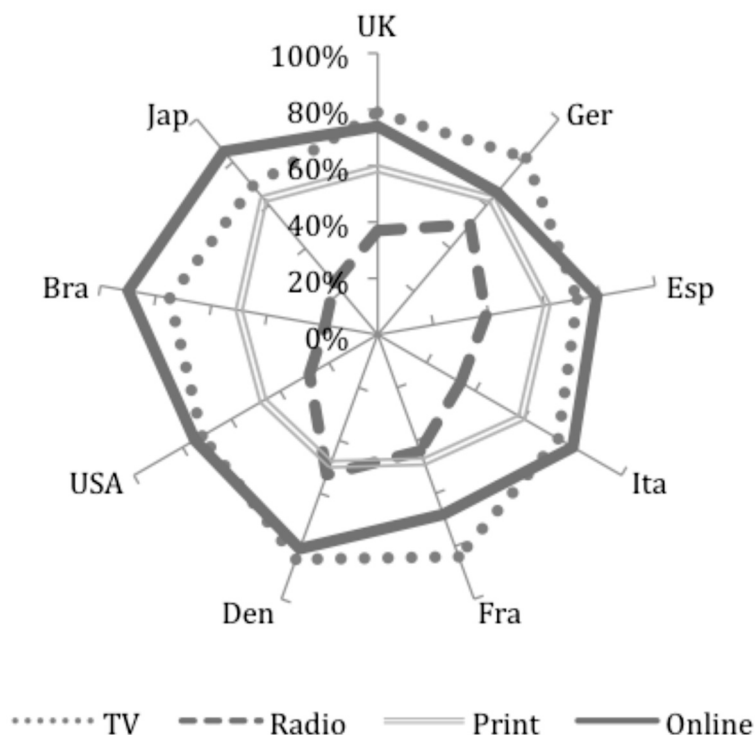
Même si en termes absolus la consommation de nouvelles n'a pas diminué, le public est très fragmenté. Face à un vaste choix de plateformes et de fournisseurs de contenus, les consommateurs ne dépendent plus d'un unique moyen d'information. Selon le *Digital news report 2013*<sup>218</sup>, même si les journaux quotidiens restent les plus grands producteurs des nouvelles, les consommateurs utilisent essentiellement la télévision et Internet pour accéder aux informations<sup>219</sup>.

---

<sup>218</sup> Newman N. et Levy D.A., *Reuters Institute Digital News Report 2013 : Tracking The Future of News*, RSIJ – Reuters Institute for the Study of Journalism, URL: [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/Working\\_Papers/Digital\\_News\\_Report\\_2013.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/Working_Papers/Digital_News_Report_2013.pdf), consulté le 15/3/2014. Version en ligne, URL: <http://www.digitalnewsreport.org/>

<sup>219</sup> Cf. Mitchell A., 2014, *op. cit.*

**Graphique 3.** Plateformes utilisées pour accéder aux nouvelles sur une base hebdomadaire (pourcentage des consommateurs de nouvelles)<sup>220</sup>.



Source : graphique réalisé par l'auteur avec les données du Digital News Report 2013.

Avec l'émergence d'Internet comme porte d'accès aux informations, les médias traditionnels doivent également faire face à la concurrence de nouveaux acteurs non-médias : les moteurs de recherche et les fournisseurs d'accès aux réseaux. L'arrivée des moteurs de recherche sur le marché publicitaire a mobilisé les éditeurs des journaux européens – en particulier italiens, français et allemands – qui accusent Google (surtout) de tirer profit de l'agrégation des nouvelles à travers le service *Google News*

<sup>220</sup> La question posée lors du sondage était : « Quelle source d'information, le cas échéant, avez-vous utilisée la semaine dernière ? », Newman N. et Levy D.A., *op. cit.*



*Aggregator*, sans donner une contrepartie satisfaisante aux éditeurs<sup>221</sup>. Pour ce qui concerne les fournisseurs d'accès à Internet, le cabinet de conseil PwC estime que les consommateurs des nouvelles dépenseront 11,1% de plus d'ici à 2017<sup>222</sup>.

Enfin, la crise financière de 2008 est venue aggraver la situation. Dans certains pays, la baisse des revenus pour les éditeurs des journaux entre 2007 et 2009 a été particulièrement importante – aux États-Unis -30%, en Grande-Bretagne -21% et en Italie -18% –, et dans une moindre mesure dans d'autres pays développés comme l'Allemagne (-10%) ou la France (-4%)<sup>223</sup>.

### **Les contenus oui... mais pour informer ou pour communiquer ?**

Les médias sont donc contraints de faire des économies dans la mesure où ils sont placés dans un marché de plus en plus compétitif avec moins de ressources financières à leur disposition. Ils réduisent ainsi leurs capacités de production et, par conséquent, se privent de lecteurs qui les abandonnent au profit d'autres sources d'information<sup>224</sup>. Tout cela arrive au moment où les agences de communication et de relations publiques prônent la cause de contenus informatifs pour attirer l'attention des consommateurs et les engager dans un rapport de confiance. Jad Hartman, directeur éditorial du groupe Time Inc. qui inclut aussi le magazine *Fortune*, a justifié le choix d'ouvrir au sein de la rédaction de ce dernier une section entièrement dédiée à la

---

<sup>221</sup> Cf. Ferran B., « Presse : France, Allemagne et Italie unies contre Google », *Le Figaro*, 25 octobre 2012 ; et Ternisien X., « Google va verser 60 millions d'euros à un fonds de soutien à la presse française », *Le Monde*, 8 novembre 2013.

<sup>222</sup> Aabusson M., Leroyer S. et Teulade V., *Global Entertainment And Media Outlook 2013-2017 : Business As Usual ?*, Price Waterhouse and Coopers, 19 septembre 2013, URL : <http://www.pwc.fr/global-entertainment-and-media-outlook-2013-2017.html>, consulté le 15/3/2014.

<sup>223</sup> Nielsen R.K. et Levy D.A., « The Changing Business of Journalism and Its Implications for Democracy », dans Levy D.A. et Nielsen R.K. (dir.), *The Changing Business of Journalism and Its Implications for Democracy*, Oxford, Reuters Institute for the Study of Journalism, 2010, p. 6.

<sup>224</sup> Mitchell A., *State of The News Media 2013 : Overview*, Pew Research Journalism Project, mars 2013, URL : <http://stateofthemedias.org/2013/overview-5/>, consulté le 15/3/2014.

production des contenus payés par les annonceurs ; ainsi, « *Comme les responsables du marketing se battent pour attirer les utilisateurs et les lecteurs dans un monde brouillant et compétitif, les responsables du marketing sont tous devenus directeurs de publication*<sup>225</sup>. »

Désormais, des agences de communication se spécialisent dans la mise en place de stratégies de communication qui visent à produire des contenus publicitaires pouvant parfaitement s'intégrer aux flux d'information des médias. Cela suppose l'adoption d'une approche quasi journalistique de la communication et, par conséquent, un certain degré « d'objectivité » quand il s'agit en réalité de mettre en évidence les points forts d'un produit ou d'un service à placer sur le marché.

Cette forme de communication n'est absolument pas inédite – les médias italiens, comme d'autres d'ailleurs, l'ont toujours fait plus ou moins clandestinement – mais, depuis quelques années, elle s'est beaucoup développée et elle est désormais définie comme *brand journalism* ou *native advertising in context*<sup>226</sup>. Plusieurs journaux ont déjà intégré le *native advertising* à leur flux d'information comme le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Wall Street Journal* ; le secteur devrait atteindre pour le seul marché américain 2,08 milliards d'euros au courant de cette année<sup>227</sup>.

La compétition entre le monde de l'information et celui de la communication ne date pas d'hier, mais depuis trois décennies maintenant, les agences de communication et de relations publiques semblent se porter beaucoup mieux que les médias.

---

<sup>225</sup> Moses L., « Fortune Writes Articles Exclusively for Advertisers : Capital One Is First to Sign Up », *AdWeek*, 6 mars 2013, URL : <http://www.adweek.com/news/advertising-branding/fortune-writes-articles-exclusively-advertisers-147662>, (consulté le 15/3/2014).

<sup>226</sup> Le *brand journalism* comme le *native advertising* sont des stratégies de diffusion de contenus à caractère publicitaire avec un style journalistique qui s'intègre bien dans le contexte informatif des médias. Cf. Dvorkin L., « Inside Forbes: the birth of brand journalism and why it's good for the news business », *Forbes*, 10 mars 2012.

<sup>227</sup> Mitchell A., *State of the News Media 2014 : Overview*, Pew Research Journalism Project, 26 mars 2014, URL : <http://www.journalism.org/2014/03/26/state-of-the-news-media-2014-overview/>, consulté le 15/3/2014.

« Le nombre des journalistes [aux États-Unis] a beaucoup chuté, par contre la population des PR [relations publiques] s'est multipliée à un rythme bien plus élevé. En 1980, il y avait 45 travailleurs dans le PR sur cent mille habitants, et 36 journalistes. En 2008, il y avait 90 travailleurs de PR sur cent mille habitants, et seulement 25 journalistes. Ce qui donne un rapport de plus de 3 à 1, mieux équipés, mieux payés<sup>228</sup>. »

### **Les grands groupes médiatiques et la concurrence sur le terrain**

Le processus de mondialisation a favorisé dans les vingt dernières années la formation de grands groupes médiatiques qui agissent au niveau mondial comme les américains ABC, CBS, NBC, Time Warner (groupe de la chaîne *CNN*), NBC et News Corporation (*Fox News*), le britannique BBC, le brésilien Globo et aussi la chaîne qatarienne Al-Jazeera. Ce processus d'internationalisation a aussi touché les agences de presse, qui ont depuis toujours une forte vocation internationale, en laissant la plus grande partie du marché mondial des informations écrites et multimédia entre les mains de l'américaine *Associated Press* (AP), la britannique *Thomson Reuters* et la française *Agence France-Presse* (AFP), avec la croissance de la chinoise *Xinhua* (Nouvelle Chine).

L'émergence de ces grands groupes multinationaux de l'information pose le problème de la réduction du pluralisme de l'information en Occident et, à un niveau bien plus pratique, réduit drastiquement la marge de manœuvre des médias plus modestes et indépendants.

« Les choses pour nous journalistes internationaux travaillant pour les médias mineurs ont commencé à changer complètement avec l'arrivée de CNN. Quand nous couvrons la deuxième guerre du Golfe – en 1991 – moi et mes confrères nous avons tous des chambres dans le même hôtel international à Amman ; certains étaient seuls et d'autres en équipe de trois ou quatre personnes. Quand CNN est arrivée, ils ont pris pour eux seuls tout le dernier étage ainsi que le toit et les tarifs pour les interprètes et les fixeurs ont grimpé.

---

<sup>228</sup> Sullivan J., *op. cit.*

*À ce moment-là, j'ai compris que la concurrence était démesurée<sup>229</sup>. »*

Avec la présence des grands groupes médiatiques sur les terrains, il est de plus en plus difficile et coûteux d'envisager des déplacements et un personnel de support sur place : interprètes, fixeurs<sup>230</sup>, pigistes locaux, chauffeurs et personnel technique. En effet, plus une zone est dangereuse, plus les prix des services, même de base, sont élevés.

*« Les coûts pour une journée en Afghanistan aujourd'hui sont de 150 euros pour un interprète (le mien que je connais depuis des années et qui est très fort), 50 euros par jour pour un chauffeur, 20 euros pour manger (il le faut aussi), 70 euros pour un petit hôtel dans les périodes calmes, autrement il faut 200 euros dans les moments les plus difficiles. En Iraq, il y a eu des moments où le trajet de l'aéroport à la ville (20 minutes de voiture) m'a coûté plus de 400 euros<sup>231</sup>. »*

Compte tenu des coûts sur le terrain, le prix très élevé des assurances, et des budgets misérables des médias italiens, seuls les pigistes les plus motivés partent à leurs risques et périls, sans assurance et sans la certitude de pouvoir couvrir leurs dépenses avec la vente de leurs articles. De surcroît, les médias, contraints par la crise à faire des économies, ont limité le nombre de leurs bureaux de correspondance à l'étranger, des envoyés ainsi que des journalistes qui travaillent dans les rédactions centrales. C'est ainsi que la couverture des affaires extérieures repose de plus en plus sur les pigistes – qui partent tout de même –, sur les correspondants locaux, sur les journalistes embarqués – au sein des armées ou des ONG<sup>232</sup> –, sur les dépêches des grandes

---

<sup>229</sup> Entretien personnel avec Andrea Bertolini, directeur éditorial de AKI Adnkronos International de 2003 à 2007 et précédemment correspondant pour les grands médias allemands et italiens en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans les Balkans depuis plus de 30 ans, Skype, 10 octobre 2013.

<sup>230</sup> Le fixeur est une personne de support pour les journalistes : il peut procurer le matériel et le personnel nécessaires pour réaliser un service journalistique, assurer la logistique, organiser les entretiens, etc.

<sup>231</sup> Schiavulli B., « Free lance italiani di guerra », *Valigia Blu*, 15 juillet 2013, URL : <http://www.valigiablu.it/freelance-italiani-di-guerra-la-testimonianza-di-barbara-schiavulli/>, consulté le 15/3/2014.

<sup>232</sup> Même si il est très peu connu, le journalisme embarqué dans des ONG était un phénomène important jusqu'aux années 90 et, depuis, en baisse à cause de

agences de presse, sur les communiqués de presse ainsi que sur les producteurs de contenus quasi-journalistiques sur Internet comme les blogueurs, les twitteurs, les sites web d'information des groupes militants ou de la société civile, mais aussi des *content curators*<sup>233</sup>.

À ces sources, il faut aussi rajouter la présence croissante, remarquée surtout par les observateurs des médias américains, des contenus payés par des acteurs privés ou étatiques et déguisés en nouvelles produites par les rédactions<sup>234</sup>. Comme les agences de communication et relations publiques embauchent six fois plus de personnel que les médias alors qu'en 1980 le rapport était de 1,2/1<sup>235</sup>, il va de soi que les journalistes et les éditeurs des organes d'information font face à de grandes pressions, politiques ou économiques.

### **Internet et le monde de l'information : les nouvelles dans les réseaux sociaux et les journalistes superflus ?**

Devenu désormais la plateforme incontournable de distribution d'informations, Internet a ainsi bouleversé la chaîne de production des nouvelles en engageant un rapport inédit avec les audiences et les sources. Les consommateurs de nouvelles préfèrent non seulement se tenir informés *via* Internet (voir graphique 3), mais parmi les sources en ligne ils préfèrent utiliser

---

la pénurie de ressources des ONG. Cf. Cottle S. et D. Nolan, « Global Humanitarianism and the Changing Aid-Media Field », *Journalism Studies*, vol. 8, n° 6, 2007, p. 862-878.

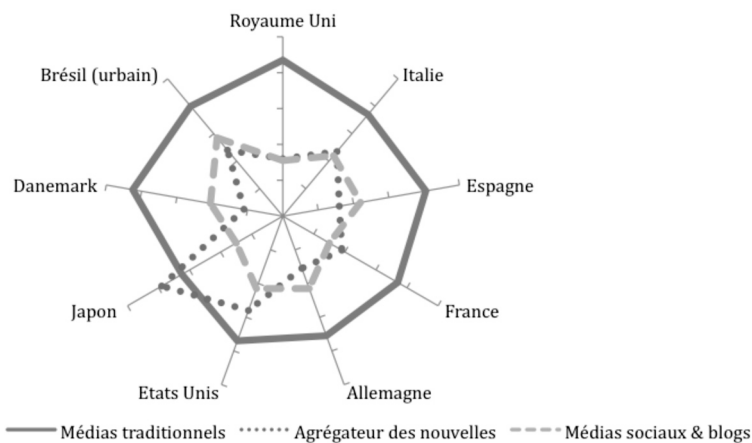
<sup>233</sup> Le *content curator* ou curateur de contenu sélectionne, réorganise et publie/partage un contenu qu'il trouve déjà sur le Web pour un public cible selon une sorte de projet éditorial, en cela le curateur se différencie des agrégateurs. Cf. Guerrini F., « Newsroom Curators and Independent Storytellers : Content Curation as a New Form of Journalism », *Reuters Institute for the Study of Journalism*, 2013, URL : [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/fellows\\_papers/2012-2013/Newsroom\\_Curators\\_\\_Independent\\_Storytellers-Content\\_Curation\\_as\\_a\\_New\\_Form\\_Of\\_Journalism.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/fellows_papers/2012-2013/Newsroom_Curators__Independent_Storytellers-Content_Curation_as_a_New_Form_Of_Journalism.pdf), consulté le 15/3/2014.

<sup>234</sup> Cf. Mitchell A., *State of the News Media 2013 : Overview*, Pew Research Journalism Project, mars 2013, URL : <http://stateofthemedias.org/2013/overview-5/>, (consulté le 15/3/2014).

<sup>235</sup> Sullivan J., « True Enough : the Second Age of PR », *Columbia Journalism Review*, 2 mai 2011, URL : [http://www.cjr.org/feature/true\\_enough.php](http://www.cjr.org/feature/true_enough.php), consulté le 15/3/2014.

les moteurs de recherche et les réseaux sociaux plutôt que les sites web des médias traditionnels. Plus précisément pour ce qui concerne l'Italie, il apparaît clairement dans le graphique suivant que même si 74% des consommateurs des nouvelles en ligne passent toujours par les médias traditionnels, une partie non négligeable d'entre eux (47%) utilise les agrégateurs des nouvelles, ainsi que les médias sociaux et les blogs (44%).

**Graphique 4.** Sources en ligne d'information, médias traditionnels, agrégateurs des nouvelles et médias sociaux/blog (comparaison par pays).



Source : graphique élaboré par l'auteur à partir des données de RISJ, *Digital News Report 2013*.

Cette tendance a des conséquences lourdes sur les politiques éditoriales des médias : on commence à écrire des articles pour le partage dans les réseaux sociaux, qui sont devenus le véritable *benchmark* pour mesurer la diffusion des nouvelles ainsi que la réputation des médias. Comme certaines études le démontrent bien pour les médias américains, il y a une différence substantielle entre les articles lus et ceux partagés dans les réseaux sociaux. Selon l'étude réalisée par Berger et Milkman<sup>236</sup> de l'université de Pennsylvanie, les contenus les plus partagés sur

<sup>236</sup> Berger J. et Milkman K., « What Makes Online Content Viral », *Journal of marketing research*, vol. 49, n°2, avril 2012, p. 192-205, URL : <http://journals.ama.org/doi/abs/10.1509/jmr.10.0353>, consulté le 15/3/2014.

la toile sont ceux qui « activent des émotions », peu importe qu'elles soient positives (un mélange de respect et admiration) ou négatives (rage et anxiété). Par contre, les nouvelles qui suscitent par exemple de la tristesse sont peut-être lues, mais beaucoup moins partagées. Élaborer une stratégie éditoriale en gardant à l'esprit les logiques de « contagion<sup>237</sup> » des nouvelles sur les réseaux sociaux, pourrait donc renforcer la tendance à faire du sensationnalisme, ce qui est propre à tous les médias depuis la naissance des médias commerciaux<sup>238</sup>.

Finalement, il nous semble qu'Internet remet en cause le rôle même des médias dans la société, non seulement en soulevant le problème du rapport entre démocratie et journalisme, mais aussi en sapant le rôle de médiateur/intermédiaire incontournable entre l'intérêt d'un public national et les événements, surtout étrangers, que les médias de masse avaient acquis au XX<sup>e</sup> siècle.

À la lecture du graphique suivant, nous pouvons remarquer comment l'arrivée d'Internet a rendu possible le développement des stratégies, même individuelles, pour contourner les médias et aller directement aux sources. D'un côté, Internet facilite l'accès et le dialogue direct avec les sources, même éloignées, et il permet d'alimenter un certain pluralisme de l'information, mais, de l'autre côté, il alimente la confusion entre récits des témoins et reportages journalistiques, laissant croire que les journalistes sont quasiment superflus. Il s'agit là de la plus grande tentation des médias eux-mêmes, qui commencent à penser que, finalement, on n'a pas besoin de journalistes pour faire de l'information. Il pourrait suffire de faire du *content curation*, ou même de développer des algorithmes qui sélectionnent les contenus selon les profils des lecteurs/visiteurs des sites web, comme certaines entreprises de communication, par exemple

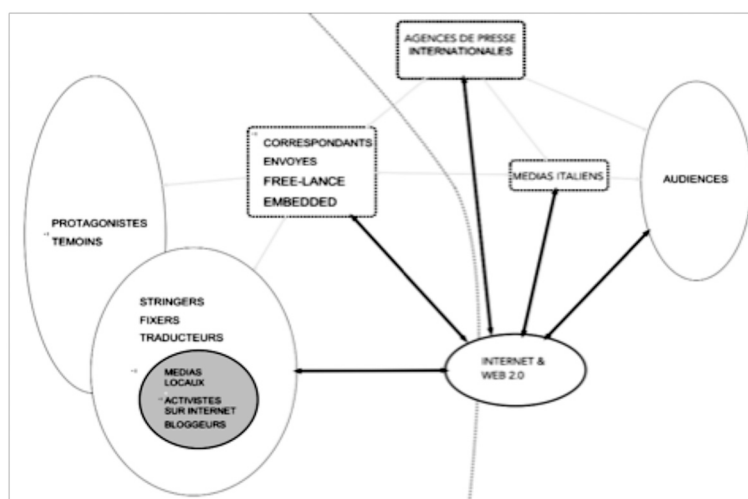
---

<sup>237</sup> Berger J., *Contagious : Why Things Catch On*, New York, Simon & Schuster, 2013.

<sup>238</sup> Nielsen R.K., *Ten Years That Shook The Media World : Big Questions and Big Trends in International Media Developments*, Oxford, RSIJ – Reuters Institute for the Study of Journalism, URL : [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/Working\\_Papers/Nielsen-\\_Ten\\_Years\\_that\\_Shook\\_the\\_Media.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/Working_Papers/Nielsen-_Ten_Years_that_Shook_the_Media.pdf), consulté le 15/3/2014.

l'américaine *Outbrain*<sup>239</sup>, le font déjà avec un énorme succès commercial.

**Graphique 5.** Journalisme international 2.0, chaîne de production des nouvelles internationales.



Source : graphique élaboré par l'auteur, 2014.

En plus de défier les modèles économiques et le rôle des médias, il nous semble qu'Internet a ouvert la compétition entre journalistes, agences de communication et algorithmes, en mettant à la disposition de tous une énorme quantité des données (*big data*). Au même moment où la BBC ouvre un *verification hub* qui travaille exclusivement à la vérification des contenus produits par les internautes ou *UGC (user generated contents)*, et où Reuters intègre à son manuel une partie dédiée au traitement des informations provenant des réseaux sociaux, des instituts ainsi que des entreprises privées essaient de développer des algorithmes pour distinguer les rumeurs des événements réels<sup>240</sup>.

<sup>239</sup> *Outbrain* à travers l'utilisation des plusieurs algorithmes détermine les contenus les plus appropriés à publier dans des plateformes Web en fonction des profils des utilisateurs et de leurs habitudes en-ligne. Cf. URL : [www.outbrain.com](http://www.outbrain.com), consulté le 15/3/2014.

<sup>240</sup> Turner D., « Inside the BBC Verification Hub », *Nieman Reports*, The Nieman Foundation for Journalism at Harvard, été 2012. URL :



Mais les algorithmes ont commencé à être utilisés non seulement pour analyser les données, mais aussi pour rédiger des articles, pour le moment très simples<sup>241</sup>.

**Le paysage médiatique italien : « *La couverture de l'actualité internationale en temps de crise [économique] est la première chose à sauter*<sup>242</sup> »**

Les problématiques et les perspectives dégagées pour le paysage médiatique global nous semblent être aussi valables pour le système italien, mais des spécificités du contexte italien restent tout de même à relever. D'un point de vue quantitatif, il y a une grande différence dans l'attention que les médias italiens, français, britanniques et américains portent aux questions internationales. Les médias italiens et américains en ligne sont plus tournés vers les affaires intérieures que les français et les britanniques.

Si la baisse globale de couverture des questions internationales est imputable aux tendances économiques et politiques mondiales, les différences entre les pays sont à rechercher dans les spécificités des contextes nationaux. Des discussions que nous avons pu avoir avec plusieurs journalistes et rédacteurs en chef de services internationaux ainsi que de la littérature scientifique sur le sujet – qui, à dire vrai, n'est pas très riche pour ce qui concerne l'Italie – nous avons retenu deux aspects caractéristiques du système médiatique italien qui ont des lourdes conséquences sur la couverture internationale : les rapports historiquement très étroits entre le monde politique et les médias et le rôle relativement secondaire de l'Italie sur la scène politique et économique mondiale ainsi que la précarisation du métier de journaliste.

---

<http://www.nieman.harvard.edu/reports/article/102764/Inside-the-BBCs-Verification-Hub.aspx>, consulté le 15/3/2014.

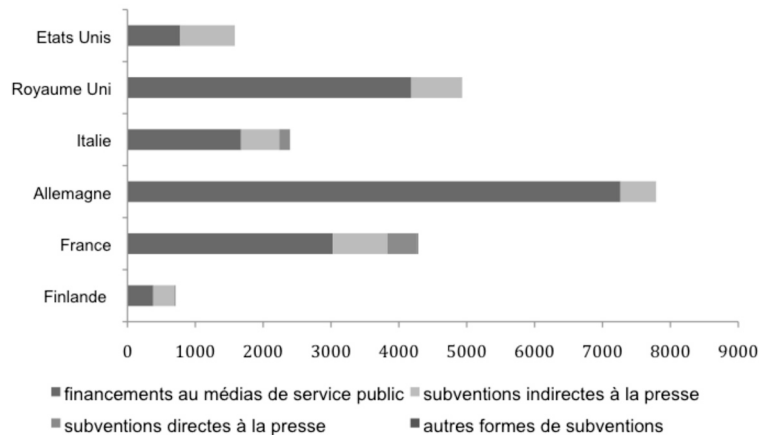
<sup>241</sup> Cf. Oremus, W., « The First News Report on the L.A. Earthquake Was Written by a Robot », Slate, 17 mars 2014, URL : [http://www.slate.com/blogs/future\\_tense/2014/03/17/quakebot\\_los\\_angeles\\_times\\_robot\\_journalist\\_writes\\_article\\_on\\_la\\_earthquake.html](http://www.slate.com/blogs/future_tense/2014/03/17/quakebot_los_angeles_times_robot_journalist_writes_article_on_la_earthquake.html), consulté le 15/3/2014.

<sup>242</sup> Entretien personnel de Paola Piacenza avec Tiziana Prezzo, journaliste chez *SkyTg24* depuis 2003, Milan 13 octobre 2013.

## Les médias et la politique (internationale) en Italie

Historiquement, le secteur médiatique italien a toujours eu des liens profonds avec le politique. Ce rapport est tellement ancré dans le système médiatique italien que même les observateurs externes et modérés n'hésitent pas à affirmer que « *les propriétaires des médias italiens ont toujours poursuivi la politique et non le profit ; et à cet égard Berlusconi ne fait pas exception*<sup>243</sup> ». Dans ce contexte donc, « *les journalistes ont toujours été recrutés en ayant à l'esprit leurs affiliations politiques : et ceux qui travaillent pour Mediaset ou RAI ne sont pas différents à cet égard*<sup>244</sup> ». Ce rapport étroit entre médias et politique se traduit non seulement dans le financement direct du service télévisuel et radiophonique public, mais il est aussi étendu aux aides publiques aux médias privés, ainsi qu'à toute la filière du papier (des producteurs du papier aux imprimeurs).

**Graphique 6.** Financements publics aux médias en 2008 (millions d'euros).



Source : graphique élaboré par l'auteur à partir des données de Nielsen R.K. et Linnebank G., 2011.

<sup>243</sup> Hanretty C., « The Italian Media Between Market and Politics », in A. Mammone et G. Veltri (dir.), *Italy Today The Sick Man of Europe*, Londres, Routledge, 2010, p. 85-98, disponible en ligne URL : [http://www.academia.edu/381685/The\\_Italian\\_media\\_between\\_market\\_and\\_politics](http://www.academia.edu/381685/The_Italian_media_between_market_and_politics), consulté le 15/3/2014.

<sup>244</sup> *Ibidem*.

L'Allemagne est le pays qui subventionne le plus les médias, suivi par la France et le Royaume-Uni. Mais si nous regardons le financement par personne et par année, en Europe ce sont les Finlandais qui font le plus gros effort (130,7€) et les Italiens le moins (43,1€), tandis que les Américains contribuent seulement à hauteur de 5,2 euros. La France est le seul pays qui subventionne aussi les médias exclusivement numériques (0,5 million d'euros en 2008 et 20 millions en 2009<sup>245</sup>).

En Italie, mis à part les médias de service public, toutes les subventions publiques directes et indirectes proviennent du département de l'information et l'édition de la Présidence du Conseil des ministres. Les subventions directes sont élargies annuellement aux journaux dont au moins deux des propriétaires sont des membres du Parlement, des groupes politiques et des coopératives de journalistes ; une ligne de financement est aussi réservée aux télévisions locales, aux médias des minorités linguistiques en Italie ainsi que des communautés italiennes à l'étranger. Les subventions indirectes, par contre, consistent en des allègements fiscaux comme la réduction de la TVA, et des réductions sur les tarifs postaux et téléphoniques, ainsi que des facilités de crédit. Les médias italiens sont aussi de fournisseurs de services pour tout le secteur public : le gouvernement, les collectivités locales, les préfetures ainsi que les entreprises à participation publique. Quantifier donc la partie des revenus des groupes médiatiques qui dérive du secteur public demeure presque qu'impossible.

Si le financement public renforce l'autonomie des médias italiens vis-à-vis du marché publicitaire et des ventes par rapport aux médias américains, cela fait du monde politique la référence incontournable pour les éditeurs italiens de l'information qui influence lourdement les choix éditoriaux stratégiques. Afin de comprendre la dépendance du journalisme italien à la politique dans leur couverture des actualités internationales, nous sommes interrogés sur les intérêts de l'État italien en dehors des frontières nationales, dans les pays arabes. Comme indice

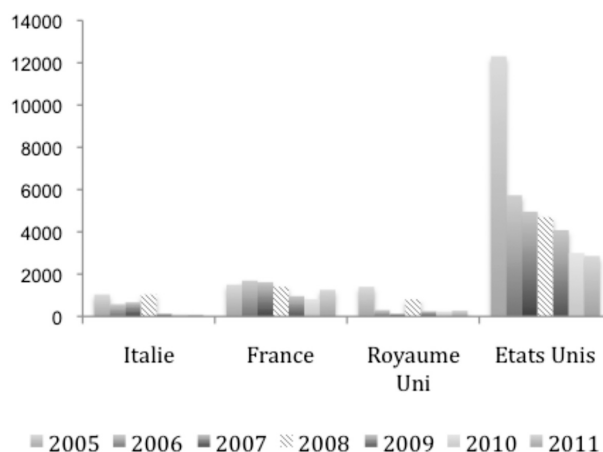
---

<sup>245</sup> Nielsen R.K. et Linnebank G., *Public Support for Media : A Six-Country Overview of Direct and Indirect Subsidies*, Oxford, RSIJ – Reuters Institute for the Study of Journalism, 2011, URL : [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/Working\\_Papers/Public\\_support\\_for\\_Media.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/fileadmin/documents/Publications/Working_Papers/Public_support_for_Media.pdf), consulté le 15/3/2014.

quantifiable et comparable entre différents pays, nous avons choisi d'analyser les flux des aides officielles au développement<sup>246</sup>, recensées par l'OCDE, résultats directs de choix politiques. Tout en n'étant pas le seul indicateur de l'intérêt que le gouvernement italien porte aux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, cela nous montre à quel point la crise financière de 2008 a entraîné une réduction des aides pour le développement. En regardant de plus près les données (graphique 7), nous pouvons remarquer qu'entre 2009 et 2011, l'Italie est le pays qui offre le moins d'aide. En 2011, en plein printemps arabe, l'ODA de l'Italie s'élevait à 87,9 milliards d'euros contre les 1 255,2 de la France, les 278 du Royaume Uni et les 2 856,2 des États-Unis. La France est le seul pays qui augmente son ODA de 400 milliards d'euros en 2011 par rapport à l'année précédente.

**Graphique 7.** Aides officielles au développement vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (2005-2011).

Source : graphique élaboré par l'auteur à partir des données de l'OCDE,



Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, *Éditions OCDE, Paris, mars 2013.*

<sup>246</sup> L'OCDE définit les aides officielles au développement (ODA - Official Development Assistance) comme des flux financiers provenant des institutions gouvernementales, centrales et locales, destinés à la promotion du développement économique et sociale dans les pays plus pauvres, élargies à des conditions de faveur. Cf. OCDE, « Is it ODA? », URL: <http://www.oecd.org/dac/stats/34086975.pdf>, consulté le 15/3/2014.

Mais les investissements publics italiens à l'étranger ne se limitent pas aux ODA, et certains d'entre eux ont des conséquences bien pratiques pour la couverture des affaires internationales, en particulier sur la politique éditoriale de ANSA, la première agence de presse italienne.

*« Jusqu'à la fin des années 90, ANSA était parmi les plus importantes agences de presse au monde. Sa présence à l'international était bien réelle, surtout en Amérique latine, nous étions deuxième derrière l'espagnol EFE. Cela était dû au fait que jusqu'aux années 90 les bureaux de correspondance d'ANSA étaient toujours le résultat d'un accord avec la Farnesina [le ministère des Affaires étrangères italien], qui se chargeait des frais pour la logistique et le personnel. Par conséquent, notre mandat lors d'une visite officielle d'un homme politique italien à l'étranger était de suivre et rapporter fidèlement toutes leurs déclarations, surtout celles qui concernaient la vie politique et économique de l'Italie, plutôt que les motivations et résultats de leurs missions<sup>247</sup>. »*

La crise financière et le déclin de l'Italie sur la scène internationale ont directement affaibli ANSA qui a lourdement réduit le nombre de journalistes fixes ainsi que les collaborateurs externes. *« Entre 2010 et 2012 les journalistes fixes de ANSA sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont passés de 5 à 3 [dans les bureaux de Tel-Aviv et Beyrouth] et les collaborateurs de 12 à 9<sup>248</sup>. »*

L'accessibilité aux sources étrangères *via* le Web a partiellement comblé ce vide, comme nous l'a rappelé Michela Sechi de *Radio Popolare*<sup>249</sup>. Cela était facilité par le fait que les communications entre les différents acteurs des printemps arabes passaient par Internet et, même si une grande partie se faisait en arabe<sup>250</sup>, une bonne partie des analyses produites par les Arabes, ainsi que toute la communication vers l'étranger étaient aussi en langues européennes, surtout en anglais, dans une moindre mesure en

---

<sup>247</sup> Entretien personnel avec Paolino Accolla, correspondant pour ANSA d'Asie et États-Unis des années 1980 à 2005 ; 11 octobre 2013.

<sup>248</sup> Entretien personnel avec Lorenzo Trombetta, correspondant ANSA de Beyrouth ; Skype, 14 avril 2014.

<sup>249</sup> Michela Sechi, *Radio Popolare*, Milan, 10 octobre 2013.

<sup>250</sup> Cf. Gonzalez-Quijano Y., *op. cit.*

français, mais presque jamais en italien (sic !). À la différence donc des médias anglophones ou francophones, même pour suivre les flux d'information sur Internet les journalistes italiens doivent connaître au moins une langue étrangère. Par contre, si un journaliste anglophone ou francophone ne parle que sa langue, il a tout de même accès à beaucoup de sources à l'étranger, contrairement aux Italiens.

### **Un journalisme précaire**

Dans le cas spécifique de la couverture des affaires internationales et du printemps arabe, il faut remarquer que l'année 2011 a été un des moments les plus sombres pour les journalistes italiens, surtout pour ceux travaillant pour la presse écrite, principale productrice d'informations. Tandis que le personnel journalistique en activité en Italie a augmenté – on passe de 43 300 personnes en 2009 à 47 727 en 2012<sup>251</sup> –, le nombre de journalistes travaillant pour la presse écrite a diminué de presque 10% dans la même période, passant de 10 968 à 9 908 personnes. Cela signifie donc qu'il y a moins de personnel dans la production des nouvelles, parce qu'en Italie, à la différence des autres pays occidentaux comme la France, on peut rester inscrit à l'ordre des journalistes même si on ne travaille pas pour des médias.

Par ailleurs, le métier de journaliste est devenu de plus en plus précaire, et le renouvellement générationnel s'est dramatiquement ralenti. En regardant les données de plus près, il apparaît que<sup>252</sup> :

- en 2000, les journalistes salariés représentaient 65% de la population journalistique, mais seulement 39,9% en 2012 ;
- en 2012, la rétribution annuelle moyenne d'un journaliste salarié était de 62 459 euros, tandis qu'un pigiste touchait en moyenne seulement 11 278 euros ;
- enfin, les journalistes salariés de moins de 35 ans sont passés de 28,9% en 2000 à 19,9% en 2012.

Étant donné donc que pour un média italien couvrir les événements internationaux peut être plus cher et moins rentable,

---

<sup>251</sup> Rea P., *op. cit.*

<sup>252</sup> *Ibidem.*

surtout politiquement, que pour les Britanniques et les Français, il va de soi que la rubrique *Esteri* (« monde ») des journaux italiens a baissé, voire disparu, en dehors des grandes crises internationales, et que les journalistes spécialisés en affaires étrangères sont remplacés par des collègues généralistes.

### **Conclusion : le journalisme international pris entre les relations publiques et le mimétisme des journalistes**

De notre analyse de la couverture médiatique italienne des printemps arabes, il ressort que l'attention du public italien est inconstante et souvent incomplète. Cela n'est pas tant un signe de désintérêt du public italien vis-à-vis des affaires étrangères, qu'une caractéristique du système médiatique italien qui se focalise sur les grands événements, aggravée par un certain désinvestissement des institutions politiques italiennes dans les affaires internationales, ainsi que par la crise des médias qui reposent de plus en plus sur les pigistes et les communiqués de presse. Une tendance au sensationnalisme, que nous retrouvons aussi dans d'autres pays, est probablement accentuée par les médias sociaux, désormais devenus la porte d'accès aux informations, ainsi que par la précarisation du métier de journaliste, particulièrement grave en Italie.

En comparant la situation italienne à celle des autres pays occidentaux, nous avons aussi pu constater que les nouvelles internationales, tout en étant en baisse partout dans le monde, n'attirent pas autant l'attention des médias qu'au Royaume-Uni et en France, et qu'elles sont les premières à être réduites en période de crise. En effet, les nouvelles internationales sont considérées comme coûteuses – la concurrence des grands groupes internationaux a fait grimper les coûts depuis vingt ans – et moins rentables économiquement et politiquement que les actualités nationales et locales. Même si le public semble encore intéressé par les informations internationales, les annonceurs et les politiques italiens investissent donc moins dans la couverture internationale.

Finalement, la crise du journalisme international en Italie, et ailleurs, nous semble être aussi un effet de la tendance en cours qui voit le monde de la communication prendre le dessus sur celui de l'information. Mais le plus grand défi du journalisme

reste à venir : *in primis* du *native advertising in context* – ou de la production des contenus publicitaires sous la forme de nouvelles intégrées aux flux d'informations – qui pourrait faire sauter la différence substantielle entre informer le public et communiquer pour orienter ses choix, et, enfin, d'Internet parce qu'en permettant de contourner les médias pour aller directement aux sources, il pourrait laisser croire au public et aux éditeurs, toujours soucieux de faire des économies immédiates, que nous n'avons plus besoin des journalistes pour faire de l'information. En autres termes : « *Le danger réel dans le changement du journalisme international, c'est l'absence de modérateurs respectés et intelligents. Internet peut être le paradis pour les bien-informés accros aux nouvelles, mais il reste pour nous tous un dépotoir confus d'informations*<sup>253</sup>. »

---

<sup>253</sup> Morozov E., « Think Again: The Internet. They told Us It Would Usher in a New Era Of Freedom, Political Activism, and Perpetual Peace. They Were Wrong. », *Foreign Policy*, mai/juin 2010. URL : [http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/04/26/think\\_again\\_the\\_internet?print=yes&hidecomments=yes&page=full](http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/04/26/think_again_the_internet?print=yes&hidecomments=yes&page=full), consulté le 15/3/2014.





## NOTICES BIOGRAPHIQUES DES AUTEURS (par ordre alphabétique)

CISSÉ Hadj. Docteur en Sciences de l'information et de la communication de l'université de Lorraine depuis 2010. Actuellement, membre fondateur et coresponsable pour la France de l'association AMEDDIAS – Association sur les Médias par des Diasporas — un réseau de recherche basé à Luxembourg, créé par d'anciens jeunes chercheurs en SIC de l'université de Lorraine. Il est l'un des coordinateurs de l'ouvrage collectif : *Communication et Sociétés en crise*, (2015).

DYMYTROVA Valentyna. Docteure de l'université Lumière Lyon 2 et chercheuse associée à ELICO (équipe de recherche de Lyon en Sciences de l'information et de la communication). Elle travaille en communication politique, analyse du discours et sémiotique de l'image comme l'illustre l'un de ses articles : « Quand une révolution devient orange : approches sémiotique et discursive d'une couleur en politique », dans la revue *Mots. Les langages du politique*, en 2014. Ses recherches et articles rendent compte d'une réflexion sur la construction et la médiatisation des identités politiques en Ukraine.

GUAAYBESS Tourya. Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'université de Lorraine. Parmi ses ouvrages : *Télévisions arabes sur orbite*, publié en 2005 (traduit en arabe en 2009) et *Les médias Arabes. Confluence médiatique et dynamiques sociales* en 2012, tous deux publiés aux éditions du CNRS. Elle a par ailleurs dirigé les ouvrages collectifs suivants : *Les Arabes parlent aux Arabes ; les nouveaux médias dans le monde arabe* avec Yves Gonzalez-Quijano, aux éditions Actes Sud en 2009 ; et *National Broadcasting and State Policy in Arab Countries*, aux éditions Palgrave Macmillan, (Londres) en 2013.

HACEN Aymen. Ancien élève de l'École normale supérieure de Tunis, agrégé de Lettres modernes, il a été, entre 2006 et 2008, allocataire-moniteur de l'ENS de Lyon. Poète, écrivain, essayiste, traducteur et chroniqueur littéraire, il est enseignant de Langue, civilisation et littérature françaises à l'École normale supérieure de Tunis et considère que « *l'enseignement et l'engagement politique sont indissociables de l'écriture* ».

HADJ-ALLAL Fadia. Doctorante en Sciences de l'information et de la communication à l'université de Lorraine sous la direction de Béatrice Fleury et de Tourya Guaaybess. Sa thèse traite de la

jeunesse algérienne et son rapport aux médias en trois événements clés de l'histoire du pays (la décennie sanglante des années 1990, le Printemps arabe et les dernières élections présidentielles de 2014).

HEDHILI Amira. Agrégée en Langue, civilisation et littérature anglaises à l'École normale de Tunis. Depuis 2012, elle enseigne l'anglais à l'Institut supérieur des Langues appliquées de Moknine (université de Monastir). Elle prépare actuellement une thèse de doctorat sur « La flânerie et l'esthétique de la non représentativité dans la littérature anglaise post-moderne » à l'université des Sciences humaines de la Manouba à Tunis.

MARIANI Ermete. Diplômé de Sciences Po Paris et ancien directeur de l'unité de recherche sur les conflits dans le monde arabe et musulman d'une agence de presse internationale, il a acquis une connaissance approfondie des médias et de la politique dans le contexte arabe et musulman lors de plusieurs séjours de recherche sur le terrain. Il est chercheur indépendant et consultant en communication.

MERCIER Arnaud. Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Institut français de presse (IFP) à l'université Panthéon-Assas, responsable, depuis 2009, du programme de recherche Obsweb, au sein du CREM (Observatoire du webjournalisme/ <http://obsweb.net>) où il a fondé la licence de webjournalisme. Parmi ses récentes publications : « Twitter l'actualité : usages et réseautage chez les journalistes français », dans la revue *Recherches en communication* en 2013. Il a également dirigé à CNRS éditions les ouvrages collectifs suivants : *Médias et opinion publique*, en 2012, *Le journalisme* en 2009, et avec J.M. Charon, *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak : 1991-2003*, en 2004.

MOSTEFAOUI Belkacem. Professeur à l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information d'Alger. Il a accompagné le quotidien algérien *El Watan* d'une chronique hebdomadaire « Médiascopie » et animé pour ce journal des sessions de formation en journalisme de 1999 à 2008. Auteur de *L'Usage des médias en question*, Alger, OPU, 1982 ; *La télévision française au Maghreb*, Paris, L'Harmattan, 1996 et *Médiascopie. Recueil de chroniques El Watan 1999-2008*, Alger, Mille Feuilles, 2008. Coauteur avec Abdelmoumène Khellil de l'étude *Les missions du service public télévisuel en Algérie*, Paris : Institut Panos, Barcelone : Observatoire méditerranéen de la communication, avril 2012.

SITBON Guy. Après des études en Tunisie et en France, il devient correspondant du journal *Le Monde* en Tunisie de 1957 à 1962. Il participe à la création de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, puis du *Nouvel Observateur*. En 1966, il crée le *Magazine Littéraire* qu'il dirige pendant six ans. Il sera ensuite correspondant du *Nouvel Observateur* à New York pour toute l'Amérique, puis à Moscou de 1990 à 1995 pour toute l'ex-URSS. Guy Sitbon a couvert la plupart des grands conflits, spécialement au Moyen-Orient de 1957 à ce jour. Auteur des ouvrages suivants : *Yves et Véronique*, Éditions Grasset, 1976 ; *Gagou*, Éditions Grasset, 1980 ; *Le cas Attali*, Éditions Grasset, 1995 ; *L'Arabe et le Juif*, avec Hamid Barrada, Plon, 2004 et *Cécile Duflot*, Volumen Dummy (collection Les Petits Matins), 2010.

VACAFLOR Nayra. Docteur en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bordeaux Montaigne depuis 2010, elle a publié plusieurs travaux sur la jeunesse et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, dont : « L'internet comme expression d'une volonté citoyenne dans les pays du Sud : l'exemple de la dénonciation de la corruption policière sur YouTube » dans l'ouvrage collectif *Les technologies numériques comme miroir de la société*, publié chez l'Harmattan en 2013 ; « Téléphone mobile et expression identitaire : réflexions sur l'exposition technologique de soi parmi les jeunes » dans la revue *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, en 2010. Nayra Vacaflor est aujourd'hui chercheuse associée du laboratoire MICA à l'université de Bordeaux. Elle dirige l'agence de communication Melon Digital, spécialisée dans la démocratisation du digital, la citoyenneté en ligne et le conseil en communication.